
SOMMAIRE

FRONTIERES

Planification, privatisation et reconversion industrielle au Mexique <i>par Gilles Fourt</i>	7
---	---

DOSSIER

Les Amazonies andines. Stratégies et dynamiques <i>par Anne Collin-Delavaud</i>	27
Amazonies andines et géopolitique <i>par Claude Collin-Delavaud</i>	31
Une enclave japonaise en Amazonie péruvienne <i>par Isabelle Lausent-Herrera</i>	39
La carretera Marginal de la Selva : Routes et aménagement en Amazonie péruvienne <i>par Jean Gomez</i>	53
La colonisation du bassin de Satipo <i>par Sydney Evans</i>	65
Le projet de développement rural de l'Alto-Mayo au Pérou <i>par Roberto Haudry de Soucy</i>	73
Croissance urbaine en Amazonie équatorienne : le cas de Coca, province de Napo <i>par Blandine Gravelin</i>	81
Tempête de "neige" en Amazonie colombienne <i>par Alain Delpirou</i>	89

INFORMATION SCIENTIFIQUE ET COOPÉRATION

Les institutions de recherche et l'Amérique latine	98
Manifestations scientifiques	103
Dialogues	106
Lectures	113

Frontières

**PLANIFICATION, PRIVATISATION
ET RECONVERSION INDUSTRIELLE
AU MEXIQUE**
Gilles Fourt

PLANIFICATION, PRIVATISATION ET RECONVERSION INDUSTRIELLE AU MEXIQUE

*Gilles Fourt**

** Centre de recherche
et de documentation
sur l'Amérique latine.
CNRS.*

Les thèmes de la privatisation et de la reconversion industrielle se sont développés depuis le début des années quatre-vingts aux Etats Unis comme en Europe. Des deux côtés de l'Atlantique, c'est la crise de la sidérurgie, industrie qui avait été un des moteurs de la révolution industrielle et sur laquelle les pays avaient voulu asseoir leur puissance, qui a mis le thème de la reconversion industrielle au premier plan. Mais les aides considérables apportées au fil des ans par les gouvernements à des secteurs dont la viabilité était plus qu'incertaine, ont fait douter de la capacité de la puissance publique à mettre en œuvre une politique industrielle efficace. Le discours sur la privatisation alimenté par les politiques libérales mises en œuvre aux Etats Unis et en Grande Bretagne s'est construit sur ces constats pessimistes.

Ces débats ont eu des échos certains en Amérique latine en raison du poids particulier du secteur public dans l'économie du sous-continent. Au Mexique, le gouvernement ayant pris le parti d'honorer le paiement de la dette mais ne disposant plus des mêmes ressources en raison de la baisse des prix du pétrole a nécessairement du reconsidérer sa position vis à vis du secteur public. Après une courte période "d'euphorie pétrolière" (1978-1981) le pays a du se résoudre non sans mal à décliner les mêmes thèmes que dans les pays industrialisés. Si le thème de la privatisation a "pris" assez rapidement au niveau gouvernemental, en revanche, celui de la reconversion industrielle a tardé plus de trois ans à se développer ce qui a empêché l'administration du Président De La Madrid de mettre en œuvre rapidement une politique industrielle cohérente permettant de lutter efficacement contre la crise.

LES ORIENTATIONS DU PRESIDENT MIGUEL DE LA MADRID EN DEBUT DE MANDAT (1983 - 1985)

Une nouvelle organisation ministérielle.

Miguel De La Madrid, lorsque il arrive au pouvoir le 1er décembre 1982, réorganise le fonctionnement administratif de son gouvernement. Il maintient deux ministères-clefs qui vont constituer les principaux instruments pour la mise en œuvre de sa politique : le ministère de la Programmation et du Budget (SPP) chargé des grandes orientations et de l'autorisation des budgets d'investissements, est confié à Carlos Salinas de Gortari, tandis que le ministère des Finances et du Crédit Public (SHCP) qui définit les politiques de financement et de crédit échoit à Jesus Silva Herzog (ce dernier démissionnera le 17 juin 1986 et sera remplacé par Gustavo Petriccioli). En revanche, les deux ministères qui avait le mieux servi la politique du Président de la République sortant José Lopez Portillo en matière d'aménagement sont démantelés : les responsabilités du ministère de l'Equipement (SAHOP), qui avait mis en œuvre l'ambitieux Plan National de Développement Urbain (1978) sont dissociées entre un ministère du Développement Urbain et de l'Ecologie (SEDUE), confié à Marcello Javelli Girard et un ministère des Communications et Transports (SCT) dirigé par Rodolfo Felix Valdès.

D'autre part, le ministère du Patrimoine et du Développement Industriel (SEPAFIN), qui avait la responsabilité du Plan National de Développement Industriel (1979), autre ambition du sexennat précédent, disparaît, pour être remplacé en partie par un ministère de l'Energie, des Mines et de l'Industrie Publique (SEMIP) à la charge de Fransisco Labastida Ochoa et un ministère du Commerce et du Développement Industrie. (SECOFI) dirigé par Hector Hernandez Cervantès. La sidérurgie publique (SIDERMEX et ses filiales) dépend désormais étroitement de deux ministres : SEMIP pour la planification du secteur et SECOFI pour la fixation des prix.

Sous ces transferts partiels de responsabilité, il ne faut pas voir seulement une simple réforme administrative, mais le développement d'une nouvelle idéologie qui donne à la planification industrielle une place marginale. Le principal problème à résoudre dans l'immédiat par l'administration De La Madrid n'est pas industriel mais financier.

Le Plan National de Développement (1983).

Le Plan National de Développement (PND) est rendu public fin mai 1985, six mois après l'entrée en fonction du nouveau gouvernement. Le PND réaffirme d'emblée que l'Etat sera le recteur de l'économie. Mais si le PND reconnaît la validité de la planification mise en œuvre entre 1976 et 1982, il s'en écarte notablement et remet en cause le Plan global de développement publié en 1980.

Dès sa présentation le PND est vivement critiqué dans la presse, par les universitaires, mais aussi par une large fraction du Parlement. On critique le fait que le Plan se donne des objectifs sans se donner les moyens pour les atteindre (1). On accuse le Plan d'élever les généralisations à un niveau "inadmissible" (2), d'être un "labyrinthe" (3), d'être "antidémocratique" (4). Les chefs d'entreprise estiment que le PND va étatiser encore plus l'économie (5), tandis que la majorité du Sénat lors du débat sur le PND qui a lieu à l'automne 1983, considère qu'il est "insuffisamment développé et peu explicite" (6). D'une manière générale, les observateurs dénoncent le caractère vague du PND, son absence de perspectives, voire d'ambition. De fait, il présente tous les symptômes d'un catalogue d'intentions. Il caractérise parfaitement une crise au sein de l'élite dirigeante, crise qui n'est pas seulement économique ou financière mais aussi morale et politique. Son seul mérite, paradoxalement, serait d'avoir éveillé les consciences en début du sexennat et permis l'ébauche d'un débat sur l'opportunité de la planification en période de crise financière aiguë.

La commission parlementaire chargée de suivre la politique industrielle est, elle aussi, très critique à propos du PND. "Nous avons de sérieux doutes quant à la possibilité d'atteindre les taux moyens (de croissance) prévus pour la période 1985-1988 (de 6,7 à 7,9 %), alors que la prévision pour 1983-1984 est de 1 à 4 %. Le doute principal vient de ce que, si l'on atteint les taux espérés en 1985, il paraît difficile que cette croissance se réalise sur des bases différentes de celles des années antérieures et si l'on ne corrige pas les problèmes de structure on retrouvera les mêmes erreurs, si chères à payer et qui ont débouché sur la crise dont nous souffrons" écrivent les parlementaires (7).

En matière de politique industrielle, le PND se fixe cinq orientations stratégiques :

- développer l'offre en biens de base,
- fortifier l'industrie de bien d'équipements pour accroître le degré d'intégration de la production nationale,

- lier l'offre nationale à l'offre extérieure, en favorisant les branches génératrices nettes de devises,
- créer une base technologique propre nécessaire pour l'indépendance nationale ;
- rendre l'industrie publique efficace et compétitive pour soutenir les quatre orientations précédentes. En réalité, ces cinq orientations stratégiques sont tout à fait caractéristiques de l'esprit du Plan, c'est à dire que si elles ne sont pas contestables sur le fond, on ne sait pas quels moyens vont être mis en œuvre pour qu'elles se concrétisent.

Concernant la sidérurgie le PND estime "indispensable de maintenir en fonctionnement la base productive existante ; les principaux efforts à court terme viseront à élever le niveau d'utilisation de la capacité installée, en développant les exportations (...) La réalisation des projets s'ajustera aux nouvelles conditions de la demande nationale et aux possibilités de pénétrer le marché international. Les importations éventuelles d'acier se feront en utilisant la situation de la surcapacité mondiale et, dans la mesure du possible, par le biais d'accord compensatoires sous forme de troc." Il s'agit également de "développer des activités de conception et de fabrication des biens de capital" et d'aller vers "une plus grande mesure vers la substitution des importations". Enfin, il est "nécessaire d'achever les projets en cours et d'avancer vers la production des aciers spéciaux" (8).

Ces propositions de caractère général n'ont qu'une faible prise sur la réalité des entreprises et des usines, caractérisées par :

- des équipements souvent obsolètes (antérieurs à 1960),
- des équipes dirigeantes peu compétentes et parfois peu motivées,
- des ouvriers peu qualifiés dans leur majorité,
- des syndicats dont les dirigeants sont proches du parti au pouvoir, et qui disposent du monopole de l'embauche.

Les dénationalisations.

Si le Plan National de Développement n'est qu'un catalogue de bonnes intentions, sur le terrain concret des entreprises, on note une évolution de la doctrine gouvernementale. L'administration du Président De La Madrid s'engage dans une politique de dénationalisations qui rompt avec les politiques antérieures. Il s'agit, en suivant l'exemple de la plupart des grands pays industrialisés, de diminuer l'importance du secteur public dans l'économie pour que l'Etat ne contrôle que les secteurs qualifiés de "stratégiques" (énergie, transport, mines, etc).

A la fin 1982, dès son entrée en fonctions, l'administration de Miguel De La Madrid envoie au Congrès une initiative de loi visant à modifier le "chapitre économique" de la Constitution (principalement les articles 25, 27 et 28). Il est dit que l'Etat ne pourra avoir des participations que dans les activités stratégiques. La politique de dénationalisations commence dès le début du mandat et concerne directement les participations majoritaires et minoritaires de la banque publique d'investissements NAFINSA. Dès le début 1983 cette banque met en place "un nouveau schéma d'organisation dont l'objectif fondamental est de consolider les entreprises du groupe industriel, par l'intermédiaire de divers programmes de récupération pour les entreprises en activité et des réorientations pour les projets en construction" (9). Durant l'année 1982, NAFINSA vend la participation du capital qu'elle possède dans cinq entreprises du groupe privé ALFA de Monterrey. En 1983 le repli s'amplifie. NAFINSA, qui effectue ce qu'elle appelle pudiquement une "réorientation industrielle", doit se défaire à nouveau de six entreprises. Au total le groupe industriel NAFINSA emploie 154 000 personnes en 1983 contre 175 000 en 1981.

Le troisième rapport de gouvernement de Miguel De La Madrid (1er septembre 1985) justifie cette politique de dénationalisation en ces termes : "les entreprises publiques ont été un des instruments les plus efficaces dont a disposé l'Etat mexicain pour atteindre ses objectifs économiques (...) le bilan dans le développement du pays est positif. Malgré tout, nous avons pleinement conscience que le secteur public a cru au fil du temps de manière désordonnée sans répondre à des plans bien définis.

L'Etat a favorisé une diversité d'entreprises qu'il a maintenues sous son contrôle, et il a absorbé des entreprises privées en justifiant cette position par le fait de maintenir l'emploi même avec des projets structurellement non viables. Paradoxalement, la multiplication excessive des entreprises publiques a affaibli l'Etat en le déséquilibrant financièrement et en limitant sa capacité à satisfaire les nécessités primordiales.

Pour cette raison, l'administration actuelle (...) a affirmé la nécessité d'épurer le secteur public pour le restructurer et le fortifier, consolidant ainsi la capacité de l'Etat à diriger l'économie. Pour préciser sa responsabilité, on a défini dans l'article 28 de la Constitution, les domaines stratégiques qui lui restent exclusifs : pétrole, pétrochimie de base, minerais radioactifs et production d'énergie nucléaire, électricité, chemins de fer, communication par satellites, postes, télégraphes, radiotélégraphie, émission de billets par une seule banque et services bancaires". On notera que la sidérurgie ne figure pas dans la liste des secteurs stratégiques dont l'Etat veut garder la maîtrise

Le gouvernement se défend contre les critiques (venant de la gauche notamment) l'accusant de brader les intérêts nationaux : "en retirant sa participation au capital des entreprises qui ont des activités non prioritaires, ou qui ont déjà réalisé les objectifs pour lesquels elles furent créées, l'Etat ne vend pas le pays mais il respecte le mandat constitutionnel d'administrer ce qui est stratégique et de participer avec efficacité à ce qui est fondamental". Et pour faire bonne mesure, les responsables reprennent la rhétorique traditionnelle : "les entreprises publiques continuent à être un instrument décisif de la Révolution mexicaine" (10).

Près de 480 entreprises publiques sont jugées non prioritaires par l'administration. En 1983-1984, l'Etat vend sa participation dans 31 entreprises publiques. En 1985, le mouvement s'accélère. Début mars, les actions de 42 entreprises publiques sont mises en vente ; 21 trouvent preneur entre mars et août pour un montant de 10,7 milliards de pesos. Il s'agit de 15 entreprises appartenant à des banques (nationalisées en 1982), une entreprise minière appartenant à un organisme d'Etat et 5 hôtels appartenant au ministère du Tourisme (SECTUR).

En août 1985, à la suite d'une réunion entre les ministres du Budget (SPP) Carlos Salinas de Gortari, du Commerce (SECOFI) Hector Hernandez Cervantès et les industriels de Monterrey, des rumeurs font état de la vente de SIDERMEX (11). La rumeur est démentie peu après par le ministère de la Programmation et du Budget : "Le gouvernement n'a pas pris la décision de vendre le contrôle de SIDERMEX, organisme contrôlant les diverses entreprises sidérurgiques qui sont propriétés de l'Etat" (12). Mais cette rumeur est significative de l'état d'esprit animant le secteur privé de Monterrey quant à sa volonté de voir l'Etat se désengager de la sidérurgie. On a dit que la sidérurgie n'apparaissait pas comme un secteur stratégique de l'économie. Et, de fait, dès août 1985, SIDERMEX envisage de vendre les participations qu'elle a dans plusieurs filiales spécialisées dans la production de machines outils, profilés, tubes, dans la fonderie ou les transports mais aussi des entreprises récentes de biens d'équipement créées durant le sexennat précédent avec les Français (CLEMEX) ou les Japonais (PMT, NKS).

A la fin 1985, l'Etat prévoit de vendre encore sa participation dans 82 entreprises : 44 doivent être proposées au secteur privé ou au secteur social (les syndicats tels la CTM étroitement liée au parti "gouvernemental", le PRI), 31 doivent être mises en faillite et 7 doivent être transférées au gouvernement des Etats. A terme, seules 280 entreprises (dont 200 ayant une activité industrielle) doivent rester sous le contrôle de l'Etat. Au total, l'Etat mexicain aura récupéré en 1985 environ 38 milliards de pesos pour la vente de participations dans les entreprises qu'il contrôlait.

Dès janvier 1986, le processus de vente reprend. Cinq entreprises sont vendues pour un montant de 3,9 milliards de pesos mais 21 proposées en 1985 n'ont toujours pas trouvé preneur. En février le gouvernement met en vente sept filiales de SIDERMEX. A la fin 1986, SPP annonce la disparition de vingt autres entreprises publiques parmi lesquelles trois du groupe SIDERMEX. Des voix s'élèvent à ce moment dans certains partis de gauche (PST, PSUM) pour demander la nationalisation de l'industrie sidérurgique mais le gouvernement, qui décide de fermer définitivement la vieille Fundidora de Monterrey en mai 1986, se refuse à faire marche arrière.

On peut tenter de faire un bilan de la politique de dénationalisations menée par le gouvernement entre 1982 et 1986. L'Etat contrôlait au moment de la prise de fonctions de Miguel De La Madrid 1121 organismes, entreprises et institutions. A la fin 1986, il n'en contrôle qu'un peu moins de 700 dont 72 % sont des entreprises proprement dites.

Dans cet intervalle, le secteur public s'est défait de 458 organismes et entreprises dont 101 (22 %) ont été vendus au secteur privé, 269 (58,7 %) ont été mis en faillite, 58 (12,6 %) ont été fusionnés et 30 (6,5 %) ont été transférés aux gouvernements des Etats ou des municipes (Michoacan, Hidalgo, Yucatan). On note que les institutions les plus affectées ont été les entreprises publiques

PARTICIPATION DE L'ETAT MEXICAIN DANS L'ECONOMIE

TYPES D'INSTITUTIONS	Déc. 1982	Oct. 1986	Evolution
ENTREPRISES PUBLIQUES MAJORITAIRES (1)	750	480	-36,0 %
ENTREPRISES PUBLIQUES MINORITAIRES (2)	65	25	-61,5 %
TOTAL ENTREPRISES	815	505	-38,0 %
Institutions de financements (fondos)	233	108	-53,6 %
Organismes publics	73	50	-31,5 %
TOTAL GENERAL	1121	663	-40,8 %

(1) L'Etat contrôle la majorité du capital

(2) L'Etat contrôle moins de 50 % du capital

Source : SHCP cité in *El Financiero*, 10 Novembre 1986.

de participation majoritaire, du secteur industriel (59 %), touristique (4,5 %) et de l'agriculture (9,4 %).

La politique de dénationalisation et de diminution du poids de l'Etat constitue donc durant la période considérée une importante modification dans le rôle assigné à l'Etat et la sidérurgie est concernée directement (fermeture de la Fundidora) et indirectement (vente de filiales). Cette politique doit se poursuivre entre 1986 et 1988. Dans un document intitulé "*Criterios de Política Económica*" paru à la fin 1986, le gouvernement affirme que "l'Etat se retirera des branches de la chimie, du textile, et de la pétrochimie secondaire, dont le développement ne nécessite pas sa présence" (...) en matière de désengagement des entités non stratégiques et non prioritaires, on assouplira le processus engagé et les décisions prises en 1986" (13).

La politique de dénationalisation prépare tout le discours sur la reconversion industrielle développé à partir de 1986. C'est parce que l'Etat dans un premier temps a revendiqué son objectif de se défaire d'entreprises publiques non stratégiques qu'il peut passer dans une deuxième phase à des entreprises plus importantes. Le rapport Hiriart sur la sidérurgie s'appuie implicitement sur cette évolution à l'œuvre depuis 1983. Remis au gouvernement au début 1986, ce rapport constitue un point d'inflexion dans le sexennat et ouvre une période marquée par une nouvelle politique industrielle, s'appuyant sur une nouvelle idéologie de la planification : la reconversion.

LE CAS DE LA SIDERURGIE

Le rapport Hiriart

Au printemps 1985, SIDERMEX décide d'arrêter le chantier de la deuxième étape de SICARTSA (SICARTSA-2). SICARTSA est un ambitieux projet de sidérurgie sur l'eau développé par l'administration du Président Echeverría à partir de 1970 dans le port industriel de Lazaro Cardenas-Las Truchas sur la côte Pacifique. Pendant toute la décennie 1970-1980 ce projet-phare avait été le symbole du volontarisme de l'Etat en matière industrielle. L'usine de la première étape (SICARTSA-1) avait commencé à produire à la fin 1976.

L'arrêt du chantier de SICARTSA-2 provoque tout un débat au sein du gouvernement, SEMIP s'opposant à une telle mesure face à la direction du holding sidérurgique public SIDERMEX appuyé par SPP, SHCP et NAFINSA. Le Président de la République fait alors appel en août 1986 à Fernando Hiriart, haut-fonctionnaire jouissant de beaucoup de prestige au sein de l'administration fédérale, et qui devrait se prononcer de manière impartiale sur le fond du débat.

En réalité, Fernando Hiriart, directeur général de la Commission Fédérale d'Electricité (CFE) ne peut être complètement neutre dans la mesure où il a participé de près à la mise en route de SICARTSA-1 au début des années soixante-dix. La décision de SIDERMEX d'arrêter SICARTSA-2 ne lui est pas indifférente et il va s'attacher dans son rapport à défendre la poursuite du chantier. Incontestablement, la remise du rapport Hiriart au début 1986 constitue un tournant dans la politique sidérurgique du sexennat et dans l'histoire de la sidérurgie mexicaine. L'administration du Président De La Madrid n'avait pas eu de politique sidérurgique spécifique depuis 1983, laissant l'initiative des opérations au directeur général de SIDERMEX, Miguel Alessio Robles. La remise du rapport Hiriart en janvier 1986 entraîne, dans les jours qui suivent, la démission de Miguel Alessio Robles, tandis que Alfredo del Mazo (ex-Gouverneur de l'Etat de Mexico) prend la place de Francisco Labastida Ochoa à la tête de SEMIP (ce dernier est élu Gouverneur de Sinaloa). La politique de reconversion industrielle mise en œuvre par Alfredo de Mazo à partir de 1986 s'appuie en grande partie sur la politique de reconversion sidérurgique développé par Guillermo Becker Arreola, nouveau directeur de SIDERMEX, lui même chargé d'appliquer les recommandations du rapport Hiriart.

"Il faut se demander si l'industrie sidérurgique nationale doit limiter sa croissance ou bien si elle doit disparaître graduellement, permettant ainsi l'importation de produits sidérurgiques aux prix internationaux" s'interroge, non sans provocation, Fernando Hiriart dès l'introduction de son rapport. La sidérurgie mexicaine est devenue, depuis 1982 un fardeau pour l'Etat et plutôt que d'appliquer la politique de l'autruche, il s'agit clairement de savoir ce que l'on veut faire de ce secteur industriel. La question n'avait jamais été posée depuis la fin 1982. Mais Hiriart est réaliste et sait qu'une telle décision aurait des conséquences graves : "l'annulation de la production sidérurgique nationale signifierait importer (de l'acier) pour un montant équivalent à 3 milliards de dollars en 1990". La décision d'éliminer une industrie aussi importante que la sidérurgie n'est pas envisageable reconnaît le directeur de la CFE. Il faudrait indemniser la totalité du personnel travaillant dans cette branche ce qui supposerait de la part de l'Etat un déboursement de 85 milliards de pesos. Il faudrait par ailleurs que l'Etat s'engage à couvrir le passif des entreprises de SIDERMEX (plus de 700 milliards de pesos en 1984). Cela signifierait enfin assumer le passif de SICARTSA-2 qui est estimé à 1,45 milliard de dollars, sans compter la perte due aux apports de capitaux (766 millions de dollars).

Le rapport Hiriart demande à ce que les prix de l'acier soient désormais basés sur les coûts de production et liés au prix international en tenant compte de la parité peso/dollar. Les prix de l'acier devraient également être libérés, leur détermination étant soumise au niveau du marché. L'auteur note qu'un contrôle

inadapté des prix n'incite pas la sidérurgie à améliorer sa productivité : "Aucune restructuration financière de l'industrie sidérurgique nationale n'aura d'effet permanent si l'on n'établit pas simultanément de mécanisme adéquat d'ajustement des prix".

Hiriart demande que l'investissement se poursuive à AHMSA principale entreprise du groupe située à Monclova (dans le nord-est du pays, à 200 kilomètres de Monterrey) pendant au moins trois ans pour que l'entreprise atteigne ses objectifs de production et de productivité. Il importe également que l'Etat accepte la capitalisation d'une partie importante des passifs de cette entreprise. La Fundidora de Monterrey (FMSA), plus ancienne entreprise du groupe, est l'entreprise qui, selon Hiriart, présente le problème le plus sérieux "en raison de la situation précaire de ses installations, de la démotivation de son personnel et des multiples problèmes de matières premières et d'infrastructure". La Fundidora n'est pas capable selon Hiriart de générer à court terme un autofinancement, ce qui, ajouté à sa dette (proche de 380 millions de dollars) à son programme d'investissement, constitue un véritable problème : "il importe d'assigner les ressources minimales nécessaires pendant le temps où l'on étudie la possibilité de corriger ses problèmes, de renégocier ses relations sociales et de continuer à la faire fonctionner, ou bien il faudrait l'arrêter..."

SICARTSA est d'après Fernando Hiriart "l'entreprise la mieux structurée financièrement et la plus équilibrée en ce qui concerne la productivité, la production et les prix". Ce jugement est plutôt flatteur pour une entreprise qui se débat depuis près de dix ans dans des problèmes financiers, productifs et sociaux et qui, en dix ans, n'a jamais réussi à atteindre son optimum de production.

C'est là précisément que le conseiller appelé par le Président de la République peut être accusé de partialité. L'entreprise enregistre en 1985 des pertes s'élevant à 17 milliards de pesos mais il est vrai que cette année a été exceptionnellement mauvaise (réparation du haut-fourneau, grève en août, tremblement de terre en septembre). Selon Hiriart, la solution financière la mieux adaptée à SICARTSA serait de rétablir des prix corrects pour les aciers longs, de concentrer les ventes sur le marché national (à l'encontre de la politique menée par SIDERMEX depuis 1978) et de faire des apports en capital pour financer une partie du déficit. Enfin, il faudrait continuer à investir à SICARTSA.

Pour ce qui est du chantier SICARTSA-2, qui est l'objet d'une controverse entre différents ministères (ce qui a précisément suscité le rapport) Fernando Hiriart conclut "que la solution la meilleure est de poursuivre le projet, de séparer son administration de celle de SIDERMEX durant la période de construction, d'établir des systèmes améliorés d'information et de contrôle de

gestion, enfin, d'élaborer un programme pour ajuster le démarrage du projet aux nécessités du marché". Dans ce cas de figure, l'unité de réduction directe pourrait commencer à produire dès 1987, l'aciérie et la coulée continue en 1988 et le laminoir en 1989-1990.

"Bien que SIDERMEX existe seulement nominalement, du fait qu'elle n'a pas de contrôle légal sur les entreprises qu'elle gère, tant la première administration que l'actuelle, sont intervenues dans les aspects opérationnels de SICARTSA, AHMSA, FMSA et leurs filiales" affirme Fernando Hiriart qui renvoie dos à dos la gestion de Jorge Leipen Garay (1978-1982) et celle de Miguel Alessio Robles (1983 - 1985). L'auteur du rapport estime que, en ce qui concerne le management, l'efficacité de l'industrie sidérurgique publique s'est détériorée depuis la création de SIDERMEX et que cette situation a empiré durant l'administration de Miguel Alessio Robles.

L'erreur de la direction de SIDERMEX depuis 1983 est d'avoir voulu diriger depuis Mexico le fonctionnement des usines "en dictant des instructions plutôt qu'en fortifiant les unités organiques responsables de produire (...) dans le cas de SIDERMEX on observe une tendance opposée à la technique moderne d'organisation qu'est la décentralisation" observe encore Hiriart, qui rejoint ici fort habilement l'un des principaux thèmes politiques du sexennat. Ainsi, la centralisation de la commercialisation a "déconnecté" les usines de leur marché et a contribué à accroître l'inefficacité de l'ensemble.

SIDERMEX ne doit certes pas disparaître. Mais cet organisme doit être profondément transformé grâce à la mise en œuvre de plusieurs mesures : mise en place d'un système d'information fiable ; l'amélioration de la transparence financière des filiales et vente de certaines filiales.

Analyse du rapport Hiriart.

"La spécialisation de l'industrie sidérurgique s'effectue de manière naturelle, par accord mutuel entre les producteurs. Pour cette raison, au lieu de concevoir une structure d'organisation qui régule la spécialisation de chaque producteur, sans participation directe des usines, la communication directe entre elles devrait se renforcer pour atteindre cet objectif. L'économie mexicaine n'est pas centralement planifiée. On ne peut même pas qualifier le secteur public de secteur relevant de l'économie centralement dirigée, du fait que la politique est, et a été, de donner une autonomie aux entreprises, si bien que l'on doit qualifier le système comme relevant d'une économie mixte, de marché, où la concurrence entre les fournisseurs est fondamentale, parce qu'elle tend à garantir l'efficacité du système productif".

Cette analyse de Fernando Hiriart est fondamentale. En quelques lignes il remet en cause toute la politique industrielle mise en œuvre depuis quinze ans. Mais le directeur général de la CFE se refuse à mettre à bas certains acquis de la période précédente. Le principe de la coordination des entreprises sidérurgiques ne doit pas être abandonné au profit de l'indépendance absolue des usines "parce que les sidérurgies publiques relèvent de l'Etat et celui-ci peut se servir de cette situation pour chercher à obtenir l'optimum global, en minimisant les coûts et en réalisant une planification intégrale"

Les recommandations concrètes du rapporteur rompent avec le "flou artistique qui avait caractérisé le discours sur la sidérurgie de la période 1983-1985. A l'heure où le Mexique décide d'entrer dans le GATT, l'Etat ne peut plus se permettre de supporter des entreprises chroniquement déficitaires. Bien que le problème soit correctement posé, on ne peut manquer de s'interroger sur les "silences" du rapport Hiriart ou sur certains partis-pris de son argumentation.

La présentation qu'il fait de SICARTSA-1 n'est-elle pas trop complaisante ? Les problèmes qu'affronte l'entreprise depuis sa mise en service à la fin 1976 n'ont été que partiellement résolus. S'il est vrai que la productivité de l'usine tend à s'accroître, le problème social subsiste, la dette constitue un véritable fardeau pour l'entreprise et enfin, il n'est pas sûr que SICARTSA ait réussi à se construire un marché.

Inversement, l'image qui est faite de la Fundidora de Monterrey n'est-elle pas noircie à dessein ? Hiriart présente la Fundidora comme une usine obsolète. Il ne mentionne pas que durant la troisième phase du plan d'expansion entre 1973 et 1976, l'usine a été complètement modernisée avec l'aide des Japonais. Si certains départements sont technologiquement dépassés, le haut-fourneau N° 3 et l'aciérie sont parmi les plus modernes du Mexique. Par ailleurs la démotivation de l'encadrement critiquée par Hiriart n'est que la conséquence de la politique de SIDERMEEX qui depuis 1978 n'a réalisé que de très faibles investissements, prévoyant une fermeture des installations sans jamais la préparer ni l'assumer. Le problème financier de la Fundidora est en revanche réel - mais il n'est pas sûr qu'il soit pire à la Fundidora qu'à AHMSA ou SICARTSA. Pourquoi demander au gouvernement de capitaliser les passifs de AHMSA et SICARTSA plutôt que ceux de la Fundidora ?

Enfin, Hiriart ne dit mot des investissements étrangers dans la sidérurgie. Pourtant, il est notoire que les Japonais ont fait pression à l'automne 1985 sur le gouvernement mexicain pour qu'il revienne sur sa décision d'arrêter le chantier de SICARTSA-2. Les Japonais qui ont investi dans deux importantes usines du port de Lazaro Cardenas (dont l'une - PMT - est directement dépendante de l'acier plat de SICARTSA-2) ont très mal réagi à la décision de Miguel Alessio

Robles. La recommandation faite par Hiriart de séparer SICARTSA-2 de SIDERMEX n'a-t-elle pas précisément pour objectif de confier par un accord secret, l'administration et la gestion de cette deuxième étape aux Japonais? C'est en tous cas une rumeur qui circule avec insistance.

Enfin, Hiriart ne mentionne pas une raison fondamentale qui le pousse à proposer la fermeture de la Fundidora : le problème syndical insoluble. La faible productivité de l'usine est étroitement liée aux résistances de la section syndicale qui s'appuie sur un contrat collectif inadapté aux évolutions technologiques. Le problème syndical n'est posé qu'en termes de rapport de forces et seulement de manière marginale alors qu'il s'agit d'un problème de fond qui concerne non seulement la sidérurgie mais tout le mouvement ouvrier organisé et, au delà, le PRI lui-même. Les vrais problèmes sont posés par le rapport Hiriart. Mais le non-dit est aussi important que ce qui affirmé. Ce rapport va orienter toute la politique industrielle de Alfredo del Mazo, qui remplace à la tête de SEMIP Fransisco Labastida Ochoa.

La reconversion de la sidérurgie.

En prenant la décision, dès son entrée en fonctions (décembre 1982) de fermer la petite usine de AHMSA à Piedras Negras (Coahuila, à la frontière avec le Texas), le nouveau directeur de SIDERMEX Miguel Alessio Robles entrait dans une logique de reconversion industrielle ayant de fortes implications spatiales. L'usine, qui fonctionnait à 35 % de sa capacité depuis 1981, doit être totalement fermée et les 1000 personnes qui y travaillent doivent être licenciées. Finalement, après intervention directe du Gouverneur et la mobilisation de toutes les acteurs économiques et sociaux de Piedras Negras, SIDERMEX doit renoncer à son projet de fermeture ; l'usine est réouverte au printemps après une "réorientation de sa fonction productive" AHMSA-Piedras Negras doit se convertir en fonderie, spécialisée dans la production de lingotières pour approvisionner les trois sidérurgies du groupe. Il est clair que cet "épisode" de l'histoire sidérurgique n'est pas utilisé comme base de réflexion sur ce que signifie la reconversion industrielle sur le plan local, ou sur le plan régional.

Le nouveau ministre de l'Industrie Publique (SEMIP) Alfredo del Mazo qui entre en fonctions à la fin 1985 (il était auparavant Gouverneur de l'Etat de Mexico) indique que le secteur sidérurgique sera totalement restructuré. Il se base sur un constat d'échec : SIDERMEX n'a pas su atteindre les objectifs pour lequel le groupe a été créé. L'industrie sidérurgique travaille à 50 % de sa capacité. Son déficit financier est estimé à 700 milliards de pesos (plus de 750 millions de dollars à la parité de la fin 1986) dont 166 milliards correspondent

à l'endettement des filiales du groupe. Le programme de reconversion de l'industrie sidérurgique est conçu par le cabinet du nouveau ministre de SEMIP, au printemps 1986, c'est à dire après la fermeture de la Fundidora. Il doit être présenté au début de l'été au Président de la République. Les principales mesures de ce programme sont les suivantes : fermeture des entreprises sidérurgiques inefficaces et improductives, capitalisation des dettes de AHMSA et SICARTSA (441 milliards de pesos au total), participation ouverte de l'investissement étranger direct dans ce secteur.

Le projet SICARTSA-2 qui était en sommeil depuis 1985 est officiellement relancé. Un crédit japonais de 250 millions de dollars doit permettre de poursuivre les travaux. L'usine (construite à 50 %) doit être en mesure de produire à la fin de la décennie. AHMSA doit recevoir 35 milliards de pesos de crédits pour le développement de ses mines de fer et de charbon, et 55 milliards pour les usines de Monclova (accroissement de la capacité de production et amélioration de la productivité, fermeture des départements non rentables). Enfin, dans le cas de la Fundidora de Monterrey, il existe un projet gouvernemental de réouvrir les installations de laminage de produits plats ce qui permettrait de sauver 2000 emplois. Mais l'usine-mère de la Fundidora où se trouvent les hauts-fourneaux, l'aciérie, et certains laminoirs (produits longs), est définitivement fermée.

UNE NOUVELLE POLITIQUE INDUSTRIELLE : LA RECONVERSION

Ce programme de reconversion de l'industrie sidérurgique s'inscrit totalement dans le cadre de la nouvelle politique industrielle mise en place par Alfredo del Mazo. On pourrait même dire que la "reconversion industrielle" se fonde sur l'exemple de la sidérurgie où, pour la première fois, une importante industrie publique a été fermée pour cause "d'inefficacité" et "d'obsolescence". La fermeture de la Fundidora de Monterrey constitue le choc psychologique symbolisant la nouvelle volonté gouvernementale : l'amélioration de la productivité, l'élimination des "canards boiteux" de l'industrie, la volonté d'aller vers plus d'efficacité ne doivent plus se fonder seulement sur des discours mais sur des faits. Le mouvement ouvrier organisé (les syndicats officiels) comme l'ensemble des forces politiques du pays doivent désormais en prendre acte.

Le discours sur la reconversion industrielle qui se développe entre mai et décembre 1986, impulsé par le nouveau ministre de SEMIP doit donc être interprété comme une reformulation du projet industriel de l'administration De La Madrid. Celle-ci a mis près de trois ans (1983-1985) pour sortir des cadres

intellectuels formalisés par l'administration depuis 1970. Plus que sur le PND, le discours sur la reconversion industrielle se fonde un "nouveau réalisme économique" du gouvernement qui prend acte de la durabilité de la crise. En fait, trois éléments permettent de comprendre le développement du discours sur la reconversion :

- la pratique de la dénationalisation entre 1983 et 1985
- la fermeture d'une grande entreprise publique pour la première fois dans l'histoire du Mexique au printemps 1986 (la Fundidora de Monterrey) qui constitue un choc psychologique pour tout le secteur public.
- l'entrée en fonctions d'une nouvelle équipe à la tête de SEMIP animée par Alfredo del Mazo, ex-Gouverneur de l'Etat de Mexico ; celui-ci, considéré comme présidentiable doit arriver à la tête de ce ministère avec un discours mobilisateur.

Incontestablement le nouveau discours développé par les autorités à partir de la fin 1985 a plus de cohérence que la "planification molle" mise en œuvre par le gouvernement dans les deux premières années de son mandat. Mais cette nouvelle politique n'a pas suffisamment été préparée dès la campagne présidentielle de Miguel De La Madrid en 1982. Dès lors, la reconversion telle qu'elle est envisagée est trop partielle. Ce nouveau discours vient également trop tard, c'est à dire trois ans après le début du mandat présidentiel, et au moment même où l'on commence à parler de succession présidentielle c'est à dire où le gouvernement perd une grande partie de son énergie.

La mise en cohérence de la politique de dénationalisation et celle de reconversion industrielle aurait pu constituer un "programme mobilisateur" (expression qui, dans les années quatre-vingts, sonne plus juste que celle de Plan) pour la période 1982-1988. Encore eut-il fallu que cette politique ait été préparée et échelonnée durant les six années du mandat. D'autre part, la réflexion sur la reconversion industrielle n'est paradoxalement pas "articulée" à celle sur la décentralisation, qui constitue un des thèmes majeurs du sexennat De La Madrid. Si les autorités cherchent à promouvoir la reconversion industrielle et financière des entreprises publiques, en revanche on ne trouve pas encore trace dans le discours politique d'une analyse approfondie sur la dimension territoriale.

Novembre 1987

Notes

- (1) "PND : objetivos sin metas" in *Uno Mas Uno* 31 mai 1983
- (2) in *Uno Mas Uno* 2 juin 1983
- (3) "El PND en el laberinto" in *Uno Mas Uno* 7 juin 1983
- (4) "es entidemocratico el PND, asegura el PSD" in *Excelsior* 17 octobre 1983
- (5) *El Financiero* 14 juillet 1983
- (6) "parco y poco explicito el PND : el senado" *Excelsior* 17 novembre 1983
- (7) R. Delgado in *Uno Mas Uno* 3 novembre 1983
- (8) Plan Nacional de Desarrollo 1983-1988
- (9) NAFINSA Informe anual de actividades juin 1983
- (10) *Excelsior* 17 février 1985
- (11) *Uno Mas Uno* 19 août 1985
- (12) *Heraldo de Mexico* 22 novembre 1985
- (13) cité in *Uno Mas Uno* 26 décembre 1986

Gilles Fourt : Planification, privatisation et reconversion industrielle au Mexique.

En Europe et aux Etats-Unis, la crise de la sidérurgie, autrefois moteur de la révolution industrielle a mis le thème de la reconversion industrielle au premier plan. L'inefficacité des gouvernements à trouver des réponses adéquates a fait douter de la capacité de la puissance publique à mettre en oeuvre une politique opérante.

En Amérique latine ces débats ont été répercutés du fait du poids particulier du secteur public dans l'économie du sous-continent. Au Mexique, contrairement au thème de la privatisation, celui de la reconversion industrielle s'est

développé tardivement. L'analyse des conditions politiques, économiques et industrielles du pays sous le mandat du Président De La Madrid montre la difficulté de cette administration à mettre en oeuvre une politique industrielle cohérente permettant de lutter efficacement contre la crise.

Gilles Fourt : Planificación, privatización y reconversión industrial en Mexico.

En Europa o en los Estados Unidos la crisis de la siderurgia antiguamente motor de la revolución industrial ha puesto el tema de la reconversión industrial en el primer plano. La ineficiencia de los gobiernos para lograr soluciones

adecuadas subraya la incapacidad de la potencia pública en iniciar una política proporcionada.

En América latina esos debates se han repercutado a causa del peso particular del sector público en la economía del sub-continente. En México, al contrario del tema de la privatización, el de la reconversión industrial se ha desarrollado relativamente tarde. El análisis de las condiciones políticas, económicas e industriales del país bajo la administración del Presidente De La Madrid evidencia las dificultades de ese gobierno en desarrollar una política industrial coherente que permita luchar eficientemente contra la crisis.

Gilles Fourt : Planning, privatisation and industrial reconversion in Mexico.

In Europe and The United States the crisis in the steel industry which was in the past the motor of the industrial revolution, has made of the industrial reconversion an issue of central importance. The incapacity of governments to find adequate responses has brought a doubt about the capacity of public power to establish an effective political response.

In Latin America these debates have been reflected from the particular importance of the public sector in the economy of the sub-continente. In México the theme of industrial re-

conversion has developed later contrary to the theme of privatisation. The analysis of political, economic and industrial conditions of the countries under the mandate of President De La Madrid shows the difficulty that this administration has had in establishing a coherent industrial policy to allow him effectively fight against this crisis.

Gilles Fourt : Planejamento, privatização e reconversão industrial no México.

Na Europa ou nos Estados Unidos, a crise da siderurgia, outrora motor da revolução industrial, colocou em primeiro plano o tema da reconversão industrial. A ineficácia dos governos em encontrar respostas adequadas colocou em dúvida a capacidade pública a realizar uma política operante.

Estes debates repercutiram na América latina devido ao peso particular do setor público na economia do sub-continente. No México, ao contrário do tema de privatização, o tema da reconversão industrial desenvolveu-se relativamente tarde. A análise das condições políticas, económicas e industriais do país durante o mandato do Presidente De La Madrid mostra a dificuldade desta administração a colocar em prática uma política coerente que permitisse lutar eficazmente contra a crise.

Dossier

LES AMAZONIES ANDINES, STRATEGIES ET DYNAMIQUES

Anne Collin-Delavaud

AMAZONIES ANDINES ET GEOPOLITIQUE

Claude Collin-Delavaud

UNE ENCLAVE JAPONAISE EN AMAZONIE PERUVIENNE

Isabelle Lausent-Herrera

LA CARRETERA MARGINAL DE LA SELVA :

ROUTES ET AMENAGEMENT EN AMAZONIE PERUVIENNE

Jean Gomez

LA COLONISATION DU BASSIN DE SATIPO

Sydney Evans

LE PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL

DE L'ALTO-MAYO AU PEROU

Roberto Haudry de Soucy

CROISSANCE URBAINE EN AMAZONIE EQUATORIENNE :

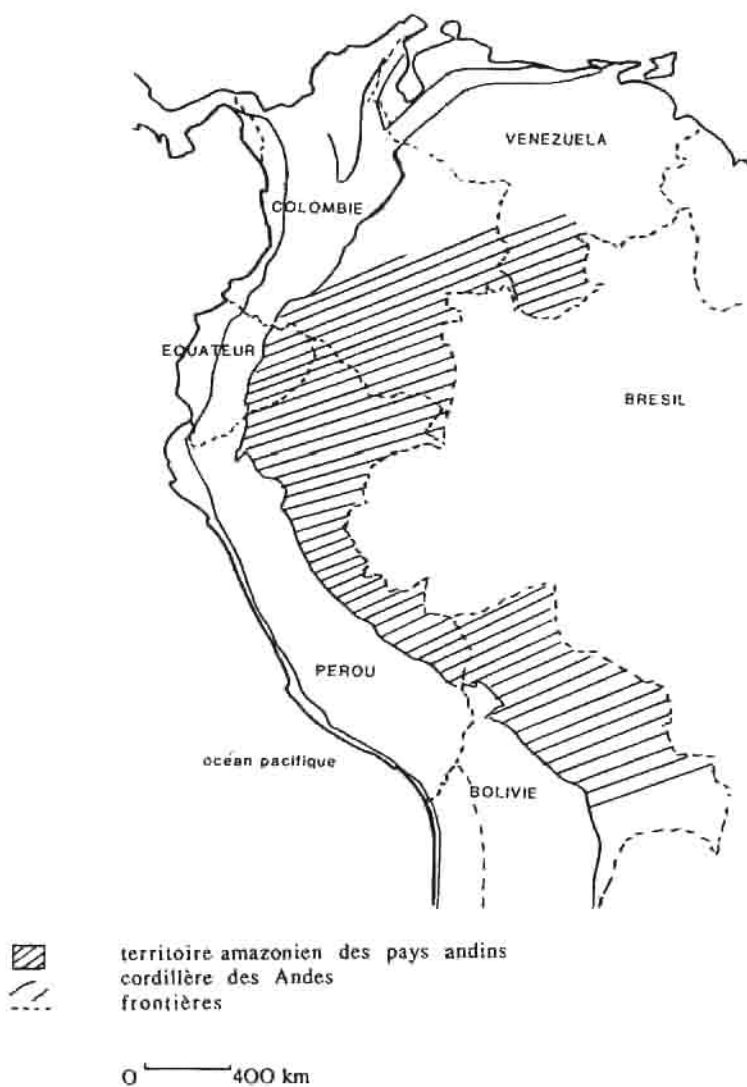
LE CAS DE COCA, PROVINCE DE NAPO

Blandine Gravelin

TEMPETE DE "NEIGE" EN AMAZONIE COLOMBIENNE

Alain Delpirou

Les Amazonies andines



LES AMAZONIES ANDINES : STRATEGIES ET DYNAMIQUES

*Anne Collin-Delavaud **

** Géographe, professeur à l'Université de Paris III,
Institut des hautes études de l'Amérique latine,
membre du CREDAL.*

Le territoire amazonien concerne aussi cinq pays andins sur une superficie de plus de 2 190 000 kilomètres carrés; soit un peu plus du tiers de l'Amazonie brésilienne. Surtout, ces espaces représentent une portion considérable de chacune des nations concernées, dépassant souvent la moitié de leur espace national (40 à 60 %). Il s'étend sur 770 000 kilomètres² au Pérou, 400 000 en Colombie, 130 000 en Equateur, 620 000 en Bolivie et 40 000 pour le seul département d'Amazonas au Venezuela. Il faut y ajouter les territoires amazoniens de la Guyana (ex britannique), du Surinam et de la Guyane française.

Moins connues que l'Amazonie brésilienne, ces régions orientales andines suscitent la curiosité et l'intérêt de chercheurs de disciplines différentes qui se sont réunis le 12 juin 1986 à l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine de Paris, dans le cadre d'une table ronde du Centre de recherche et de documentation sur l'Amérique latine (CREDAL) du CNRS, pour mettre en commun les expériences réalisées en Colombie, Equateur, Pérou et Bolivie. Les approches des uns et des autres sur les thèmes spécifiques ont mis en évidence l'extrême diversité des réponses nationales au problème du développement des terres orientales.

L'Amazonie au fil des décennies fait l'objet d'informations fragmentaires et souvent contradictoires. Cela tient à la fois à la pluralité des Amazonies et aux saccades de sa mise en valeur. La perception de l'Amazonie à travers les médias s'attarde aux mythes de l'enfer vert, des explorateurs et des Indiens, tout en faisant place à une publicité d'un tourisme d'aventure qui paradoxalement brade le mystère et galvaude le milieu et les populations amazoniennes.

Contrairement à l'Amazonie brésilienne, massive, remarquablement structurée de part et d'autre de la gouttière de l'Amazone, les Etats andins étendent leur emprise sur les versants montagneux orientaux et plus ou moins loin selon les cas sur leur piémont. La conquête de ces nouvelles terres n'est pas ici non plus une préoccupation récente, la colonisation spontanée ou planifiée a lancé depuis longtemps des serranais ou des étrangers (Japonais) sur les meilleures terres. Un mouvement plus proche vient de superposer avec la construction de tronçons routiers, l'exploitation pétrolière ou la production de la coca.

La forêt amazonienne recule peu à peu surtout sur le piémont andin, en fonction d'étapes liées aux interventions souvent extérieures à elles, provenant de décisions prises dans les capitales de chaque pays. Si les discours sont plus porteurs de promesses que d'actions, il n'en demeure pas moins que ces pays ont un réel souci de politique d'occupation de cet espace très souvent proposé comme la solution aux problèmes des autres régions andines.

Cependant les percées routières transamazoniennes, les gisements pétroliers ou les mines, les grands défrichements et la ruée de paysans sans terre entraînent des modifications en profondeur de cet ensemble, non seulement au Brésil, mais aussi, dans la périphérie du bassin amazonien.

Le "Pacte amazonien", traité de coopération multilatérale de l'Amazonie, proposé par le Brésil à ses voisins est signé après quelques hésitations en 1978 à Brasilia par tous les Etats amazoniens, sauf la France. L'existence du Pacte amazonien, dont le but proclamé est d'intégrer l'aménagement de cette nouvelle "frontière" et de préfigurer l'intégration future de tout le continent sud-américain, ne peut empêcher de distinguer les réalités nationales, voire nationalistes des amazonies des Etats périphériques ainsi que les différences de dynamiques de la colonisation sur ces territoires.

La totalité des pays riverains ont eu une vision amazonienne dès les années cinquante et des politiques plus ou moins volontaristes dès 1960. Dans les Andes, se pose depuis la fin de la guerre le problème de la surpopulation rurale, née à la fois de l'explosion démographique et de structures agraires héritées d'un colonat peu propice à un développement agricole moderne.

Les limites nationales stabilisées, il convient de prolonger la "frontière" colonisatrice à l'intérieur et la frontière économique à l'extérieur. Le Pacte amazonien tente de répondre à un problème posé par la nouvelle phase de développement des régions amazoniennes tant au Brésil que chez ses voisins andins. Dès la fin des années cinquante, les politiques volontaristes des Etats établissent des projets importants de colonisation agricole et de prospection minière ou pétrolière. Les fronts pionniers spontanés et les raids des prospecteurs font place à des programmes d'aménagement. L'amélioration des conditions de navigation, la construction de routes de pénétration, l'évacuation des produits agricoles ou miniers nécessitaient une coopération juridique et matérielle. Un effort commun pourrait venir à bout de redoutables difficultés de transport mais aussi permettre une harmonisation de l'utilisation du sol, de l'eau et de la forêt, de la prospection puis de l'exploitation du sous-sol, enfin de la mise sur pied d'un programme économique global. L'heure de l'intégration avait sonné tant au niveau des espaces nationaux qu'à celui d'une entente internationale pour éviter le gaspillage de ressources naturelles.

La puissance économique et le dynamisme du Brésil pouvaient inquiéter les Etats voisins. Les conditions d'équilibre entre le géant atlantique et les petites nations andines apparaissent aléatoires. Mais l'avance considérable prise par le Brésil et les moyens mis en œuvre, excluaient tout rattrapage individuel pour chaque pays périphérique. Et, déjà la pression humaine et commerciale se faisait sentir au delà des frontières légales à l'extérieur du Brésil. Les Etats andins voyaient s'accroître le risque d'une concurrence sauvage et victorieuse et surtout de la poursuite d'une stratégie territoriale séculaire. Ce n'est pas le retour de la géopolitique au sein des militaires ayant pris le pouvoir en 1964 au Brésil qui pouvait rassurer les petites puissances. Les menaces que le laissez-faire faisait courir aux voisins andins et les inconvénients pour le Brésil de voir son dynamisme être perçu comme impérialiste et du même coup bloqué à tous les niveaux et donc entravé, ont assuré la réussite d'un pacte réaliste. Le Brésil garantissait les frontières nationales et soumettait à un organisme international ses projets d'aménagement et de développement économique hors frontière.

Dans les Amazonies andines, les expériences des dernières années sont mesurées et incomplètes. Le pétrole y a été exploité avec succès et au point de sauver les économies nationales de la Bolivie à la Colombie en passant par le Pérou et l'Équateur. Sans éclat, sans publicité flatteuse ou meurtrière. Les Amazonies andines, en revanche, voient piétiner les colonisations agricoles. Elles manquent de moyens. Et leur seule renommée provient de la coca et de son

trafic. Le Pacte amazonien devrait à la fois atténuer les méfiances nationales et créer des osmose de moyens, d'idées et surtout de dynamisme du Brésil et de prudence des pays andins.

Ces pays ont montré depuis trois décennies la même détermination géopolitique : intégrer les régions amazoniennes au territoire national et marquer le territoire vis à vis des voisins. Chacun, malgré le Pacte amazonien doit non seulement rester vigilant mais acteur de son propre développement.

AMAZONIES ANDINES ET GEOPOLITIQUE

*Claude Collin-Delavaud **

** Professeur à l'Université de Paris VIII
et à l'Institut des hautes études de
l'Amérique latine, membre du CREDAL.*

QUELLES AMAZONIES ANDINES ?

Elles sont mal perçues par le public mais à un tel point qu'elles ne sont l'objet d'une vision à peu près nette dans les médias que par l'intermédiaire de journalistes très spécialisés, de cinéastes et de chercheurs. Or, ce sont de véritables régions, avec leurs territoires bien délimités, des populations sinon recensées, du moins identifiées, une histoire déjà plusieurs fois séculaire et on y perçoit des secteurs économiques déjà diversifiés ; enfin, elles sont l'objet de politique d'occupation et de mise en valeur du sol et du sous-sol et déjà un maillage administratif est mis en place alors que le quadrillage des voies de communication n'est le plus souvent qu'ébauché.

Les dynamiques d'aménagement et l'évolution des rapports entre les populations autochtones et de colonisation se surimposent aux spécificités des milieux naturels pour créer une identité incontestable aux franges andines du bassin amazonien, au niveau national et parfois au niveau régional.

Une géopolitique millénaire

On a vu le terme géopolitique connaître un éclatant renouveau depuis la fin des années soixante et notamment dans les régimes militaires qui prospèrent dans toute l'Amérique du Sud sauf au Venezuela et en Colombie. L'appréhension de l'Amazonie par les gouvernants du Brésil des années soixante-dix a été la mieux perçue. Elle fut exprimée par les intéressés et mise en pratique par des politiques routières, minières et industrielles, agricoles et démographiques et diplomatique par la proposition du Pacte amazonien.

Si le mot géopolitique a "éclaté" entre 1964 et 1970, de l'Atlantique au Pacifique, le concept était bien assimilé depuis longtemps et le bassin amazonien était éminemment géopolitique depuis l'origine du peuplement.

Par ce qu'un territoire à prendre, le piémont amazonien andin, a été pendant des millénaires un couloir prédestiné des grandes migrations Nord-Sud. Plus proche de nous, il a été un espace privilégié pour les nations en formation puis en expansion dont les Aymaras et les Quetchuas. Et pour les royaumes et empires de la Colombie à la Bolivie actuelles.

Dès l'arrivée des Brésiliens et des Espagnoles, le caractère géopolitique de l'Amazonie s'accroît. C'est un territoire à envahir, à prospecter et à exploiter.

Deux géopolitiques, cependant différentes, correspondent aux deux envahisseurs. Les Portugais remontent fleuves et rivières et des populations métissées glissent le long des rivages, encadrées économiquement par des négociants précédés des chasseurs d'esclaves, tandis que les militaires fortifient les accès du réseau fluvial de Belem à Manaus, d'Obidos à Santarem.

Les Espagnols ont paradoxalement mis sur pied les expéditions de découverte des voies navigables vers l'Océan Atlantique mais n'ont retenu que la voie terrestre de Lima à Buenos Aires. Venus de l'Altiplano ils ont descendu les versants et se sont installés sur les têtes des cours d'eau navigables. Leur expansion s'est limitée le plus souvent au piémont et elle a plus revêtu le caractère d'une précaution stratégique interne, couper les arrières des Indiens de la Sierra, en contrôlant le passage vers l'Amazone et en faisant encadrer les habitants du piémont par des missions religieuses. Et même si des aventuriers, quelques chasseurs d'esclaves mais surtout des orpailleurs s'avançaient vers l'aval, le territoire amazonien andin contrôlé était réduit par rapport aux droits prévus par le partage, et, le frère Portugal appuya sa diplomatie sur la réalité de la pénétration, de l'occupation et de l'exploitation de territoires structurés par un réseau navigable directement ouvert sur l'Atlantique.

Négociants et cabocles bien reliés entre eux contre missionnaires et sylvicoles dispersés et acculés à la montagne, la partie était inégale.

La première phase géopolitique s'est donc déroulée entre les grandes découvertes et le traité de Madrid.

La seconde, beaucoup mieux perçue par les médias, ressort maintenant de l'Histoire. Elle est la première grande manifestation du marché mondial déjà en proie à l'industrialisation. Le choc du caoutchouc ne signifie pas la seule prospection et exploitation de la gomme mais l'explosion de l'exploitation du bassin puis la redistribution de la population amazonienne encadrée et concentrée de force par les patrons du caoutchouc.

Les conditions géopolitiques sont déterminantes :

- le bassin est quadrillé
- les sylvicoles sont regroupés sur les rives des fleuves ou fuient vers des zones totalement dépourvues de biefs navigables.

Le reflux du caoutchouc laisse un million d'amazoniens et un million et demi de transplantés d'autres régions sur les berges du fleuve, brassés génétiquement et métissés culturellement.

Les Etats andins ont pris conscience, enfin, de l'importance de l'Amazonie et défendent le piémont forestier. Le début du siècle voit la fin des annexions brésiliennes.

La géopolitique contemporaine

Avec les aventuriers et les négociants du caoutchouc les capitalistes regardent l'Amazonie andine d'un tout autre œil qu'avant. On engage la course à la recherche des ressources agricoles et minières, puis pétrolières. Et, déjà, on pense aux réseaux intégrés de communication. Le bateau à vapeur est relayé par le train pour franchir les rapides puis la cordillère. En Bolivie avec le chemin de fer du Mamoré, au Pérou où l'on imagine le prolongement du réseau central jusqu'au Péréné et au Nord où l'on songe à un train de Paita à Jaen par le col de Porcullo.

Mais les Etats anticipent dès cette époque sur leur politique volontariste ultérieure en appuyant les projets de liaison, en réactivant les missions souvent sacrifiées depuis le XVIIIème siècle et en quadrillant militairement la région. Les fleuves, du Caqueta colombien jusqu'au Mamoré bolivien, sont sillonnés par des frégates fluviales et de véritables bases sont installées comme Iquitos.

La diplomatie se raidit à propos des territoires amazoniens revendiqués, cette fois plus contre le seul Brésil, mais entre tous les pays andins, notamment la Colombie, l'Equateur et le Pérou. Et le Venezuela couvre sa frontière amazonienne de missions et de fortins.

Dès les années quarante, l'idéologie volontariste fait entreprendre par les Etats des routes de pénétration, des colonies d'agriculteurs et la prospection minière et pétrolière. Il s'agit de contrôler le territoire en poussant les antennes de communications jusqu'aux frontières. Ce sont rarement des routes stratégiques mais une présence permanente, contrôlable pour appuyer la diplomatie.

Vers la fin des années soixante la politique volontariste de développement ajoute un discours aménageur de rééquilibrage territorial, démographique et

économique. Il répond à une pression des populations montagnardes en pleine explosion, à une pression sociale et politique conséquente mais aussi à une nécessité de trouver de nouvelles ressources alimentaires, riz et viande, à des potentialités nouvelles d'exportation, notamment fruits exotiques et huile de palme, minerais et pétrole.

Exploration, exploitation, colonisation peuvent être le fait de sociétés privées, mais les pouvoirs publics aménagent et encadrent et suscitent par des législations incitatives, fiscales et douanières.

Et l'armée quadrille, voire patrouille aux frontières.

Chaque nation selon ses ressources internes et son équilibre régional antérieur, ou encore selon son régime politique, affronte l'Amazonie. La Bolivie éclate dans son altiplano, moins de véritable surpopulation que d'obstacle à toute économie moderne. Capitalistes mais aussi aventuriers, cadres et commerçants et masses paysannes descendent vers Santa Cruz où ils rencontrent les capitalistes argentins et brésiliens ouvrant la région vers l'Est et le Sud ! Et le territoire échappe peu à peu à l'Etat. Celui-ci réagit en ouvrant à ses sujets le Beni et ses colonisations officielles.

Au Pérou, aux voies de pénétration s'ajoute le vaste projet étatique du rêve belaudien, la route longitudinale du piémont andin, la carretera marginal de la selva. Agriculture et pétrole y sont contrôlés par l'Etat, avant même le régime militaire, et après.

En Equateur, le lent glissement des cultivateurs des Andes se transforme en invasion sur la lancée de l'exploitation pétrolière, à la fois spontanée et encadrée par l'Etat qui a une véritable politique de colonisation même quand il n'en a plus les moyens entre le Putamayo et le Napo où les interfluves sont quadrillés par un système routier lancé par l'Etat et financé par les pétroliers.

En Colombie enfin, moins préoccupée par une Amazonie plus réduite et moins nécessaire dans un Etat agricole puissant, à la fois montagnard et côtier, partout bien arrosé, il y a une colonisation de petits agriculteurs au droit de la capitale grande consommatrice et une zone mixte de colonisation d'Etat et de sociétés sur le secteur pétrolier. Quelques petits colons indépendants enfin, glissent le long du Putamayo vers l'Est.

Géopolitique et dérapages

Le Piémont amazonien demeure cependant trop vaste pour être réellement contrôlé par les Etats andins. Au discours aménageur et franchement volontariste s'opposent les faits.

Le coût des routes contraint à les faire construire par des sociétés privées qui sont financées par des projets internationaux de la BID, BIRD, AID, PNUD etc.

La prospection et l'exploitation pétrolière ont été, malgré les sursauts étatistes, laissés aux compagnies mondiales.

Les colonisations agricoles populaires et publiques sont souvent livrées à leur propre sort voire abandonnées. Seules les grandes sociétés nationales et internationales peuvent investir, ce qui a le mérite d'apporter un solide apport alimentaire, riz, viande et huile à des populations menacées de famine par la désintégration de leurs agricultures, par des réformes agraires inconsidérées ou l'absence de toute politique agricole.

On est loin des discours volontaristes et aménageurs nationalistes, mais en revanche, l'implantation des secteurs de production s'effectue dans des frontières stabilisées.

Seul, le Santa Cruz bolivien paraît être menacé de tendances centrifuges ...

Le deuxième dérapage sera traité plus loin dans le dossier. Celui de la coca et de la cocaïne. Il faut l'évoquer ici pour son aspect géopolitique mondial, ingérence de la pègre internationale et possible ingérence des forces policières et diplomatiques antistupéfiants.

Claude Collin-Delavaud :
Amazonies andines et géopolitique.

Depuis l'origine du peuplement, parce qu'il était un territoire à prendre, le bassin amazonien a été doté d'un intérêt géopolitique certain. la première phase s'est déroulée entre les grandes découvertes et le traité de Madrid. La seconde a vu la première grande manifestation du marché mondial en proie à l'industrialisation. A partir du début du siècle, les Etats andins engagent la course à la recherche des ressources agricoles, minières et pétrolières et pensent au réseau intégré de communication développant des politiques nationalistes et volontaristes d'aménagement, de rééquilibrage territorial, démographique et économique. Mais aux discours s'opposent les faits. Les compagnies mondiales, les projets internationaux, seuls capables d'investir s'installent. Enfin le trafic de la coca facilite l'ingérence de la pègre internationale et des forces policières et diplomatiques anti-stupéfiants donnant à la région un aspect géopolitique mondial.

Claude Collin-Delavaud :
Amazonias andinas y geopolítica.

Desde el origen del poblamiento por ser éstos territorios para conquistar, los llanos del Amazonas fueron dotados de un interés geopolítico particular. la primera fase se hizo entre el Descubrimiento y el Tratado de Madrid. La segunda vió la primera gran manifestación del mercado mundial frente a la industrialización. A principios del siglo XX, los Estados andinos se pusieron en busqueda de recursos agrícolas, mineros, petroleros y pensaron en una red integrada de comunicación desarrollando políticas nacionalistas y voluntaristas de ordenación, reequilibrio territorial demográfico y económico. Pero a los discursos se oponen los hechos: las compañías mundiales, los proyectos internacionales, únicos capaces de inversión se instalan. Por fin el tráfico de la coca facilita la ingerencia del banditismo internacional y de las fuerzas policíaca y diplomáticas que luchan contra el narcotráfico dando a la región un aspecto geopolítico mundial.

Claude Collin-Delavaud :
Andean Amazonies and the
geopolitics.

Because it was a territory to be taken, the Amazonia Basin since the time it was first peopled, has been rich in geopolitical interest : the first phase took place between the great discoveries and the Treaty of Madrid. The second saw the first great manifestations of the world market under the mercy of industrialisation. From the beginning of the century, the andean states have followed the course of seeking agricultural, mining and oil resources in the integrated network of developing communication of the nationalist and voluntarist policies of distribution, territorial and economic rebalancing. But the facts are opposed to this discourse. World companies and international projects are alone capable of installing themselves to invest. Finally the cocaine traffic facilitates the interference of international thieves and the anti-drugs police and diplomatic forces give to the region a world geopolitical aspect.

Claude Collin-Delavaud :
Amazônias andinas e geopo-
lítica

Desde o início do povoamento, a bacia amazônica, porque se constituía em um território a ser ocupado, teve um interesse geopolítico seguro : a primeira fase situa-se entre as grandes descobertas e o tratado de Madrid. A segunda viu a primeira grande manifestação do mercado mundial face a l'industrialização. A partir do início do século, Estados andinos iniciam a corrida à pesquisa de recursos agrícolas, mineiros e petroleiros, e pensam em uma rede integrada de comunicação, desenvolvendo políticas nacionalistas e voluntaristas de planejamento, de reequilíbrio territorial, demográfico e econômico. Mas, aos discursos se opõem os fatos. As companhias mundiais, os projetos internacionais, os únicos capazes de investir se instalam. Finalmente, o tráfico da coca facilita a ingerência do banditismo internacional e das forças policiais e diplomáticas anti-stupefiantes, dando a região um aspecto geopolítico mundial.

UNE ENCLAVE JAPONAISE EN AMAZONIE PERUVIENNE

*Isabelle Lausent-Herrera **

** Chercheur, Centre de recherche et de documentation sur l'Amérique latine. CNRS.*

En 1899, à la suite du premier traité de commerce et de navigation (1895) entre le Japon et le Pérou, les ressortissants japonais furent autorisés et même encouragés à migrer vers ce pays. Ce que l'on attendait d'eux : remplacer la main-d'œuvre agricole bon marché d'origine chinoise dans les grandes plantations côtières et contribuer à l'essor de l'agriculture industrielle péruvienne. Ils furent ainsi plus de six mille à être introduits entre 1899 et 1909 (1) principalement dans les régions d'Ica, Canete, Chancay et Trujillo.

L'Amazonie qui, elle aussi, réclamait ses travailleurs, ne laissa pas indifférents les migrants japonais ni les compagnies japonaises - mi privées, mi étatiques - d'immigration comme la Morioka Shokai, la Meiji Colonization Company, ou la Toyo Emigration Company. Intermédiaires de la Inca Rubber Company, ces compagnies lui procurèrent plus de 500 Japonais destinés à collecter le caoutchouc dans la région de Tambopata et elles aidèrent aussi un petit foyer de colons japonais (la Peruvian and Forestry Company) à s'établir dans le Chanchamayo à Entas.

Jusque là, et malgré le contrôle de l'Etat japonais sur les sociétés d'immigration, on n'avait pas décelé - au Pérou tout du moins - d'entreprises sup-

posant une manipulation des migrants dans une perspective géopolitique. La grande majorité ayant été appelée à travailler pour des haciendas, aucun groupe ne semblait encore avoir été induit à prendre l'initiative de coloniser et d'exploiter - en tant qu'entité japonaise - un espace circonscrit en milieu amazonien. C'est pendant la Première Guerre mondiale que se produit le premier fait significatif.

LA PREMIERE POLITIQUE DE COLONISATION : L'IMMIGRATION JAPONAISE

Le Tulumayo et la KKKK

En 1917, Hajime Hoshi, industriel, politicien nationaliste, membre du parlement japonais et fondateur de la Hoshi Pharmaceutical Company of Tokio, fit un premier voyage en Amazonie péruvienne à la recherche de quinine. Il parvint dès 1918, avec l'aide de la KKKK ou Kaigai Kogyo Kabushī Kaisha (Compania de desarrollo internacional) à acheter légalement dans la région de Pampayacu-Tulumayo, sur l'axe Huanuco-Pucallpa, plus de 3000 kilomètres carrés de forêts et cacaos.

Les activités agricoles et autres de la colonie qui s'y organisa restèrent pendant de longues années "dangereusement" méconnues et incontrôlables. En 1930, alors que le Pérou instable était accablé par la crise économique et secoué par des heurts sociaux et de violentes manifestations anti-asiatiques, les autorités commencèrent à s'inquiéter de la présence japonaise (agriculteurs, techniciens et militaires en mission) dans le Tulumayo et de la propagande que le Japon faisait en faveur du déplacement de populations nipponnes vers l'Amazonie.

En plus de ces préoccupations, deux raisons majeures conduisirent le gouvernement péruvien à entreprendre l'expulsion japonaise du Tulumayo.

La première fut dénoncée par le député P. Figueroa San Miguel en 1935. Sur ces terres (estimées à 30 millions de soles) qui n'avaient pu être qu'usurpées, devait passer la route devant joindre dans les plus courts délais la capitale à l'Ucayali, c'est à dire Iquitos et les frontières orientales. Le Pérou ne pouvait se permettre de perdre le contrôle stratégique de cette région aux mains d'une compagnie étrangère.

La seconde eut pour origine la nature des relations politiques qu'Hajime Hoshi, très proche des ultra-nationalistes, entretenait avec le Baron Okura, protagoniste du trafic d'armes existant depuis 1932 (conflit colombien) entre le

Japon et le Pérou. La KKKK et ses représentants furent à la même époque soupçonnés d'activités allant contre la sécurité nationale.

En 1936, le gouvernement péruvien annula donc la vente de 1918 des terres de Pampayacu et du Tulumayo mais reconnut à Hoshi la propriété de 76 526 hectares. Malgré les pressions qu'exerça le gouvernement japonais (utilisant comme argument le fait que le Pérou lui était redevable de son armement entre 1932 et 1935), Hajime Hoshi n'obtint pas gain de cause. La loi du 23 mars 1938 entérina son expulsion partielle du Tulumayo.

Le démantèlement : la fin de la présence asiatique ?

La plupart de ses terres ayant été confisquées, H. Hoshi décida avant qu'une autre loi ne le spolie du reste de son domaine - et contrairement à ses déclarations dans le *Nichi Nichi* (2) - d'opérer un morcellement de ses biens mais de telle sorte qu'il n'en perdît pas totalement le contrôle.

Masao Sawada, son "regisseur", fut chargé de cette opération. Les étapes en furent les suivantes :

- Liquider tout d'abord 30 670 hectares, soit près de la moitié des terres laissées par le Pérou à H. Hoshi. Plus de 100 lots, allant de 200 à 2000 hectares furent ainsi vendus à des colons péruviens, sino-péruviens, italiens mais surtout aux anciens colons japonais de H. Hoshi.

- Vendre le lot le plus important, 6000 hectares, à un de ses alliés, un italo-péruvien, Pratto-Cantelli, propriétaire de la "Compania Industrial La Palmera". Cette personnalité de Huanuco ne cessa par la suite d'apporter son appui aux Japonais et de défendre les intérêts de H. Hoshi jusqu'au règlement de sa succession en 1953-1954.

- Garder des intérêts japonais dans le Tulumayo : du fait de la guerre, déclarée en 1941 entre le Japon et les USA, et du lotissement de la majeure partie des terres de H. Hoshi, les ex-colons-employés de l'industriel furent "libérés". A l'exemple d'un groupe de Japonais nouvellement implanté dans la région de Macora, ils fondèrent une compagnie, la Madera Tulumayo, regroupant une cinquantaine de familles. Par ailleurs, toujours en 1941, les principaux agents de colonisation comme M. Sawada et quelques Japonais établis à Lima, achetèrent à H. Hoshi, plus de 10 000 hectares et formèrent, jusqu'en 1949, la Sato Compañia.

Fait surprenant, en 1939, pendant que l'Etat cherchait à éliminer la présence japonaise dans le Tulumayo, les membres d'une grande famille de Huanuco, propriétaire de 6 050 hectares à Macora, en proie à de violents conflits d'intérêts,

remettaient leurs terres entre des mains asiatiques. Et c'est ainsi que, pendant que la branche Sara-Lafosse-Quintana vendait à une compagnie japonaise de Lima, la *Compania Explotadora Agricola Industrial Takakoshi*, une partie du domaine familial, la branche Figueroa-Atard louait puis vendait l'autre partie à deux Chinois de Huanuco : Juan Siu et Eliseo Chiang.

L'attaque d'avant guerre contre H. Hoshi, n'apporta pas les résultats escomptés. Certes l'Etat avait récupéré près de 75% des terres que possédait la compagnie pharmaceutique japonaise - terres qu'il destinait à la construction de la route et à un futur projet de colonisation européenne et péruvienne - mais il n'était pas parvenu à écarter les Japonais de cet axe stratégique. Loin de là.

Au lieu de diminuer, le nombre des Japonais résidant dans le Tulumayo s'accrut : les agriculteurs et petits commerçants dispersés se regroupèrent finalement dans de petites exploitations privées et leurs rangs furent grossis par de nouveaux arrivants de Lima qui, dans leur fuite, apportaient avec eux le soutien de la colonie côtière. Contrairement à ce qui était attendu, ils devenaient de moins en moins contrôlables.

Devant cet état de fait, le gouvernement, d'une part débordé par les manifestations anti-japonaises (13.05.1940) et d'autre part pressé par les USA, fit assigner à résidence, en 1941, les Japonais du Pérou en même temps que commençait - organisée conjointement par les USA et le Pérou - une campagne de déportation.

Le Tulumayo fut touché par ces déportations et c'est ainsi que, parmi d'autres, N. Saburo, N. Moruno de la Compagnie Takakoshi (Macora) T. Mataichi Sone et même Matsuda (propriétaire à la fois de terres à Cañete et à Tingo Maria) furent expulsés vers le camp de concentration de Crystal-City.

Isolé et encore sous le choc de la guerre et de la capitulation privés de légation pouvant les représenter, une partie des Japonais du Tulumayo partit sur la côte se fondre avec les grandes colonies de Lima, Chancay, Huaral, Huacho, Cañete, tandis que l'autre faisait souche en Amazonie.

L'affaire H. Hoshi, fut définitivement close en 1953 lors de la liquidation de la succession Hoshi, un an après le rétablissement des relations diplomatiques entre le Pérou et le Japon.

Il n'est pas possible actuellement d'évaluer le nombre des Japonais et de leurs descendants toujours établis dans le Tulumayo pas plus qu'il n'est possible de connaître l'ensemble des terres qu'ils contrôlent encore. Situées dans les régions maintenant inabornables de cocales d'où sont extraits, sous couvert d'autres activités, des milliers de kilos de "pasta basica" destinés à l'élaboration de la cocaïne, ces terres échappent à tout recensement.

Le registre public de Huanuco donne peu d'informations sur ce thème. Cependant, les éléments permettant une étude de la propriété foncière font ressortir un fait intéressant pour la période comprise entre 1936 et 1955.

En voulant chasser les Japonais du Tulumayo, en démantelant leurs propriétés et en projetant le nouvel axe de pénétration vers l'Ucayali, les autorités accélérèrent le mouvement local des transactions foncières. Les propriétés et lotissements, ainsi valorisés et rendus accessibles à un plus grand nombre, furent souvent repris par d'autres asiatiques : des Chinois ; des Chinois de Huanuco, Panao, Chinchao et même de Lima.

Il est donc intéressant de voir - mais ceci est un autre sujet d'étude - comment ceux deux communautés, la chinoise - pour la plus ancienne - et la japonaise - pour la plus récente - se sont succédées dans l'occupation du terrain.

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, la colonie japonaise était démantelée, désarticulée mais toujours présente tandis que la colonie chinoise, de mieux en mieux organisée, ne cessait d'augmenter son pouvoir en accédant aux terres autrefois convoitées par les Japonais.

Malgré l'espoir du gouvernement de confier l'essor de cette région à des colons européens (catholiques, pro-franquistes - c'est à dire non communistes - et non-juifs de préférence) (3), il semble que la colonisation de ce milieu par des Chinois - processus commencé spontanément bien avant que les Japonais ne s'y aventurent - ait été plus efficace en son temps et même mieux acceptée, jusqu'en 1955 tout du moins.

VERS UNE PRESENCE JAPONAISE RENOUVELEE SUR L'AXE HUANUCO-PUCALLPA

Un appel à l'expérience brésilo-japonaise : le Pimental de Pucallpa

Toujours très discrète, la présence japonaise sur l'axe Huanuco-Pucallpa disparut presque de la scène entre la fin de la guerre et l'arrivée en 1968 d'un groupe d'agriculteurs nippon-brésiliens au Pimental

En 1954, l'américain R. Letourneau engageait un projet de colonisation près de Pucallpa, à Tournavista. Il s'agissait pour ce spécialiste ayant déjà travaillé au Libéria, de défricher une concession de 60 000 hectares destinés à la colonisation mais aussi à la prospection pétrolière. Dix ans plus tard, le contrat entre Letourneau et l'Etat n'était toujours pas honoré. Les travaux étant inachevés, l'évangéliste militant, le "Socio de Dios", comme on le nommait, dut admettre son échec et abandonner en partie ses ambitions premières. En 1965,

grâce à la nouvelle loi de réforme agraire, l'Etat put récupérer les terrains disponibles et, par l'intermédiaire du Banco de fomento agro-pecuario, il fit venir, dans le cadre d'un plan de développement agricole - financé entre autre par la FAO - un groupe d'agriculteurs japonais résidant au Brésil.

En 1968, les vingt-huit familles japonaises contactées par la banque, en transit à Iquitos, arrivèrent du Brésil pour s'établir à la Coopérative agricole de Tournavista, laquelle prit par la suite le nom de Pimental. Chacune de ces familles reçut près de 30 hectares de terres défrichées et les crédits nécessaires à leur équipement ; elles furent aidées en cela par un agronome Nisei (Japonais de la deuxième génération né au Pérou) au service de la banque. A leur tête, ces familles élurent M. W., japonais-péruvien qui, ayant été déporté aux USA pendant la guerre, avait rejoint le Japon, puis le Brésil pour enfin revenir au Pérou en tant que colon mais surtout d'intermédiaire entre les Japonais-Brésiliens et les autorités d'encadrement péruviennes.

Espoirs et déceptions

L'intérêt porté à cette micro-colonie réside dans le rôle novateur dont on a voulu l'investir à une époque où le pari engagé sur le succès d'une réforme agricole et politique revêtait la plus grande importance.

Comme ils l'avaient déjà fait au Brésil trente ans auparavant, les Japonais qui entrèrent à Pucallpa introduisirent et développèrent la culture du poivre. En 1969, ils avaient réussi à planter 80 hectares d'arbustes.

Soutenus par l'Etat et une politique protectionniste, l'entreprise semblait annoncer un succès. Le marché péruvien, autrefois obligé d'importer, maintenant protégé, absorbait dans sa totalité la production nippo-brésilienne.

Ce succès fut relatif et de peu de durée. Les coûts d'exploitation trop lourds ne permirent pas aux Japonais d'augmenter dans de grandes proportions les superficies consacrées aux poivriers. Promises à l'essor, elles ne s'étendaient en 1982 que sur 130 hectares, ce qui représente une très faible progression en treize ans. L'insuffisance de la production intérieure par rapport à l'importance de la demande, ajoutée à un changement politique favorable à l'extension des importations dans le secteur agricole, furent à l'origine de la libération du marché du poivre. L'introduction du poivre brésilien à pris compétitif fit tomber celui pratiqué au Pérou et les Japonais durent vendre à perte.

Si en 1982 ils produisaient encore 80 tonnes de grains, en 1983 ils n'en fournissaient plus que 58 tonnes. Le pari avait échoué.

Par ailleurs, la riziculture qu'ils avaient aussi promu localement afin d'approvisionner la brasserie San Juan de Pucallpa, vit son expansion limitée.

De plus en plus précaire, leur vocation pionnière et agricole alla en s'étiolant. Les familles du Pimental sont depuis quelques années tentées de diversifier leurs activités et ont rejoint les membres de la petite colonie japonaise établie à Pucallpa depuis 1925 environ. En effet, ces derniers, venus du Madre de Dios par l'Ucayali ou par la route de Tingo María dans les années quarante, s'étaient assez vite spécialisés dans certains domaines comme l'exploitation forestière (Industrial continental M. Takamori, Aserredero exito de Yamashiro, negociacion Saba...) (4), ou l'élevage de poulets et le commerce (importation d'appareils électro-ménagers de marques japonaises). Leur exemple et leur aide permit finalement aux colons du Pimental de ressentir moins durement l'insuccès de l'entreprise à laquelle on les avait attachés.

Bien que peu satisfaits de leur expérience en tant que promoteurs de l'arboriculture poivrée, les Japonais du Pimental se sont totalement intégrés au paysage économique régional et ont été pour ce faire autant soutenus par l'accueil de leurs compatriotes que par celui de leur ambassade. A leur tour, ils sont depuis cinq ans, des médiateurs entre la société péruvienne amazonienne et les récents participants au projet japonais Von Humbolt.

VON HUMBOLT ET LE JICA, OU DE NOUVELLES PERSPECTIVES DANS LA REGION DE PUCALLPA

Ce n'est donc pas sans raison historique et économique que le Japon - une fois normalisées et consolidées ses relations avec le Pérou - choisit de nouveau l'axe Huanuco-Pucallpa pour établir, en 1981, dans la réserve nationale Von Humbolt, son premier *Centro piloto de investigación en silvicultura tropical*, dans le cadre d'un projet de recherche expérimentale en régénération forestière.

Ce projet de coopération technique "non remboursable", encore en action, est mené conjointement par l'INFOR (Instituto nacional de forestacion), organisme péruvien, et le JICA (Agencia de cooperacion internacional del Japon) qui a donc établi son projet au kilomètre 86 de Pucallpa, non loin de la colonisation du Pimental : projet couvrant une aire expérimentale de 700 hectares d'espèces de bois précieux ou à usage industriel.

Le JICA, successeur officiel de la KKKK ?

Organisme aux fonctions complexes, le JICA se présente lui-même en ces termes.

Le JICA fut créé le 1er août 1974 dans le cadre de la loi de l'Agence de coopération internationale du Japon en tant qu'organe exécutif de la

coopération technique patronnée par le gouvernement japonais et destinée aux pays en voie de développement, ainsi qu'en tant qu'*agent chargé d'administrer les services de l'émigration japonaise*. A partir du moment où elle fut créée, l'agence prit en charge les fonctions que remplissait l'Agence de coopération techniques d'Outre-Mer créée en 1962 - puis dissoute - dans le but d'apporter à l'étranger la coopération technique ; *elle prit de même en charge les fonctions du service, dissout, d'émigration du Japon, institué en 1963*. A présent, l'agence remplit aussi toutes les fonctions de la Fondation japonaise pour le développement agricole à l'étranger et assume de nouvelles responsabilités en incluant dans ses activités la coopération pour le développement ainsi que le recrutement et la formation d'experts japonais spécialisés dans la coopération technique.(5)

Il ne s'agit pas de critiquer ici et en particulier le Japon pour sa politique d'aide au développement ainsi que les pratiques qui lui sont liées. En effet, tous les pays soutenant une active politique de coopération - non remboursable ou financière - opèrent dans le même sens : l'inégalité étant la base de ce type d'échange, ces pays investissent à long terme dans la perspective d'un bénéfice substantiel tant dans le domaine économique que politique ou culturel.

Dans le cas du projet qui nous intéresse, les données sont les suivantes : l'équipe en place se compose d'ingénieurs agronomes, de techniciens divers volontaires (les JOCV) formés par le JICA pour intervenir dans les pays du Tiers-Monde. Cette formation (apprentissage des langues, connaissance des milieux naturels...) peut être très poussée : l'un des sylviculteurs du projet n'est-il pas aussi et en plus "Doctor of oversea cooperation", discipline que l'institution cherche à maîtriser parfaitement. Le conditionnement auquel les intervenants japonais semblent invités à se soumettre rappelle l'École de colonisation de Sadakaya (Tokyo)(6) ou encore l'Instituto Amazonia et son *aprendizaje de colonizacion*.(7)

Le fait que le JICA soit à la fois le moteur de la coopération japonaise et l'organe officiel de l'immigration entraîne une grande confusion quant à l'opportunité des actions qu'il mène et surtout des objectifs réels qu'il poursuit. Car, comment concilier au sein d'une même organisme des activités qui - comme l'aide au Tiers-Monde et la colonisation agricole, par exemple - devraient, en toute moralité, ne pas être conséquentes l'une de l'autre. Or le JICA ne nie pas ce dernier aspect et définit lui-même ses responsabilités en ce domaine :

"Afin de promouvoir, plus encore, l'émigration de Japonais, l'agence mène actuellement les activités suivantes :

1. Diffusion de l'information et orientation de l'émigration vers l'étranger
2. Pour ceux qui désirent émigrer offrir plusieurs types de formation et d'études.
3. Améliorer l'habitat et le style de vie dans les pays où émigrent les Japonais.
4. Orienter et assister les candidats à l'émigration en les dirigeant par exemple, vers l'administration agricole, les services techniques et l'aide financière."(8)

Il existe donc, dans certains projets touchant l'agriculture et l'extraction de matières premières, une corrélation étroite entre l'apport d'une aide et l'incitation à l'immigration ; les migrants japonais, qualifiés, formés selon les méthodes améliorées des anciennes écoles d'immigration et de colonisation, servent aujourd'hui essentiellement à encadrer les populations locales avec lesquelles ils sont en contact et à décider du choix des produits et des marchés à développer. Certes, les projets ont une fin mais les migrants restent parfois et soutiennent une politique de mini-colonisations économiques, géographiquement dispersées sur le territoire tout en jouissant dans le pays d'un accueil le plus souvent très favorable.

Mais l'encadrement et la présence de migrants capables de se fondre à la population ne suffit pas. Les rapports de l'INP (Instituto nacional de planificación) sur le centre Von Humbolt, font état d'un don très important de matériel lourd et sophistiqué "*Cabe destacar que se lograra el resultado mas fructifera siempre y cuando el hombre y e material se enlacen organicamente*" (JICA, 1982, INP). On connaît les effets de cette stratégie : l'introduction d'un matériel précis, la formation du personnel local à ce matériel conduisant le plus souvent les autorités à en perpétuer l'usage en passant commande aux pays "donneurs". Ces mêmes rapports de l'INP insistent aussi sur le caractère technique de la formation. Un certain nombre d'individus ne parlant pas japonais et le plus souvent assez mal l'anglais - sont envoyés à grands frais au Japon pour des stages dits de haut niveau. En fait, ces stages et bourses d'études sont de durée beaucoup trop courte pour prétendre apporter une formation scientifique réelle. Par contre, et c'est là l'intérêt, ils permettent d'isoler des

personnalités locales soudain valorisées et d'en faire les intermédiaires privilégiés entre ceux qui apportent et ceux qui reçoivent.

L'AMAZONIE : UNE FIDÉLITÉ CONSTANTE DE L'INTÉRÊT JAPONAIS

Bien que n'étant pas un projet d'immigration et encore moins de colonisation comme on l'entendait avant-guerre, le projet Von Humbolt témoigne une fois de plus de l'intérêt que portent les Japonais à cette région selvatique. Région qu'ils ne cessent de découvrir puisqu'ils en ont obtenu - en accord avec le service de cartographie militaire péruvien - la responsabilité de la couverture aérienne. Or, l'interprétation des informations recueillies doivent, dans un proche avenir, apporter des informations nouvelles au service de la prospection minière (domaine de prédilection pour les Japonais au Pérou) et permettre, sur le tracé de nouveaux cadastres, de commencer une exploitation sérieuse de l'espace amazonien.

Revêtant, au cours des années, des formes différentes, la présence japonaise sur l'axe Huanuco-Pucallpa n'a donc pas cessé de se manifester entre 1918 et 1982. L'intérêt porté à cet axe est tout à fait justifié en termes de stratégie géopolitique et économique. Cette région, riche en ressources naturelles (forêts, énergie hydrolique, gaz, pétrole, aires et associations végétales...) est à présent particulièrement bien desservie par la route de Pucallpa (tracée lors de l'expulsion de H. Hoschi) et ses ramifications comme la Marginale. Depuis la capitale, cette voie est toujours le plus court chemin par terre d'accès à l'Ucayali en direction d'Iquitos. C'est par ailleurs et encore à présent un espace humain à conquérir.

Dans une publication de propagande distribuée auprès d'organismes officiels latino-américains, le JICA se plaisait encore il y a quelques années, à rappeler sa vocation d'office de migrants en mal de conquête ; et pour convaincre et rassurer son auditoire sur les bonnes intentions qui l'animent, il rappelait : "Par exemple, au Brésil, on entend à propos des immigrants japonais des éloges tels que celui-ci. Ces braves qui changèrent l'aspect téméraire de l'Amazonie !" et de conclure qu'à présent, en tant que bons citoyens du pays où ils vivent, ils contribuent à la prospérité de tous. (9)

BIBLIOGRAPHIE

- In texto* : **MRE** Ministerio de Relaciones Exteriores, Lima, Pérou
AMH Archives Municipales de Huanuco
LA Libro de Actas

*

- Ballon Landa Alberto, 1917, *Los Hombres de la Selva*, Tesis, UNMSM.
- Daniels Roger, 1971, *Concentration Camps - USA : Japanese Americans and World War*, Holt, Rinehart and Winston, INC.
- Emmerson John, 1944, *The Japanese in Peru*, Rapport non publié, MRE, Lima.
- Gardiner Harvey, 1975, *The Japanese in Peru, 1873-1973*, University of New Mexico Press.
- Irie Toraji, *History of Japanese Migration to Peru*
 1951 T.3 (31) pp 437-452
 1951 T.4 (31) pp 648-664
 1952 T.1 (32) pp 73-82 in *Hispanic American Historical Review*.
- Ito Luis Goya Ricardo, 1974, *Inmigracion Japonesa al Peru*, Peru Shimpo, Lima.
- JICA, 1983, *Informe anual*, (Agencia de cooperacion internacional japonesa).
- Lausent Isabelle, 1986, *Los Inmigrantes Chinos en La Amazonia Peruana*, (Primer Seminario de Poblaciones Inmigrantes) à paraître IFEA, Lima.
- Longmore Thomas, 1950, *Possibilities of Agricultural Colonization in Peru with reference to persons of European Origins*, PhD, Michigan State College of Agricultural and Applied Science.
- Morimoto Amelia, 1979, *Los Inmigrantes Japoneses en Peru*, UNA, Lima.
- Werlich David, 1968, *The Conquest and Settlement of Peruvian Montaña*, PhD, University of Minnesota.

Notes

- (1) IRIE, tome 4, p. 651, principalement dans les régions d'Ica, Cañete, Chancay et Trujillo.
- (2) Journal japonais (9 janvier 1937, Tokyo), MRE anexo al oficio 5.18.A/6.
- (3) C'est ce que souhaitait J. Bailey Lembeck, responsable en tant que coordinateur de política migratoria au gouvernement, du projet de colonización Tingo-Maria en 1946 (T.W. Longmore, 1950, p. 16).
- (4) Les capitaux investis dans les scieries japonaises situées autour de Huanuco représentaient avec plus de 2 millions de soles par établissement, des sommes très élevées pour cette époque (1967).
- (5) Les passages en italique sont une insistance de l'auteur.
- (6) Ecole fondée par Tsukasa Kamitsuka à son retour du Brésil dans le but de mieux préparer les Japonais encouragés à émigrer dans ce pays ; (MRE, 5-18, 27/5/1930).
- (7) (MRE) Un rapport daté du 11/9/1936 de la Légation péruvienne à Rio de Janeiro fait une description détaillée et critique des écoles de colonisation japonaises.
- (8) JICA, Informe anual, 1983, p. 61.
- (9) Cet article est développé dans : Isabelle Lausent-Herrera, " La présence japonaise sur l'axe Huanuco-Pucallpa entre 1918 et 1982", in *Revista Geografica*, 1988, 107 (Mexico).

Isabelle Lausent-Herrera : une enclave japonaise en Amazonie péruvienne.

Encouragée à la fin du XIXe par un accord entre le Japon et le Pérou, la migration japonaise, destinée à l'origine à contribuer à l'essor de l'agriculture industrielle péruvienne, a connu des développements divers au cours du siècle. L'implantation des populations japo-

naises en Amazonie a pris un essor certain après la Première Guerre mondiale, faisant l'objet de manipulations de migrants dans une perspective géopolitique. Pour enrayer l'influence japonaise grandissante, le Pérou, sous la pression des Etats-Unis, adopta des politiques protectionnistes et démantela la colonie nipponne. Mais dans le milieu des années soixante, une nouvelle colonisation vit le jour et permit l'introduction de

techniques arboricoles novatrices. Les populations japonaises pionnières se firent alors les médiateurs pour de nouveaux projets japonais, l'Amazonie constituant une fidélité constante de l'intérêt nippon.

Isabelle Lausent-Herrera : un enclave japones en Amazonía peruana.

Estimulada al fin del siglo XIX a través de un acuerdo entre Japón y Perú, la migración japonesa dedicada a principios a contribuir al desarrollo de la agricultura industrial peruana ha conocido etapas diversas durante el siglo XX. La implantación de las poblaciones japonesas en Amazonía se ha desarrollado después de la Primera Guerra mundial permitiendo la manipulación de los emigrantes dentro de una perspectiva geopolítica.

Para refrenar la influencia japonesa creciente, Perú adoptó bajo la presión de los Estados Unidos, políticas proteccionistas y desmanteló la colonia japonesa. Pero en el medio de los años sesenta una nueva colonización apareció y permitió la introducción de técnicas arborícolas novadoras. Las poblaciones japonesas pioneras se hicieron entonces los mediadores para nuevos proyectos japoneses, Amazonía constituyendo una fidelidad constante del interés japonés.

Isabelle Lausent-Herrera : a Japanese enclave in Peruvian Amazonia

Encouraged at the end of the 19th century by an accord between Japan and Perú, Japanese migration, destined at the beginning to contribute to the soaring of Peruvian industrial agriculture, has known several developments in the course of the century. The implantation of a Japanese population in Amazonia has soared since the First World war, making the migrants the object of manipulation in a geopolitical perspective. To put a brake on the rising Japanese influence, under pressure from the United States, has adopted protectionist policies and dismantled the Japanese colony. But in the middle of the 1960s, a new colonisation took place and allowed the introduction of innovating in arboriculture techniques. The pioneering Japanese populations then make themselves the mediators for new Japanese projects and Amazonia constitutes a constant fidelity of Japanese interest.

Isabelle Lausent-Herrera : um enclave japonês na Amazônia peruana.

Estimulada no final do século XIX por um acordo entre o Japão e o Perú, a migração japonesa, destinada em princípio a contribuir a arrancada

da agricultura industrial peruana, conheceu desenvolvimentos diversos no desenrolar deste século. A implantação de populações japonesas na Amazônia tomou impulso após a Primeira Guerra Mundial, sendo objeto da manipulação de migrantes em uma perspectiva geopolítica. Para combater a influência japonesa, o Peru, sob a pressão dos Estados Unidos, adotou políticas proteccionis-

tas e desmantelou a colônia nipônica. No meio dos anos sessenta, uma nova colonização se estabeleceu que permitiu a introdução de técnicas agrícolas inovadoras. As populações japonesas, pioneiras se constituíram, então, em mediadoras para os novos projetos japoneses, a Amazônia permanecendo uma constante do interesse nipon.

La *Carretera Marginal de la Selva* et le développement régional amazonien au Pérou

Jean Gomez *

* Centre de recherche
et de documentation
sur l'Amérique latine,
CNRS.

L'Amazonie péruvienne couvre environ 750 000 m², soit près de 60% de son territoire national. Le Pérou s'avère, par l'importance de sa forêt tropicale, la deuxième "puissance" amazonienne. N'est-ce pas là un paradoxe pour un pays qualifié volontiers d'"andin" ?

La selva péruvienne est donc un espace naturel conséquent sans commune mesure toutefois avec le relatif isolement dont il a été longtemps l'objet dans l'espace géographique national et dans l'espace politico-économique. Sur le plan démographique, on ne compte guère plus de deux millions d'Amazoniens d'origines diverses. Ils sont métis avant tout. On trouve néanmoins parmi eux 200 000 indigènes répartis entre quelque mille communautés, se localisant essentiellement dans les basses terres. Au total, les Amazoniens ne représentent que 12% de la population du Pérou.

L'accès à cette région depuis les Andes a toujours été difficile en raison d'obstacles naturels divers : reliefs escarpés, vallées encaissées, versants instables recouverts de forêts ombrophiles, intensité du régime des pluies, etc.

A l'inverse, l'organisation de tout un réseau hydrographique complexe la rendait plus accessible à partir de l'Atlantique et du Brésil dans la limite de navigabilité des fleuves à l'approche du piémont andin.

Cette limite peut définir, en quelque sorte, la division de l'espace amazonien péruvien en deux zones : la *selva baja* et la *selva alta*.

La *selva alta* désigne la région du piémont andin qui est recouverte par la forêt tropicale submontagnarde qui s'élève parfois à plus de 3 000 mètres d'altitude.

La *Carretera marginal de la selva* (CMS) progresse depuis 1965 pour parcourir à terme plus de 2 500 km, de frontière à frontière entre l'Equateur et la Bolivie.

La *selva alta* ne forme pas pour autant un espace homogène. Elle est entaillée transversalement par de nombreuses vallées constituant des sous-espaces régionaux qui ont évolué inégalement au gré des conquêtes, explorations, et tentatives de désenclavement par des fronts pionniers agricoles et routiers. Des centres de colonisation sont nés, suscités et organisés à partir des Andes et de Lima, à côté de centres régionaux traditionnellement tournés vers l'Amazonie des fleuves et Iquitos qui a émergé et pris son essor à l'aube du XXème siècle.

L'espace économique et démographique de la *selva alta* a fluctué au rythme de différents cycles commerciaux, articulés principalement autour de ressources forestières (substances médicinales, bois, baumes, peaux, paille servant à confectionner le "Panama", caoutchouc, etc.).

L'organisation spatiale de la *selva alta* sur la base d'une économie agricole, a été le fait de politiques de colonisation dirigées par l'Etat ou par des entreprises privées se substituant à lui. Depuis l'Indépendance en 1821, de nombreux gouvernements se sont employés à mettre en œuvre des actions de désenclavement du piémont amazonien. Ces actions ont été très ponctuelles et d'ampleur limitée. Elles se sont développées dans des zones géographiques isolées. Les seuls liens qui pouvaient exister étaient ceux tissés avec les régions andines voisines qui ont alimenté des flux migratoires spontanés.

Le désenclavement routier mis en œuvre autour des années quarante a considérablement accéléré ces flux de populations. La carte démographique de la *selva alta*, mais aussi d'enclaves en *selva baja* (Pucallpa, Tarapoto, Yurimaguas puis Puerto Maldonado) s'est profondément modifiée. D'autres vallées tropicales n'ont, en revanche pas connu cette même poussée et sont demeurées en sommeil.

Ce désenclavement routier n'était toutefois dû qu'à quelques voies de pénétration renforçant le caractère éclaté de l'occupation spatiale d'une *selva alta* se partageant entre des pôles d'influence situés, tour à tour, en *selva baja*, dans les Andes et sur la côte.

Les grandes voies de pénétration, la route Lima-Pucallpa notamment, eurent pour finalité d'atteindre au plus vite les grands fleuves navigables de l'Amazonie : l'Ucayali, le Marañon, le Huallaga, le Madre de Dios.

De fait, une colonisation des terres situées de part et d'autre de ces routes s'est développée. Ce fut le cas notamment dans les régions de Jaen-Bagua, de Huanuco-Tingo Maria-Pucallpa, de Chanchamayo... Cette forme de colonisation a ainsi trouvé rapidement ses limites : les disponibilités de terres arables en bordure immédiate des axes routiers étaient inférieures aux besoins d'une masse de colons d'autant plus importante dans les décennies quarante et cinquante qu'un exode rural intense sévissait dans les Andes en raison d'une crise agraire doublée de crises alimentaires endémiques.

A défaut d'une réforme agraire radicale, la conquête de l'Amazonie pour étendre la frontière agricole et accroître la production, a constitué, dès le début des années soixante, un des axes prioritaires de la politique agricole que soutenait la Démocratie Chrétienne et un de ses leaders, l'architecte Belaunde Terry qui conçut le projet routier de la "Carretera marginal de la selva" (CMS) figurant dans un manifeste de 1959 "*la conquista del Perú por los Peruanos*"

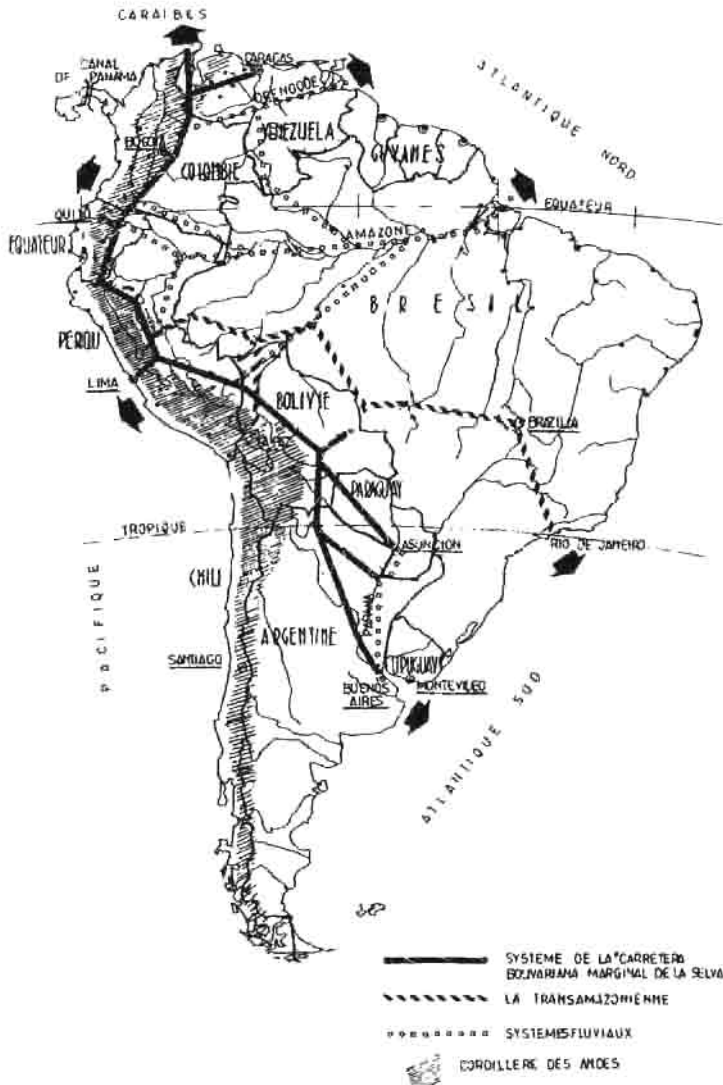
Quatre pays andins : Colombie, Equateur, Pérou et Bolivie, dans le contexte des accords communautaires caractérisant cette époque créeront la "*Carretera bolivariana marginal de la selva*" qui se concrétisa dès 1964 sous la forme d'une étude préliminaire, et en 1965, par des études de faisabilité conduisant au démarrage de certains tronçons routiers dont la rentabilité s'avérait immédiate et élevée.

Un des objectifs de la CMS fut de vouloir relier entre elles les zones du piémont déjà colonisées, de les étendre et de créer ainsi un espace régional de *selva alta* unilinéaire. Contrairement à la transamazonienne brésilienne, la CMS ne traversera pas exclusivement des espaces de forêts vierges. L'aire d'influence de la CMS doit se développer à partir d'un territoire relativement humanisé, disposant déjà de structures régionales, économiques et sociales, et de quelques réseaux urbains.

De même, le projet routier s'accompagnait de propositions d'aménagement visant à une intégration du piémont amazonien à l'espace national. Cette intégration comportait à cet effet deux volets :

- intégration physique par la formation d'un réseau routier comportant non seulement la CMS mais également un faisceau de pénétrantes unissant, la *selva* aux deux autres régions : la *sierra* et la *costa*.
- intégration socio-économique par la création de toute une viabilité constituée de pistes rurales pouvant drainer en profondeur les ressources agricoles et forestières, et mettre ainsi en valeur un espace plus vaste sur lequel équipements et infrastructures de base permettraient l'accueil et l'encadrement des colons.

LA "MARGINAL DE LA SELVA", LA TRANSAMAZONIENNE,
LES GRANDES LIAISONS FLUVIALES.



La mise en œuvre de la "*Carretera marginal de la selva*" aura suivi une évolution fort différente. En effet, la durée d'un programme de réalisation d'un grand projet n'est pas celle d'un gouvernement.

La première phase de réalisation 1964-1968 a été suivie d'une remise en cause puis d'un ralentissement du projet entre 1968 et 1980. Cette période de douze années fut marquée par des réformes sociales se voulant radicales. Les militaires nationalistes au pouvoir ont effectivement mis en place une réforme agraire touchant essentiellement les Andes et le littoral, une loi forestière, et une loi sur la protection et l'intégration des communautés indigènes dans le cadre d'une valorisation des activités agricoles dans la *selva*.

L'objectif de ces lois était double : d'une part accélérer la reconnaissance socio-économique et culturelle des groupes sylvoicoles et de leurs droits territoriaux faisant l'objet fréquemment de spoliations diverses, conséquences des fronts isolés de colonisation spontanée, d'autre part, restructurer socialement avant tout les zones de colonisation anciennes, en proie à des désordres fonciers de tous ordres.

Pour le pouvoir militaire, les coûts exorbitants que représentait la construction de la *Marginal* ne pouvaient être justifiés uniquement par le pari d'accroître la superficie des terres agricoles. Selon eux, il valait mieux produire plus et mieux par un gain de productivité et la rationalisation des usages de la terre.

Cela les ont conduits néanmoins à achever des tronçons routiers engagés auparavant et en prolonger d'autres. En revanche, ils ont remis en cause la CMS dans tout son itinéraire Sud, de Chanchamayo-Satipo à Puerto Maldonado. Il est vrai que leur stratégie, au-delà de l'intégration sociale et économique de l'Amazonie, visait avant tout au contrôle militaire des frontières amazoniennes ("*fronteras vivas*").

Par ailleurs, la crise du premier choc pétrolier, en 1973, a accéléré la prospection et l'exploitation pétrolières en Amazonie.

Dans ces deux cas, la mise en place d'infrastructures routières ne s'avérait pas déterminante, à l'exception de quelques pistes logistiques dans des zones de colonisation militaires, en bordure des frontières, et de quelques pénétrantes intra-amazoniennes (en *selva* centrale en particulier).

L'année 1980 devait voir l'achèvement complet du projet (CMS, pénétrantes et pistes rurales); en fait, le bilan s'est avéré très en retrait. La "*Carretera marginal de la selva*" n'a été construite que sur moins de 65% de son parcours projeté. Aucune des pénétrantes reliant la CMS au système routier national n'a été achevée, à l'exception de la route Quincemil-Puerto Maldonado programmée bien avant le projet le réseau tertiaire s'est, quant à lui, peu étendu.

De surcroît, en 1982, un autre bilan fait apparaître que 60% de la "*Marginal de la selva*" construite est à réhabiliter ou à reconstruire, car la route n'offre plus un état de viabilité permanent.

Ces secteurs dégradés, on les retrouve surtout dans les zones qui devaient assurer l'unité physique du piémont amazonien.

La volonté d'unification spatiale n'a pas résisté aux flux instaurés de longue date dans ces aires régionales polarisées autour de centres relativement actifs, qu'ils fussent situés dans ou hors de la *selva*. Ces zones ont toutefois bénéficié du renforcement de leur réseau routier grâce au programme CMS ; elles se sont ainsi étendues sur leurs franges là où la route a pu être prolongée. Mais entre ces régions, demeurent en outre de véritables "*no man's land*".

En fin de compte il en est résulté, entre 1964 et 1979, une augmentation de 320 000 hectares de terres arables en région amazonienne, soit plus de 20000 hectares par an, tandis que, durant la période 1937-1961, le gain de terres cultivables y avait été inférieur à 10 000 hectares par année. L'Amazonie participe plus aujourd'hui à l'économie agricole du pays.

Cependant, l'expansion de la frontière agricole prévoyait de gagner plus de 800 000 hectares entre San Ignacio près de l'Equateur et Satipo. Tant pour la route que pour la colonisation les objectifs n'ont pas été atteints.

De surcroît, pour arriver à ces résultats, la *selva alta* a vu la disparition de près de 5 millions d'hectares de forêts, alors qu'un million d'hectares de terres exploitables seulement aurait été recensé, parmi lesquelles 60% seraient réellement exploitées.

On note ainsi un gâchis foncier parallèlement à une pression foncière toujours plus forte. Le gâchis se présente sous diverses formes : accumulation de terres non exploitées, érosion rapide des sols par suite de leur mauvais usage et de techniques culturales mal maîtrisées, abandon de parcelles laissées en friches et difficilement récupérables, etc...

La pression foncière, quant à elle, s'exprime par une suroccupation des terres, une indivision accrue, des invasions d'exploitations momentanément en friches, un déboisement des versants malgré une déclivité des terrains toujours plus accentuée.

Les zones de colonisation ne peuvent recevoir indéfiniment les milliers de colons venant des Andes et parfois de la "*costa*". Ceux-ci arrivent dans la *selva* pensant y trouver terres, accueil et infrastructures diverses. Or, dans ces zones ouvertes aux colonisations depuis près de trente années, les meilleures terres, de surcroît les plus accessibles, ont été acquises ; l'encadrement a souvent fait défaut et s'est avéré insuffisant car les programmes sous-estimaient à chaque

fois l'ampleur des colonisations spontanées ; enfin, les infrastructures de transport, de soutien à la production agricole, et d'équipements socio-économiques, ont été en retrait par rapport aux besoins. Trop souvent les moyens mis en place par les politiques de colonisation ont été en-deçà de leurs objectifs. Carence d'encadrement, laxisme des institutions, pénurie d'équipements et insuffisance du crédit aux agriculteurs en ont découlé.

La relance, en 1980, de la "*Carretera marginal de la selva*" avec le retour au pouvoir de Belaunde Terry s'inscrit dans ce contexte aggravé par le phénomène de la coca dont la culture se développe depuis 1975, au détriment des cultures vivrières et de plantations.

Aujourd'hui la CMS n'apparaît plus toutefois comme le moteur essentiel de la colonisation et de l'expansion de la frontière agricole, bien que les investissements consacrés dans les projets d'aménagement amazoniens soient encore relativement importants.

Ce sont donc les "*proyectos espaciales*" qui vont marquer la période 1980-1985. La route y figure dans un programme d'aménagement régional intégral composé d'une dizaine d'actions spécifiques et structurantes.

Elles visent à réorganiser l'espace dans les domaines agricole, social, de la propriété, du recensement cadastral, des infrastructures de commercialisation, de la recherche agronomique et de la promotion des activités agro-industrielles etc.

L'aménagement du territoire et le développement régional obligent à cette réorganisation spatiale pour laquelle la restructuration du réseau routier s'impose de fait, sans qu'elle conduise systématiquement à son extension que refuse de financer par ailleurs la Banque mondiale.

Cependant le retour du libéralisme économique ouvre de nouvelles perspectives à l'investissement privé national ou étranger. La nouvelle loi agraire de 1980 lui apporte un certain nombre de garanties au demeurant "suggérées" par les bailleurs de fonds internationaux qui acceptent, en contre partie, de financer l'ouverture de nouvelles routes dans la forêt amazonienne, comme c'est le cas dans la "*selva central*" entre Pucallpa et Villa Rica.

Des projets de mise en valeur de ressources forestières ou d'exploitation de produits à usage agro-industriel y constituent de nouveaux enjeux qui bénéficient d'un appui logistique de la part des techno-structures mises en place au sein des projets spéciaux.

Ceux-ci de par leur situation régionale, présentent toutefois des types d'interventions différenciées.

Nous observons ainsi comment les actions se singularisent selon qu'elles sont mises en œuvre dans des zones déjà fortement colonisées ou, en voie de l'être. Les marges de manœuvres sont alors plus ou moins grandes. Dans le premier cas, le volet social et la restructuration spatiale l'emportent en tenant compte des acteurs traditionnels que sont les petits colons.

Dans le second cas, la mise en valeur d'espaces vierges autorise les pouvoirs publics à composer avec les nouveaux acteurs que sont les entreprises, voire aussi à agir eux-mêmes en tant que maître d'ouvrage dans le cadre d'opérations d'aménagement dont la finalité est la remise d'exploitations forestières et agricoles à des entreprises moyennes.

S'il est encore prématuré de tirer un bilan de ces actions, néanmoins l'Amazonie est irrémédiablement engagée dans un processus de désenclavement régional.

La rentabilité économique du désenclavement n'est pas le seul facteur à prendre en compte. Quel est le pays qui accepterait de laisser une partie importante de son territoire se marginaliser et donc devenir vulnérable ?

L'intégration du territoire national, la géopolitique sont également des critères essentiels du désenclavement. Ce qui n'empêche nullement les protagonistes du Pacte amazonien de mentionner comme nécessaire la mise en place de systèmes de communication, routiers notamment.

Si la route demeure aujourd'hui un moyen aisé d'unification des différentes contrées amazoniennes entre elles et au reste du pays, les conditions dans lesquelles elle est édifiée la rendent néanmoins très vulnérable. Une politique routière devrait donc veiller à maintenir en état cet acquis routier, voire à le renforcer.

De même, une politique des transports favoriserait une complémentarité des différents systèmes de communication parmi lesquels il faut noter le rôle, encore prépondérant, joué par le transport fluvial et, bien que d'une autre nature, celui tenu par le trafic aérien.

Mais c'est à la route que doit revenir la tâche essentielle d'organiser l'espace régional du piémont dans le cadre d'une mise en valeur d'une Amazonie partie intégrante de l'espace national.

Jean Gomez : La Carretera Marginal de la Selva - Routes et aménagement en Amazonie péruvienne.

Si pénétrer l'Amazonie péruvienne par l'Atlantique ou le Brésil grâce à un réseau hydrographique étendu était possible, l'accès à cette région depuis les Andes a toujours été difficile en raison d'obstacles naturels divers. A partir des années quarante, le désenclavement routier de cette région a été mis en oeuvre modifiant substantiellement la carte démographique du pays. Des politiques successives ont été appliquées pour la conquête de l'Amazonie et la création de la Carretera Marginal de la Selva, accompagnée de mesures d'aménagement, a été l'un des axes prioritaires des différents gouvernements, chacun d'eux développant des types d'intervention différenciés. Analyse de ces actions.

Jean Gomez : La Carretera Marginal de la Selva - Carreteras y ordenación regional en la Amazonia peruana.

Se podía penetrar en Amazonia peruana por la costa atlántica o Brasil gracias a una red hidrográfica extensa, hacerlo por los Andes ha sido siempre muy difícil por causa

de obstáculos naturales diversos. A partir de los años cuarenta se inició el desenclavamiento de las carreteras de esta región que modificó por completo el mapa demográfico del país. Políticas sucesivas se han aplicado para la conquista de Amazonia y la creación de la Carretera Marginal de la Selva acompañada de medidas de ordenamiento ha sido un eje prioritario para los diferentes gobiernos, cada uno desarrollando tipos de intervención diferenciados. Análisis de esas acciones.

Jean Gomez : The Carretera Marginal de la Selva - Roads and distribution in Peruvian Amazonia.

If it has been possible to penetrate Peruvian Amazonia through Brazil or Atlantic coast by means of an extensive hydrographic network, access to this region was difficult because the Andes has always presented numerous natural obstacles. From the 1940s, the disenclavement of the roads of this region has substantially been modified to implement the demographic map of the country. Successive policies have been applied for the conquest of Amazonia and the creation of Carretera Marginal de la Selva, accompanied by a standard of distribution, has been one axis that different governments have priori-

tised, each developing different forms of intervention. Analysis of these actions.

Jean Gomez : A Carretera Marginal de la Selva - Estradas e planejamento na Amazônia peruana.

Se penetrar a Amazônia peruana pelo Atlântico o pelo Brasil era possível, graças a uma extensa rede hidrográfico, o acesso a esta região pelos Andes foi sempre difícil, em virtude de diversos obstáculos naturais

A partir dos anos quarenta, o desenvolvimento rodoviário da região foi colocado em prática, modificando substancialmente o mapa demográfico do país. Políticas sucessivas foram aplicadas para a conquista da Amazônia e a criação da "Carretera Marginal de la Selva", acompanhada de medidas de planejamento, constituiu-se num dos eixos prioritários de diferentes governos, cada um deles desenvolvendo tipos diferenciados de intervenção. Análise destas ações.

La colonisation du bassin du Satipo

Sydney Evans

Le paysage agricole de Satipo a subi plusieurs transformations depuis le début du siècle mais surtout à partir des années quarante et cinquante quand arrivèrent des paysans andins qui ne trouvaient plus dans leurs communautés les conditions leur permettant soit d'élargir leurs activités économiques, soit de satisfaire leurs besoins les plus urgents. En fait, l'agriculture andine n'a jamais été importante en tant que source de revenus et d'épargne, sauf pour les produits d'exportation. Elle stagne par rapport à la croissance démographique entraînant un processus d'exode rural vers les villes et dans une moindre mesure vers la *Montaña*.

Pour le colon, la *Montaña* est une réserve de richesses dont l'exploitation peut aboutir à une amélioration relative de son niveau de vie et même à l'accumulation d'un petit pécule. Un certain nombre de migrants en profitent donc pour étendre leurs domaines fonciers ainsi que leurs activités agricoles et commerciales (négoce de bétail, boutique et transport) tant dans les régions de départ (en particulier les hautes terres avoisinantes : Andamarca et Comas) que dans celles d'accueil. La différenciation sociale que nous trouvons dans les communautés de départ de migrants s'est reproduite dans la région de colonisation, bien que ce processus de colonisation serve à l'accumulation dans les régions des hautes terres.

Pentes et fonds de vallée exploités différemment

Le bassin du Satipo (province de Satipo, département de Junín) se situe sur le versant oriental des Andes centrales péruviennes et s'étend sur quelque 900 km² où se concentre la plupart de la population de la province : 15000 habitants en 1961 ; 38000 en 1972, et 65000 en 1981. La région est conforme à la définition de la forêt humide tropicale avec une température moyenne annuelle de 24-25°C et une pluviosité évaluée à 1,600-1,800 mm/an. La saison sèche s'étend de juin à août et la saison des pluies de décembre à février. On trouve dans les vallées à 650 mètres d'altitude des sols alluviaux, profonds et acides ou neutres dont l'épaisseur varie entre 70 et 140 centimètres, leur part de la superficie totale ne dépassant peut-être pas 30%. Sur les pentes qui vont jusqu'à 70% les risques d'érosion sont très importants provoquant parfois le lessivage de la couche de matière organique de quelque 20 centimètres qui recouvre ces sols résiduels et lourds à profondeur effective entre 30 et 100 centimètres.

Sur les bas fonds (*valle*) s'est développée une agriculture commerciale qui par son ancienneté a fortement modifié le milieu. C'est là où se trouve le gros bourg de Satipo (7000 habitants environ). Bien desservi par la route (Carretera marginal) depuis 1973, on observe une prospérité relative pour les exploitants bénéficiaires des meilleurs lots qui dégagent ainsi une rente différentielle grâce au café, au cacao, aux agrumes et fruits tropicaux (papaye et bananes notamment) et quelque cultures annuelles (maïs, manioc, riz). Notons l'absence presque totale de cultures maraîchères dont l'approvisionnement se fait depuis Lima, Tarma et Huancayo.

L'autre paysage agricole est celui des bassins versants (*quebradas*) où les agriculteurs pratiquent presque exclusivement la culture du café et des bananes. Les productions vivrières sont réduites à quelques hectares de maïs, haricots et manioc après le défrichement de la forêt primaire (*monte real*) ou de la jachère forestière (*purma, pulma* : repousse forestière de deux à dix ans sans rotation systématique de surfaces).

Il est possible de repérer plusieurs étapes d'avancement du défrichement pionnier. Tandis que dans le fond des vallées le défrichage de la forêt primaire a été presque totalement mené à bien et le terrain apparaît nu, vers les hautes terres des *quebradas* ou vers la plaine amazonienne, la végétation luxuriante cache la pauvreté des sols soumis à des pratiques culturales érosives. Aucune mesure n'est prise par les exploitants visant à réduire la dégradation des terres qui se manifeste par la perte de la couche de matière organique, entraînant une diminution de la fertilité naturelle et des glissements de terrain en saison des pluies qui laissent à découvert la roche mère empêchant toute utilisation agricole.

Les étapes du peuplement

Le bassin du Satipo est un point naturel de rencontre des populations andines et amazoniennes. Les tribus *ashaninka* ou *campa* (groupe *arawak* pré-andin) échangeaient des produits de la forêt contre du maïs avec les populations des vallées interandines d'Andamarca qui descendaient vers les bassins versants plus chauds pour la culture du *coca*. Pendant l'époque coloniale, le couloir Andamarca-Satipo a été emprunté par les missionnaires franciscains, les soldats et les aventuriers espagnols en quête d'âmes et d'or sans beaucoup de succès, sans compter qu'ils ont été anéantis par la révolte de Juan Santos Atahualpa (1742-?) dont les répercussions ont été ressenties dans la région jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle. En fait, la *selva central* est restée fermée pendant plus de 150 ans aux efforts de pénétration.

Les premiers colons modernes arrivent à Santa Ana par la route de Concepción-Pampa Hermosa à la fin de 1915. Le prolongement de la route ne commence qu'en 1916 grâce aux efforts des pionniers eux-mêmes. A l'arrivée du sentier au fond de la vallée, avec les missionnaires franciscains qui les accompagnaient, ils ont fondé la mission de San Francisco de Satipo. Deux autres détachements de colons recrutés parmi les paysans et les ouvriers de la région côtière seront envoyés par le gouvernement en 1926 et 1927. La population monte alors à quelques centaines de paysans mais les abandons sont fréquents. Les conditions n'étaient pas données pour valoriser le travail des colons. De plus, le fret et l'arbitrage pour le seul produit exportable, le café, prenaient la totalité de la marge acquise au producteur. Enfin, le Pérou du début du siècle était encore un pays en déficit et non en surplus de main d'œuvre.

Entre 1910 et 1930, il s'est mis en place à Satipo une agriculture paysanne fondée sur des rapports familiaux de travail. Ces familles cultivaient la *coca*, la canne à sucre et le café sur de petites surfaces pendant les époques creuses du calendrier agricole andin. Dans le bassin versant de San Pedro en 1931, par exemple, le plus grand exploitant n'obtient que 750 kg. de café. Un autre ajoute à ses 300 kg. de café, quelque 150 kg. de feuilles de coca. Un troisième produit 100 kg. de café et 300 de coca. La canne à sucre, *l'achiote* (*Bica orellana*) sont aussi présents mais toujours en quantités réduites. Le rapport de prix entre le café et la coca est de 3 à 4, d'où l'intérêt pour la culture de ce dernier dont le débouché est assuré dans les communautés andines.

Les surfaces mises en plantations restent limitées aussi bien dans chaque exploitation (1 hectare tout au plus) que dans l'ensemble du bassin versant. Il va de soi que cette agriculture rend difficile toute amélioration technique, la reproduction de l'écosystème cultivé étant assurée par la faible densité démographique et par le défrichage lent et éparé. Les outils agricoles restent

donc simples, voire rudimentaires tandis que le transport se fait à pied ou à dos d'âne. Toutefois, chez les exploitants ayant pu défricher plus de 4 ou 5 hectares, de nouveaux rapports de travail apparaissent. Ils font parfois appel à la main d'œuvre extérieure sans pour autant établir de rapports salariaux purs et simples, les liens familiaux y jouant un rôle important.

L'économie de plantation s'est développée semble-t-il dans le bassin surtout à partir de la hausse des prix du café vers le milieu du XX^{ème} siècle, mais en fait le germe de cette économie existait déjà dès le début du siècle. Les colons qui arrivent à Satipo, en particulier ceux d'Andamarca et Comas, ne sont point étrangers à cet environnement ni à la culture du café, ce qui permettra une diffusion rapide de ce dernier.

L'émergence de grandes plantations

En 1941, la piste arrive enfin à Satipo, bouleversant ainsi l'activité économique de la région. L'agriculture marchande se localise surtout sur les bas fonds où la spéculation la plus importante est celle du manioc auquel les colons consacrent 150 hectares malgré un prix faiblement rémunérateur mais il s'agit aussi de la base de l'alimentation locale.

On a beaucoup parlé également de la culture du *barbasco* ou *cube* (*Lonchocarpus utilis*) en tant que base de l'économie du bassin. Pendant les années quarante et jusqu'à l'essor du café, la production de *barbasco* joue le rôle de catalyseur d'un processus de cumul de terres. Les premières *haciendas* (100 à 500 hectares) trouvent dans l'exploitation du *barbasco* une activité rentable, en particulier après la flambée des prix des matières premières de la fin de la décennie, ce qui permet de continuer la colonisation malgré l'état d'isolement dans lequel était tombé le bassin depuis la destruction de la piste par le tremblement de terre de 1947.

Le foncier et les rapports de travail

Entre 1950 et 1965, la hausse des cours mondiaux du café attire vers le bassin un nombre important de spéculateurs fonciers. Mais le nombre de petites et moyennes exploitations s'est multiplié par deux. Le cadastre du bassin réalisé en 1961 montre une forte disparité dans la superficie moyenne des concessions suivant leur localisation. Dans le bassin versant de San Pedro, 83,34% des exploitations n'occupent que 37,42% de la superficie totale. Sur les bas fonds ou sur les terres basses de l'est, le minifundium est absent.

D'un autre côté, on remarque que sur les bas fonds la colonisation évolue au gré des fluctuations des cours des matières premières. Ceci amène à

l'apparition puis l'éclatement de grands domaines dont le seul but avait été la spéculation foncière. Par ailleurs, les exploitants paysans cherchent aussi à élargir leurs domaines dans le but d'accéder à de nouvelles réserves de fertilité, étant donné l'insuffisance de leurs superficies et l'absence de restitution de fertilité.

Quels rapports de travail ont permis la mise en valeur des terres ? Sur le front pionnier, le *mejorero* met en plantation une parcelle de forêt vierge qui sera rachetée par le propriétaire au bout de trois ans. La rémunération du travailleur provient des cultures pratiquées sur les terres défrichées et de la première récolte. Il bénéficie aussi de la dotation de travail familial dont le coût d'opportunité est proche de zéro. De plus, il lui reste la possibilité d'être rémunéré en terre, accédant ainsi à la parcelle recherchée. Pour le propriétaire, il y a réduction voire suppression des coûts de supervision ainsi qu'une faible dépense de capitaux pour la mise en valeur de la terre.

Les *partidarios* (métayers) permettent aux propriétaires de réduire les risques inhérents aux variations des prix et quantités, et le coût d'une main d'œuvre dont la demande saisonnière fluctue fortement. A Satipo ces rapports sont désormais moins répandus que pendant les années soixante du fait de la diminution du nombre de propriétaires absenteïstes. Par contre, les productions *al partir* engageant deux exploitants concernent des récoltes spécifiques pendant une période très courte, souvent une seule campagne. Cet accord permet au propriétaire la mise en valeur de terres en friche à un coût faible et au paysan travailleur d'accéder rapidement à un revenu monétaire. Cet accord devient de plus en plus fréquent au fur et à mesure de la raréfaction des terres et de la saturation démographique du bassin.

La faible technicité et le choix pour l'extensif

Au niveau du bassin l'utilisation d'engrais est négligeable, l'équipement et l'outillage simples, même dans les exploitations les plus orientées vers le marché. Les paysans sont conscients de leur retard par rapport à d'autres agriculteurs plus dynamiques qu'ils voudraient imiter. Cependant, la mise en plantation avec des techniques modernes demande des investissements considérables ainsi qu'une offre de travail qui ne suit toujours pas la demande. Aussi, devant une chute des cours, le travail familial sera faiblement rémunéré mais s'il y a eu endettement pour l'achat de force de travail ou de consommations intermédiaires, l'entreprise familiale peut être amenée à la faillite.

Le choix pour une méthode extensive de culture où l'on compte deux nettoyages par an et peu d'autres interventions sur les plantations, peut donc être expliqué par la rareté des capitaux et les goulots d'étranglement d'une offre

saisonnaire de force de travail, mais aussi parce que la réserve de fertilité naturelle peut être exploitée sans restitution.

Commercialisation et prélèvement de plus-value

Pour le café, le commerce privé a mis en place dans un premier moment (1950-1960) un réseau de ramassage et de commercialisation qui privilégiait les gros producteurs. Les négociants ont tenté également de mettre en place des plantations modernes qui n'ont pas pu résister à la chute des cours de 1954. Vers le début des années soixante les moyens propriétaires créent la coopérative de Satipo qui deviendra par la suite l'interlocuteur privilégié du monopole étatique de commercialisation, établi en 1972 par le gouvernement militaire, qui se chargeait de la répartition de quotas d'exportation jusqu'à son abolition en 1981.

Ce monopole ainsi que le besoin de crédit de la part des coopératives pour financer les récoltes ont amené ces dernières à une situation de dépendance vis à vis de la banque d'Etat (Banco Agrario). A ce moyen direct de prélèvement s'ajoutent d'autres voies indirectes tel la pénétration d'habitudes alimentaires d'origine urbaine, la mise en place d'un réseau surcapitalisé de ramassage de produits autres que le café, en particulier les bananes, les investissements faits en dehors de la région productrice, l'absence d'investissement social de la part de l'Etat.

Conclusion

La colonisation paysanne de la haute forêt permet la transformation et le transfert d'une partie de la réserve naturelle de fertilité de l'Amazonie vers le secteur urbain de l'économie. Fondé sur l'exploitation du travail paysan, ce système de production est caractérisé par sa faible technicité et le manque d'investissements. L'absence de politiques ordinatrices dans les divers bassins de colonisation et à Satipo en particulier fait partie de l'intégration progressive de l'Amazonie aux filières internationales de matières premières (café, agrumes et fruits tropicaux, bois). La situation actuelle des bassins versants de Satipo où commence déjà un nouvel exode vers les plaines orientales permet d'envisager un triste avenir pour cette terre promise aux paysans.

**Sydney Evans : La colonisation
du bassin de Satipo.**

Le bassin de Satipo, situé sur le versant oriental des Andes péruviennes a connu une colonisation agricole progressive liée à la construction d'axes routiers.

A partir des années quarante, l'arrivée de la piste jusqu'à Satipo bouleverse l'activité économique de la région consacrée aux petites exploitations familiales et voit l'émergence de plantations caféières dans le fond de la vallée, modifiant les structures foncières et les rapports de travail. Etude de la conquête et de l'exploitation de ces terres.

**Sydney Evans : La colonización
de los llanos de Satipo.**

Los llanos de Satipo, situados en el vertiente oriental de los Andes peruanos han conocido una colonización agrícola progresiva relacionada con la construcción de carreteras.

A partir de los años cuarenta, la llegada de la pista hasta Satipo trastorna la actividad económica de la comarca dedicada a las pequeñas fincas familiares y ve la emergencia de cafetales en el fondo del valle, modificando las estructuras territoriales y las relaciones de trabajo. Estudio de la conquista y de la explotación de esas tierras.

**Sydney Evans : The colonisation
of the Satipo Basin.**

Situated on the oriental side of the Peruvian Andes, the Satipo basin has known a progressive agricultural colonisation linked to the construction of the road axis.

From the 1940s, when the road reached Satipo, the economic activity of the region consacrated to small holdings was overturned and saw the emergence of coffee plantations at the foot of the valley, modifying the land structures and relations of work. A study of the conquest and exploitation of such lands.

**Sydney Evans : a colonização
da bacia de Satipo.**

A bacia de Satipo, situada na vertente oriental dos Andes peruanos, conheceu uma colonização agrícola progressiva, ligada a construção de eixos rodoviários.

A partir dos anos quarenta, a extensão da pista até Satipo subverte a atividade econômica da região, consagrada as pequenas explorações familiares, e vê a chegada de plantações cafeeiras no fundo do vale, modificando as estruturas de propriedade e as relações de trabalho. Trata-se de estudo da conquista e da exploração destas terras.

Le projet de développement rural de l'Alto Mayo au Pérou

*Roberto Haudry de Soucy **

** Directeur de projets
au FIDA, Rome.*

Terre d'avenir pour l'agriculture péruvienne, l'Amazonie avec moins de 2,7 millions d'hectares cultivés pour une superficie de 1,2 millions de kilomètres carrés est loin de répondre aux espoirs suscités. L'étude de la vallée de l'Alto Mayo met en évidence la difficile conquête d'un espace agricole. Des colons riziculteurs installés depuis 1970 vont bénéficier à partir de 1982 d'un grand projet d'investissement financé conjointement par la Banque mondiale, le FIDA et le gouvernement péruvien. Les investissements prévus dépasseraient, à la fin du projet (1988), 81 millions de dollars (1). Après quatre années d'expérience, il convient d'analyser les premiers résultats, avec ses succès mais aussi ses échecs.

La vallée de l'Alto Mayo, un milieu favorable au développement agricole

La vallée de l'Alto Mayo, située dans le département de San Martín (provinces de Moyobamba et Rioja) appartient au milieu géographique de la Ceja de Selva dont l'altitude moyenne est de 800 mètres. Cette région est reliée à la route panaméricaine à l'ouest par la "*Carretera marginal de la selva*" qui permet de gagner en deux heures la ville de Tarapoto au Sud. La ville de Moyobamba, capitale du département est devenue le centre du projet grâce à ses fonctions administratives. Son aéroport relie Lima en 40 minutes au lieu de 2 jours par la route.

La vallée de l'Alto Mayo est située entre deux chaînes de montagnes offrant sur les trois quarts de sa surface des pentes supérieures à 25% soit 570 000 hectares. Seulement 121 000 hectares ont des pentes de moins de 5%. Or sur ces dernières, seulement 57 000 hectares se prêtent à l'agriculture. Les communautés aguarunas en possèdent 17 000 hectares. Il reste donc 40 000 hectares pour les colons. La fertilité des sols est qualifiée de moyenne d'après les dernières études pédologiques et les cultures les plus appropriées sont le riz, le manioc, le maïs, le plantain et les haricots.

La population pour l'essentiel est formée de migrants venus de la Sierra et de la côte. D'où la forte croissance des ces dernières années puisqu'elle est passée de 31 000 habitants à 73 000 en 1981. En majorité rurale (51 000), cette population se compose d'agriculteurs expérimentés, mais, aux revenus très faibles : 55% ont des exploitations de moins de 10 hectares et 30% entre 10 et 20 hectares, les 15% restants ont moins de 100 hectares. On estime à un tiers la partie de ses exploitations mise en valeur, le reste de la superficie étant encore forestière.

Neuf communautés du groupe linguistique Aguaruna occupent les marges de la zone colonisée. 180 familles environ assurent leur existence à partir de la chasse, de la pêche, de la cueillette mais aussi du riz, de la banane et du manioc.

Les objectifs et les moyens du projet

Ce projet vise à augmenter sensiblement le niveau de revenu des populations locales grâce à la mise en œuvre d'un programme de développement agricole qui repose sur la croissance de la production et de la productivité ainsi que sur des actions dans le domaine de la santé et des infrastructures nouvelles. Il s'agit d'une approche intégrée intéressant simultanément les problèmes de la production en assurant des services sociaux à la population locale. Pour parvenir à ces objectifs, le projet dispose de moyens financiers qui lui permettent de mettre en place les composantes suivantes :

- un crédit agricole

Des prêts à long et à court terme sont destinés à 3 800 familles pour améliorer leur production agricole en facilitant le réseau d'irrigation, l'achat de machines, l'élevage et consacrés aussi à une plus grande extension de la surface des exploitations mise en culture grâce à de nouveaux défrichements et au nivellement. Des équipements nouveaux devraient permettre d'utiliser un matériel adapté aux conditions pédologiques. Les travaux d'irrigation pourront améliorer 5 200 hectares bénéficiant déjà d'un apport d'eau supplémentaire et

créer un système nouveau concernant l'irrigation de 5 800 hectares. L'ensemble territorial bénéficiaire serait de l'ordre de 11 000 hectares.

- l'amélioration des moyens d'échange

Pour réduire l'isolement dans lequel se trouve un grand nombre de colons, le projet compte améliorer près de 90 kilomètres de routes et construire 77 kilomètres de routes nouvelles.

- l'encadrement

Pour appuyer l'action du crédit et favoriser la pénétration d'une technologie appropriée au milieu, en particulier dans l'utilisation de certains sols, il est prévu un encadrement assuré par 32 techniciens. Pour leur action, seront construits 7 centres de vulgarisation dont trois seront spécialisés dans la recherche sur le maïs et le riz (céréales de base de la région) et sur l'élevage. Celui-ci devrait se développer sur les "shapumbales" qui occupent 25 000 hectares de la vallée et offrent des possibilités certaines pour de bons pâturages. Enfin, deux stations piscicoles financées par le projet devraient fournir 3 000 tonnes de poisson par an. Cette production serait destinée exclusivement à la consommation des habitants de la région.

Le projet prévoit l'assistance technique à partir de consultants recrutés sur le plan international. Leur activités porteraient sur la protection animale et végétale (16 mois), sur la conservation des sols (6 mois), sur les techniques de défrichement des sols (2 mois). Il serait requis également un spécialiste en sciences sociales (9 mois), un agronome (8 mois), un expert en technologie approprié (6 mois). Les études de ces trois derniers consultants seraient principalement axées sur les problèmes propres aux communautés aguarunas. Une formation permanente est prévue pour les techniciens du projet et les populations concernées.

- santé et éducation

Le projet prévoit la construction et l'équipement d'un poste sanitaire ainsi qu'une assistance médicale avec formation d'un personnel de santé. En matière d'enseignement, la construction de nouveaux établissements scolaires et logements pour les instituteurs dans 44 communautés dont neuf situées dans les terres des Aguarunas. Pour ces derniers, l'éducation sera bilingue et respectera au mieux l'identité culturelle de ces indigènes.

Le projet complètera ces études au fur et à mesure des réalisations pour tirer parti le plus vite possible des expériences en cours. En particulier sera réalisé un inventaire forestier sur 90 000 hectares, une classification détaillée des sols,

une étude de la régulation des débits fluviaux et de la mise en valeur des sols acides ou *shapumbales* (25 000 hectares). Deux études socio-économiques sur les communautés aguarunas seront mises en place. Pour ces derniers sont prévus deux bureaux pour l'Organisation Aguaruna de l'Alto Mayo (OAAM) ainsi que des travaux de vulgarisation bilingue, des outils etc. Dans une deuxième étape, un centre communautaire de commercialisation et des adductions d'eau potable leur seraient destinés.

- la régularisation foncière de l'occupation

Outre une connaissance de la région grâce à des cartes topographiques au 10 000^e sur une superficie d'environ 100 000 hectares, le programme fournirait progressivement des titres de propriétés à 95% des colons. Ceci porterait à 8 100 personnes contre 1 500 le nombre de propriétaires légaux. Il faut ajouter l'octroi de titres aux neuf communautés indigènes. Cet ensemble de mesures devrait éviter, en le réduisant, le morcellement en trop petites exploitations de la région.

Les transformations de l'Alto Mayo entre 1980 et 1985

Grâce à ces activités relativement dynamiques, il est difficile de différencier les changements survenus ces dernières années en raison de l'essor observé pendant cette période correspondant à la progression sociale et économique de la région et ceux en liaison avec le projet.

La population augmente à une moyenne annuelle de 9,4% - la moyenne nationale est de 2,6%. On estime qu'en 1990, la population atteindra 139 000 personnes, soit 3,4 fois plus qu'en 1972. Cette très forte croissance est due à la venue massive de colons dont le logement même n'est pas assuré et pour lesquels l'espoir d'obtenir une parcelle de terre n'est pas certain, tant les ressources réelles sont faibles. Ces colons deviendront au mieux minifundistes ou occupants des pentes trop raides des collines où ils pratiqueront une agriculture de subsistance. L'érosion rapide ne leur permettra pas de subvenir longtemps aux besoins de leur famille et l'environnement sera détruit à jamais.

Pour la population bénéficiaire du projet, les revenus ont augmenté depuis quelques années. Les bénéfices obtenus sont immédiatement investis dans l'achat de nouvelles terres. Les dépenses pour le logement, la santé et l'éducation demeurent très faibles. Aussi la qualité de la vie reste-t-elle médiocre.

Les données recueillies en 1985 par l'Unité du suivi des évaluations du projet montrent que 63% des familles de colons possédaient des machines à coudre, 83% des postes de radio, 10% des motos, et 3% des voitures. Ces chiffres dépassent la moyenne observée auprès des agriculteurs péruviens.

Mais c'est dans la production que s'apprécient plus clairement les changements effectués ces dernières années. Une enquête menée auprès de 500 familles en 1981 et 1985 montre des modifications profondes. Par exemple le nombre de familles utilisant un tracteur est passé de 1,3% à 6% ; celles qui emploient des engrais chimiques, de 12 à 39%. La production moyenne par famille a doublé et le poids relatif de la production rizicole a fortement augmenté, ce qui renforce la tendance à la monoproduction : 41% de la superficie cultivée en 1976, 65% aujourd'hui. Cependant, il faut constater que la région importe des fruits et des légumes qu'auparavant elle produisait.

Forte immigration et dépendance alimentaire (riz) représentent deux facteurs de la croissance régionale. Le riz dont le prix est fixé par l'Etat détermine le niveau de revenu des agriculteurs et en conséquence la richesse relative de la région et de ce fait son attraction.

Le projet a fortement contribué à accélérer la croissance de la région et indirectement a facilité l'arrivée de nouveaux venus en quête d'amélioration de leur niveau de vie. En 1985, le projet avait permis de construire près de 70% des routes prévues, 100% des entrepôts, 50% des écoles, 50% des stations piscicoles, 82% des centres de santé. Des titres de propriété avaient été donnés à 3200 colons et aux 9 communautés aguarunas. Plus de 800 prêts avaient été octroyés. Enfin, la superficie irriguée avait augmenté de 70%. Enfin, plus d'une centaine de techniciens travaillaient en permanence dans la région et plusieurs agences gouvernementales se sont établies.

Les problèmes principaux de développement de l'Alto Mayo

Les problèmes de la zone du projet peuvent être classés en deux groupes : les problèmes externes au projet, ceux attribuables au projet lui-même qui demandent l'action conjointe de la population, de l'Etat et d'autres forces pour être résolus.

Les problèmes externes sont dus à l'isolement physique et politique de la région et au manque d'intérêt de l'Etat pendant des siècles pour associer la région au processus de croissance du pays, les flux migratoires - résultat de la misère d'autres régions - qui se déversent sur la zone du projet de façon incontrôlable sont peut-être le meilleur exemple des difficultés. Ces migrations dégradent l'environnement et appauvrissent la zone du Alto Mayo. D'un autre côté, le manque de mesures de politique économique de la part des gouvernements pour cette région et le rôle qui leur a été attribué dans la division nationale du travail de productrice de riz rendent difficile un développement orienté vers l'intérêt de la région.

Les problèmes attribuables au projet sont :

- l'absence de participation de la population dans l'exécution du projet,
- le nombre excessif de composantes et institutions qui rendent difficile la coordination,
- la lenteur des services de mécanisation et du crédit,
- le manque de relation avec d'autres institutions qui travaillent dans la région (églises, ONG...),
- l'incapacité de proposer et mettre en marche des actions intégrales en faveur des familles de colons et des Aguarunas qui puissent augmenter les revenus en diversifiant la production, en améliorant les conditions de vie et en facilitant l'insertion démocratique de la population dans la vie économique de la région.

Les problèmes qui demandent une action conjointe de tous les secteurs et groupes sociaux de la région sont :

- la tendance à la monoproduction rizicole au détriment d'autres cultures alimentaires, qui crée une grande vulnérabilité face au risques (maladies, prix),
- la destruction du milieu causé par l'immigration et le manque d'intérêt de la population à cet égard,
- les conditions de vie misérables (dans la ville de Nuevo Cajamarca notamment) qui ne correspondent pas aux revenus de cette population,
- la pression sur la terre, qui produit la fragmentation des unités, recréant le phénomène de *minifundios serranos* et menace les terres des Aguarunas.

Conclusions et propositions d'action

Le projet Alto Mayo a contribué largement au développement régional avec de très importants investissements dans l'infrastructure (routes, santé, éducation, etc.), les services (communications, titres fonciers, etc.), la production (rizicole, piscicole et autres), le crédit agricole et la présence des institutions de l'Etat dans la région.

Cependant le processus de développement demande aussi des actions de la part de l'Etat en matière de politique, ainsi que la participation de la population. D'autres institutions non-gouvernementales et l'Eglise pourraient aussi contribuer à améliorer les conditions de vie de la région. Quelques-unes de ces actions seraient :

- Orienter la région à l'autosuffisance alimentaire et à la diversification de la production (tout en gardant une spécialisation en riz). Des jardins potagers scolaires ainsi qu'un sérieux effort de reboisement avec des espèces de haute

valeur (la région était riche en acajou) peuvent permettre la diversification des sources de revenus des générations futures.

— Interdire la vente et fragmentation des terres, développer l'élevage et les pâturages dans les *shapumbales*, ainsi que fournir de l'assistance technique aux familles d'immigrants situées sur les collines peuvent aider à réduire la destruction de l'environnement et freiner l'immigration.

— Il faut mobiliser la population pour empêcher la destruction supplémentaire spécialement sur la rive droite et continuer à empêcher la construction d'un pont qui relierait les deux rives. Des actions d'information/éducation massives peuvent aider mais doivent être suivies par une mobilisation active des colons, des habitants urbains et des Aguarunas.

— Un programme pour améliorer les conditions de vie à Nuevo Cajamarca doit être mis en place, les Eglises et ONG opérant dans la région pourraient conduire ce programme

— Le projet et la société doivent être en mesure de trouver une solution durable aux problèmes des pressions sur les terres des Aguarunas qui ne sont que temporairement assurées par les titres de propriété. Une mise en valeur de celles-ci (ou au moins des terres de « frontière » pourraient être faite à partir de reboisements avec des espèces de haute valeur commerciale.

Les institutions qui financent le projet Alto Mayo sont conscientes de ces problèmes et les premières à proposer des solutions et actions complémentaires. Cependant il est indispensable que le gouvernement et la population locale prennent part à ces inquiétudes et s'engagent dans des actions nécessaires à la résolution des problèmes que pose le développement de cette région privilégiée du Pérou.

L'analyse de ce projet de l'Alto Mayo pourtant bien mené ne contribue pas pour autant à promouvoir le « développement ». Les investissements ne suffisent pas non plus. Ce projet requiert des mesures appropriées de politique économique nationale et une base démocratique véritable pour permettre à la population concernée de participer plus activement à la construction de son avenir.

Roberto Haudry de Soucy :
Le projet de développement
rural de l'Alto Mayo au Pérou.

Terre d'avenir pour l'agriculture péruvienne, l'Amazonie est loin de répondre aux espoirs suscités. L'étude de la vallée de l'Alto Mayo met en évidence la difficile conquête d'un espace agricole. Des colons riziculteurs bénéficient à partir de 1982 d'un grand projet d'investissement financé par la Banque mondiale, le FIDA et le gouvernement péruvien. Analyse des premiers résultats après quatre ans d'expérience.

Roberto Haudry de Soucy :
El proyecto de desarrollo rural
del Alto Mayo en Perú.

Tierra de porvenir para la agricultura peruana, Amazonia no respondió a las esperanzas suscitadas. El estudio del valle del Alto Mayo evidencia la difícil conquista de un espacio agrícola. Colonos cultivadores de arroz han beneficiado a partir de 1982 de un gran proyecto de inversión financiado por el Banco mundial, el FIDA y el gobierno peruano. Análisis de los primeros resultados después de cuatro años de experimento.

Roberto Haudry de Soucy :
The project of rural develop-
ment in the Alto Mayo of Peru.

Amazonia as the country of the future for peruvian agriculture is far from responding to sustained hopes. The study of the Alto Mayo considers the difficult conquest of an agricultural area. From 1982 some settlers of rice cultivators have benefited from a large investment project financed by the World Bank, the FIDA and the Peruvian government. An analysis of the first results after four years experience.

Roberto Haudry de Soucy :
O projeto do desenvolvimento
rural, Alto Mayo do Peru

Terra do futuro para a agricultura peruana, a Amazonia esta longe de responder as esperanças suscitadas. O estudo do Vale de Alto Mayo põe em evidencia a difícil conquista de um espaço agrícola. Os colonos que trabalham com a cultura do arroz estão sendo beneficiados desde de 1982 de um grande projeto de investimento financiado pelo Banco Mundial, o FIDA, e o governo peruano. A análise dos primeiros resultados foi feita apos 4 anos de experiencia.

Croissance urbaine en Amazonie équatorienne : le cas de Coca, province du Napo

*Blandine Gravelin**

** Centre de recherche
et de documentation
sur l'Amérique latine*

La province du Napo, au nord de la région amazonienne de l'Équateur, subit depuis une vingtaine d'années les effets de la découverte de nombreux gisements pétroliers. Leur mise en exploitation et la construction de routes ont ouvert la voie à des migrations massives, modifiant la répartition de la population dans la province qui compte 110 000 habitants en 1982 (1) : le secteur pétrolier constitue aujourd'hui la partie la plus peuplée et la plus dynamique, où émergent plusieurs petits centres urbains.

Le port de Coca (Puerto Francisco de Orellana) sur le fleuve Napo compte 4000 habitants au recensement de 1982. Même si ces chiffres sous-estiment la population urbaine réelle qui dépasse probablement 8000 habitants en 1985 (2), Coca reste loin derrière la principale ville de la province, Lago Agrio, dont la population est estimée à 22000 habitants (2).

Pourtant, Coca est le noyau le plus ancien de tout le secteur et le seul qui existait avant la mise en exploitation pétrolière ; sa localisation privilégiée pouvait le destiner à un rôle régional majeur : accès par le fleuve et la route, étape à mi-chemin entre la frontière orientale et le piémont, cœur de la région indigène puis de la nouvelle région pionnière.

Les différentes étapes de la croissance urbaine de Coca qui l'ont conduit à occuper cette position secondaire, ainsi que son fonctionnement actuel qui l'y maintient, illustrent bien les bouleversements subis par cette partie de la province depuis une vingtaine d'années.

Un siècle d'existence officielle

La paroisse de Coca existe dans les registres officiels depuis 1861, date de la création de la province Oriente, sans qu'aucun regroupement véritable et stable ne la concrétise avant 1958. A l'époque du caoutchouc et après, les propriétaires d'*haciendas* situés le long du Napo s'y rassemblent lors des fêtes civiques. Ce regroupement épisodique de baraques n'a guère qu'une valeur symbolique. En effet les liens économiques sont alors beaucoup plus tournés vers l'aval et Iquitos que vers le piémont et la région centrale équatorienne. Le principal centre à l'époque est le port de Rocafuerte, jusqu'où remontent les bateaux de marchandises. Par là s'écoulent les productions locales (caoutchouc, puis riz, bétail, peaux, bois précieux) et les contacts même administratifs avec Quito sont réduits au strict minimum. Les 66 habitants recensés à Coca en 1950 (3) sont vraisemblablement des riverains rassemblés là à cette occasion. Coca n'a donc qu'une existence formelle, pendant près d'un siècle, dans un contexte régional très peu peuplé qui n'induit aucun développement urbain autre qu'un port d'échanges plus près du Pérou.

Un premier essor urbain dans les années soixante

Les données changent à la fin des années cinquante et renversent le sens des liens de l'est vers l'ouest, l'intérêt s'éveille pour la région et provoque l'arrivée quasiment simultanée, entre 1957 et 1967, de représentants soit de l'autorité centrale, soit du capitalisme international :

- Les religieux (Capucins) fondent une mission à Coca en 1958 ; la piste d'aviation est rapidement construite.
- Un détachement militaire s'établit peu après.
- Plusieurs compagnies pétrolières nord-américaines recommencent la prospection du secteur, interrompue par les conflits entre la Shell et la Standard Oil of New Jersey suivis de la guerre équatoriano-péruvienne.
- Enfin la commission mixte Equateur-Brésil étudie les raccordements routiers possibles entre Coca et l'axe interocéanique Manaus-San Lorenzo qu'il est prévu d'établir.

Les procédés sont différents mais la finalité est la même : exploiter cette grande région marginale et l'intégrer durablement au pays et au système économique en vigueur.

Le résultat immédiat sera la croissance de Coca, dont la localisation prend alors toute sa valeur, étape obligée pour pénétrer plus avant. Autochtones rassemblés par les religieux, main d'œuvre pour l'exploration pétrolière, commerçants attirés par cette effervescence, habitants de Nuevo Rocafuerte qui remontent vers l'amont après la fermeture de la frontière composent cette nouvelle population. La croissance de Coca entre les recensements de 1950 et 1962 est forte - taux moyen annuel de 11% (4) - mais limitée au seul noyau urbain : l'augmentation de population est insignifiante (0,6%) dans le reste de la paroisse. En l'absence d'autre moyen d'accès que la pirogue ou l'avionnette religieuse, pétrolière ou militaire, le flux des migrants reste réduit (237 habitants à Coca en 1962) et concentré : autour, c'est encore la forêt vierge.

Les migrations massives

La phase suivante voit le mouvement dynamique se poursuivre mais cette fois à une autre échelle, celle de toute la partie centrale de la province. En 1967, la compagnie nord-américaine Texaco-Gulf découvre un gisement pétrolier à 90 kilomètres au nord de Coca. Un accord est signé entre le gouvernement équatorien et la compagnie : le pétrole sera acheminé jusqu'à la côte par un oléoduc transandin desservi par une route, qui va donc relier Quito à tout le secteur pétrolier. Entre 1969 et 1973, les infrastructures sont mises en place : réseau routier, pistes d'aviation, campements pétroliers, stations de pompage de l'oléoduc, etc.

Simultanément, on assiste à une migration massive par les routes. Il s'agit soit de travailleurs à la recherche d'emplois dans les compagnies pétrolières, soit de paysans à la recherche de terres. Les taux moyens annuels d'immigration sont les plus élevés du pays entre 1962 et 1982 (5).

Jusqu'en 1974, Coca profite pleinement du mouvement général de migrations qui affecte toute la région, et la zone urbaine croît à un rythme annuel de 15%. Le petit centre qui n'était jusque là qu'une base d'opérations commence à acquérir une dimension régionale dans un espace en transformation. Mais plusieurs facteurs vont modifier cette évolution et réduire le rôle de Coca qui va devenir un centre secondaire très rapidement supplanté par Lago Agrio, la nouvelle ville née du pétrole.

Coca à l'écart de l'axe pétrolier

En 1973, à la suite d'une loi sur les hydrocarbures déterminant de nouvelles conditions d'exploitation, toutes les compagnies qui prospectaient le long du Napo à partir de Coca abandonnent leurs recherches. Il ne reste donc que la compagnie Texaco-Gulf prête à exploiter ses gisements. La nouvelle structure spatiale ainsi créée va jouer en défaveur de Coca : la ville se situe juste en bordure de la concession de 500 000 hectares accordée à la compagnie. Celle-ci installe son campement principal aux abords du premier puits creusé en 1967, appelé Lago Agrio, au nord de la concession et n'utilisera Coca que comme entrepôt de matériel. Coca ne se situe pas non plus sur le tracé de l'oléoduc qui draine la production des gisements situés au sud du Napo ; le port ne doit d'être malgré tout desservi par la route qu'à l'intervention des pouvoirs publics, qui imposeront la construction du pont sur le Napo à cet endroit. En outre, en 1974, les deux autres ponts situés sur la route entre Coca et Lago Agrio sont détruits par des crues. Ils sont remplacés par des bacs qui ralentissent énormément le trafic et achèvent de mettre Coca à l'écart de la zone d'activités pétrolières en l'isolant encore davantage de l'axe Lago Agrio-Quito. Car avec l'ouverture de la route c'est évidemment cette liaison terrestre vers Quito qui supplante l'ancienne voie fluviale d'accès à la région : Lago Agrio, principal centre pétrolier, devient aussi la première étape lors des migrations.

Coca ne bénéficiera donc pas de l'attraction exercée dans les premiers temps par les campements pétroliers. Mais à plus long terme, c'est bien davantage par ses effets indirects que le pétrole intervient durablement dans le fonctionnement et le développement des centres et, avant tout, par la colonisation agricole simultanée à l'ouverture des routes

Au centre d'une vaste zone de pauvreté

Coca, qui dessert une zone rurale très vaste puisqu'elle englobe tout un secteur de colonisation récente ainsi que la partie aval du Napo occupée par des communautés indigènes, a une fonction commerciale incontestable : pour drainer tant la production riveraine (maïs et autres produits épisodiques) que celle de la zone de colonisation (café et bétail). Mais cette position de carrefour s'exerce au sein d'une zone rurale occupée par une population dont les besoins et surtout les revenus sont très réduits : les indigènes vivent en autosubsistance alimentaire et leurs besoins en produits manufacturés sont occasionnels. Les colons, dont la demande est plus forte, ont un pouvoir d'achat très bas. En outre, la majorité de la population urbaine est elle aussi très pauvre : la consommation

est réduite au strict nécessaire. Une demi-douzaine de grands-bazars-épiceries-quincailleries, peu de commerces spécialisés, un marché doublé d'une foire le dimanche et la vente à la sauvette sur le port à l'arrivée des pirogues constituent l'essentiel des activités commerciales. Coca, place marchande au sein d'une région dépendante, constitue un relais indispensable mais dont le développement est freiné par l'éloignement, le coût des transports répercuté sur les prix et le niveau de vie de la population.

Le rôle de centre tertiaire pour toute la région environnante constitue l'activité principale de Coca (6) aussi par les services non commerciaux : antennes administratives, santé, éducation. C'est un facteur d'attraction évident pour le secteur rural qui contribue au gonflement spatial et démographique de la zone urbaine sans l'enrichir : nombreux sont les colons déjà installés sur des terres éloignées qui s'assurent d'un petit lot "en ville" pour avoir accès aux services de base. A Coca où les terrains libres et salubres manquent depuis longtemps déjà, cette arrivée d'une population démunie est parfois l'occasion d'invasions de terres. Plus généralement, le phénomène contribue à l'extension de la couronne semi-rurale misérable vers les zones marécageuses.

Néanmoins, à long terme, l'existence d'établissements à vocation publique ne peut qu'être bénéfique en renforçant la place de Coca au sein de sa région. C'est en outre le seul domaine où le rang de Lago Agrio, chef-lieu de canton au même titre et pareillement loti en services, n'interfère en rien dans l'emprise régionale de Coca - pour l'instant du moins.

Vers un nouvel espace/enjeu régional

Pour des noyaux urbains modestes tels que Coca et Lago Agrio, appelés à un avenir somme toute limité, un nouvel enjeu apparaît depuis un ou deux ans avec les revendications locales pour la création d'une nouvelle province. L'intérêt urbain que représente l'acquisition d'une fonction administrative renforcée justifie la rivalité des deux centres pour le rang de capitale provinciale. Plusieurs éléments prévisibles peuvent intervenir dans les prochains mois/années et modifier l'organisation spatiale de la province :

- la réalisation d'anciens projets routiers, notamment la liaison Coca-Tena et la reconstruction des ponts détruits.
- l'avancée du pétrole vers l'ouest, le sud et l'est de la province : de nouvelles concessions ont été attribuées en 1985 et les explorations ont commencé.
- l'ouverture de nouvelles routes par les compagnies pétrolières et les mouvements de colonisation spontanée qui s'en suivront.

- enfin l'éventuelle réouverture de la frontière commerciale avec le Pérou à Nuevo Rocafuerte.

Ces faits nouveaux auront, par l'arrivée de migrants et l'essor des activités régionales, des effets certains de croissance sur les centres urbains existants. Mais lequel prédominera ?

Lago Agrio bénéficie aujourd'hui d'une bonne liaison avec Quito, de la proximité avec la Colombie (commerce et trafic de cocaïne) ; mais Coca possède un avantage à long terme : celui d'avoir accès à la fois au secteur moderne et pétrolier grâce à la route, et au secteur traditionnel grâce au fleuve, secteur destiné à être intégré dans les années à venir.

Coca constitue un bon exemple de noyau urbain en zone pionnière dont le développement est freiné par l'organisation spatiale induite par le pétrole. Son insignifiance et sa pauvreté sont en apparence contradiction avec sa centralité dans une région qui produit la première richesse du pays (99% de la production pétrolière). Mais l'essentiel de cette production est dévié vers la région centrale ou même extérieure à la nation. Dès lors l'essor des activités productives a un effet réduit sur le développement de villes qui doivent miser sur leur rôle administratif.

Notes

- (1) INEC - IV censo de poblacion, 1982
- (2) Estimations du Service National de la Malaria
- (3) INEC - Ier Censo de poblacion, 1950
- (4) CEDIG-ORSTOM - *Poblaciones de las parroquias*, Ecuador, 1950-1982, Quito, 1985, Documentos demograficos, n°2.
- (5) CEDIG-ORSTOM - *Poblaciones de las parroquias*, Ecuador, 1950-1982, Quito, 1985, Documentos demograficos, n°2.
- (6) 57,7% de la population urbaine économiquement active en 1982. La moyenne nationale est de 35,4%. INEC, IV censo de poblacion, 1982

Blandine Gravelin : Croissance urbaine en Amazonie équatorienne - Le cas de Coca, province de Napo.

La province de Napo au Nord de la région amazonienne de l'Equateur subit depuis une vingtaine d'années les effets de la découverte de nombreux gisements pétroliers. Des migrations massives ont modifié la répartition de la population dans la province. Etude des conséquences du développement de cette région sur le port de Coca, noyau le plus ancien de ce secteur et mise en évidence d'un nouvel enjeu régional.

Blandine Gravelin : Crecimiento urbano en Amazonía ecuatoriana - El caso de coca, provincia del Napo.

La provincia del Napo en el Norte de la región amazónica de Ecuador conoce desde hace veinte años los efectos del descubrimiento de numerosos yacimientos petroleros. Migraciones masivas han modificado el reparte de la población en esta provincia. Estudio de las consecuencias del desarrollo de esta zona sobre el puerto de Coca, núcleo más antiguo de este sector y puesta en evidencia de un nuevo desafío regional.

Blandine Gravelin : Urban growth in Equatorian Amazonia - The case of Coca, a province of Napo.

The province of Napo in the North of the amazonian region of the Equator has for twenty years submitted to the effects of numerous oilfields. Extensive migration have modified the distribution of the population in the province. A study of some consequences of the development of this region, on the port of Coca, the most ancient centre of the region, and considerations about the effects of a new regional stake.

Blandine Gravelin : Crescimento urbano na Amazônia equatoriana. O caso de Coca, na província de Napo.

A provincia de napo, situada ao norte da região amazônica do Equador, desde ha vinte anos sofre os efeitos da descoberta de numerosas jazidas de petróleo. Migrações massivas modificaram a distribuição da população na provincia. Estudo das consequências do desenvolvimento desta região sobre o porto de Coca, núcleo mais antigo deste setor, e apresentação de um novo contexto regional.

Tempête de "neige" en Amazonie colombienne

*Alain Delpirou **

** Centre de recherche
et de documentation
sur l'Amérique latine.
CNRS.*

La foudroyante progression de la consommation de cocaïne, à partir des années soixante-dix, principalement aux Etats-Unis, où elle est devenue la drogue symbole de réussite, d'intégration sociale a permis à l'ensemble des mafias de réaliser en 1985, un chiffre d'affaires atteignant sans doute 120 milliards de dollars.

Ce trafic a attiré l'attention des médias, sur les circuits de commercialisation qui transitent par la Floride, les Caraïbes et surtout la Colombie.

L'Amazonie colombienne, quant à elle, joue un rôle de zone-refuge, pour le transit et l'élaboration de la cocaïne, véritable laboratoire grandeur nature, où se situent les grandes villes, plaques tournantes de la drogue comme Miraflores, ou Leticia. Cet espace à mi-chemin entre les Etats-Unis et les pays producteurs de coca, est au centre de convoitises émanant des détenteurs de capitaux qui espèrent profiter du boum financier provoqué par l'économie de la poudre blanche...

Des trottoirs de Broadway...

A l'angle de la 42^{ème} rue de Broadway, la coke (1) à moins de 50 dollars le gramme en 1986, est devenue la reine des nuits new-yorkaises. La cocaïne s'est installée depuis les années soixante-dix, dans la société américaine.

Actuellement, 5 à 10 millions de citoyens nord-américains l'utilisent régulièrement, 20 à 25 millions l'ont déjà essayé au moins une fois.

On compte chaque jour, 5000 nouveaux adeptes de la poudre blanche. La consommation annuelle, pour les Etats-Unis avoisine les 100 tonnes dont 80% proviennent de Colombie. La coke représente pour les Etats de l'Union, la source la plus importante de revenus illégaux. Si tous les trafiquants se réunissaient en une seule corporation, celle-ci se situerait au 1^{er} rang national avant Exxon, et Général Motors.

On estime à plus de 120 milliards de dollars, les 100 tonnes de "neige", entrées illégalement aux Etats-Unis par la côte californienne, la frontière mexicaine longue de 3500 kilomètres (30% du trafic), ainsi que par la Floride.

En passant par la Floride...

La géographie de la péninsule favorise les passeurs de cocaïne. En effet, avec les 12000 kilomètres de dentelles côtières, composées pour l'essentiel d'une myriade d'îles et de marais (2), la Floride est très perméable aux passages clandestins de grandes quantités de drogues. Les contrebandiers maîtrisent parfaitement cet espace côtier et ne craignent donc pas les éventuelles interventions de gardes-côtes.

Lorsque des difficultés se présentent, les convoyeurs peuvent disparaître dans les multiples dédales marécageux, grâce à des hors-bords dotés de puissants moteurs. D'autres n'hésitent pas, le cas échéant, à utiliser de véritables sous-marins de poche pour transporter la drogue. Néanmoins, cela n'empêche pas les autorités américaines d'intercepter chaque année dans cet Etat plus de la moitié de la cocaïne entrée illicitement aux Etats-Unis, soit une vingtaine de tonnes. L'aéroport de Miami concentre à lui seul 25% de toute la coke saisie annuellement aux Etats-Unis.

L'économie de la Floride, 5^{ème} Etat de l'Union par sa population (10 millions d'habitants) repose presque exclusivement sur le négoce de la cocaïne et de la marie-juana. Robert Lamont haut fonctionnaire de la police à Miami, déclare à ce propos : "Si l'on retirait du sud de la Floride tout l'argent qui provient de la drogue, l'économie régionale s'écroulerait" (3). Selon le Miami Herald, des

centaines de millions de dollars sont soit transférés à l'étranger, soit blanchis sous forme d'immobilier (4). On le voit, cette économie informelle que l'on qualifie aussi de clandestine, souterraine etc... apparait, depuis ces dernières années, au grand jour en Floride.

Les autorités étant même obligées d'envisager des campagnes à grand renfort de publicité pour améliorer et rehausser "l'image de la région".

Géopolitique du trafic de cocaïne dans la zone des Caraïbes

"Qui contrôle le bassin des Caraïbes peut étrangler les Etats-Unis." L. Tambs, géographe à l'Université d'Arizona, ancien ambassadeur US à Bogota.

La gravité de la situation en Floride a amené le Président Reagan à créer le 28 janvier 1982, la force d'intervention de la Floride Sud, regroupant les différentes institutions de répression du trafic de cocaïne. Le 14 octobre de la même année, il annonce la création de 12 autres forces d'intervention régionales. Puis le 23 mars 1983, c'est au tour du système d'interdiction des stupéfiants aux frontières (NNIS) de voir le jour auquel collabore la CIA. En outre, depuis que le Président Reagan a édicté une note en juillet 1986, stipulant que "le trafic de drogue relevait de la sécurité nationale" les militaires américains font officiellement irruption dans un domaine exclusivement réservé, auparavant, aux civils. On ne peut oublier, à cette occasion, que les Etats-Unis entretiennent dans les Caraïbes, 28000 soldats stationnés en permanence. Ces derniers n'arrivant pas à régler le problème de la consommation chez eux, préfèrent, le plus souvent, porter leur effort au-delà des frontières. Le dernier exemple en date remonte à l'intervention US du 15 juillet 1986, dans la région du Beni en Bolivie, qui se solda alors par un échec pour Washington. Malgré tout, ce caractère interventionniste des Etats-Unis par le biais de la lutte contre les stupéfiants lui permet de déstabiliser des gouvernements et d'occuper des espaces géographiques très convoités. La zone des Caraïbes n'échappe pas à cette règle.

A ce titre, on peut se remémorer quelques affaires.

En septembre 1983, le premier ministre des Bahamas est accusé par les médias nord-américains, en l'occurrence le *New York Times*, d'être le complice de la mafia colombienne pour le passage de cocaïne entre la Colombie et la Floride. En mars 1985, le premier ministre de l'archipel des Turcks et Caïques, Norman Sanders, est arrêté à Miami par la DEA (5). Les agents de la DEA déguisés en trafiquants, avaient proposé 50000 dollars au premier mandataire

contre l'utilisation régulière de l'aéroport de la capitale : Cockburn, pour le transit de la cocaïne. Ce dernier avait accepté la "transaction".

Un an plus tard, le 21 mars 1986, ce fut au tour du Capitaine Boeveren, numéro 2 du régime dictatorial Surinamien, de tomber dans le même piège. Il fut lui aussi incarcéré à Miami, par la DEA. On lui reprocha notamment d'avoir favorisé le passage de cocaïne en direction des Etats-Unis par un aéroport Surinamien à raison d'un million de dollars par chargement, en provenance de grandes villes amazoniennes comme Manaus (Brésil) ou Leticia (Colombie).

L'Amazonie colombienne ou le monde à l'envers

Depuis ces dernières décennies, l'Amazonie colombienne passe pour entretenir sur son territoire, une industrie lucrative totalement illicite. A savoir la transformation de la pâte base en chlorhydrate de cocaïne, qui est ensuite exportée pour être consommée aux Etats-Unis.

Sur ce point Claude Collin-Delavaud écrit : "l'Amazonie colombienne ne jouit pas d'une bonne réputation internationale par le rôle de refuge et surtout de transit pour la *pasta de coca* qu'elle joue depuis une quinzaine d'années" (6).

Le paysage de l'Amazonie colombienne est en constante mutation. Cet ensemble spatial qui correspond à près de 400000 kilomètres carrés soit 32% du territoire national, s'étend du Rio Meta, au Nord jusqu'au Rio Putumayo, au Sud. L'espace amazonien atteint même le majestueux fleuve Amazone et la ville de Leticia, par le biais d'une ouverture géopolitique, en forme d'entonnoir inversé qui s'enfonce entre le Brésil et le Pérou. Dans cette forêt tropicale, la densité par habitant au kilomètre carré est très faible. Moins de 3% de la population colombienne vit en Amazonie. Cependant, on recense quelques villes dépassant les 10 000 habitants comme Mitu, Mocoa 50 000, Florencia 35 000, Miraflores 10 000 et Leticia 20 000. Ces deux dernières villes profitant directement du boum de la poudre blanche...

Arrêtons nous quelques instants à Leticia, véritable îlot humain, encerclé par une végétation exubérante.

Leticia, capitale de l'économie informelle en Amazonie

Leticia fut fondée en 1867 par un Péruvien, Benigno Bustamente, et devint colombienne le 24 mars 1922. La ville fit même l'objet d'un conflit armé entre le Pérou et la Colombie en septembre 1932.

Chacun des deux pays revendiquant pour son compte la souveraineté territoriale où se localisait la ville. En 1934, la cité devient colombienne. Elle le restera. Cinquante ans plus tard, Leticia fait toujours l'objet de bien des convoitises. Après avoir connu diverses périodes d'expansion économique, dont celle du caoutchouc au début du siècle, puis ensuite celle du bois précieux, entre les deux guerres mondiales et enfin celle du tourisme, jusqu'en février 1985 (7), Leticia va alors évoluer, de par sa configuration frontalière, en une des plus grandes plaques tournantes du commerce illégal de cocaïne à destination du marché nord-américain.

Le commandant Cousteau déclarait déjà, à la même époque, à propos de cette ville, lors d'une de ses expéditions en Amazonie que "la cité est connue pour être la capitale officieuse de la drogue et des trafics illicites d'animaux dans le haut bassin" (8). En effet, cette zone mal contrôlée par les autorités de Bogota est soumise aux dures lois de la jungle. Au-delà des différents fronts pionniers de colonisation agraire, défrichés de la *selva*, l'Etat colombien n'est plus réellement présent. Ces territoires appartiennent pour l'essentiel à la mafia de la cocaïne.

Cette Amazonie, non officielle, inexistante dans les dépliants d'exotisme touristique, n'en n'est pas moins le siège d'une industrie très lucrative. Selon une étude de l'Université suisse de St Gallen (9), la cocaïne aurait rapporté en 1985 plus de 4 milliards de dollars comme chiffre d'affaires à la mafia colombienne.

A titre de comparaison le café, qui couvre 19% des terres cultivables du pays, a rapporté moins de 2 milliards et demi de dollars pour la même année. On peut se rendre compte au vu de ces quelques chiffres, du rôle économique que prend le trafic de cocaïne dans la société colombienne et plus particulièrement en Amazonie.

Géopolitique des trafiquants colombiens de cocaïne

La couverture végétale imposante recouvre complètement les laboratoires, les rendant indétectables aux regards indiscrets des satellites. Il en va tout autrement des pistes d'atterrissage, véritables saignées de plusieurs kilomètres de long dans le tapis végétal. Les plantations de coca à grande échelle sont-elles aussi, très repérables...

Cette Amazonie existe comme nous le rappelle l'assaut donné par l'armée le 10 avril 1984, contre un laboratoire de transformation surnommé "villa coca" près de Caqueta à proximité du Rio Vari (10). A cette occasion les militaires

saisirent 15 tonnes de cocaïne soit la plus grosse saisie mondiale jamais réalisée.

L'intervention, qui fut ordonnée par le jeune ministre de la justice Lara Bonilla, contre la mafia, se solda le 30 avril 1984, dans une rue de Bogota, par son assassinat... Depuis les exécutions se succèdent.

Les plantations de coca en Amazonie colombienne, nouvel Eldorado, s'élèvent à plus de 10 000 hectares. Le total des superficies cultivées de coca en Colombie étant de l'ordre de 50 000 hectares. Dans la province équatorienne du Napo, frontalière avec la Colombie, on recense près de 3 000 hectares de coca appartenant à la mafia.

Il en est de même avec le Brésil, dans la région Amazonas où est cultivée une variante de l'espèce *Erythroxylum coca* : l'Ipandu. Cet arbuste peut produire jusqu'à trois tonnes de feuilles de coca par an à l'hectare. La situation semble identique pour le Pérou : les trafiquants colombiens contrôlent en particulier le Nord des départements de San Martin et Loreto. Plus de 5 000 d'entre eux se sont établis à Iquitos. La concurrence forcenée que se livrent ces derniers avec les *narcos* péruviens et boliviens, depuis 1986, pour produire de grandes quantités de cocaïne très raffinée laisse craindre une détérioration rapide du milieu naturel engendré par une déforestation effrénée de la *selva*.

Notes

- (1) La coke prend indifféremment plusieurs dénominations comme la "neige", "blanche", "poudre" pour signifier la cocaïne.
- (2) Les régions des Etats-Unis, J. Beaujeu-Garnier 1971, Librairie Armand Colin, Paris, p. 200.
- (3) Alain Delpirou, Alain Labrousse *Coca coke*, p. 242, Paris, La Découverte, 1986.
- (4) *Miami ou le paradis retrouvé*, Henri Pierre, in le *Monde* du 6 juin 1986, p. 5.
- (5) La DEA (Drug Enforcement Administration) est un service de re pression américain contre le trafic de stupéfiants. Cette agence est née en 1973 sous le régime Nixon et dépend directement du Département d'Etat. En 1975 le service embauche 53 agents de la CIA (Central Intelligence Agency. . .)
- (6) In *l'Information géographique* n°1, 1986. Amazonie les à couts et les coûts du développement, C. Collin Delavaud, Paris, 1986.
- (7) En février 1985 les citoyens nord-américains quittent en grand nombre la Colombie suite aux menaces formulées par la mafia. Celle-ci a décidé d'assassiner cinq américains pour chaque extradition de mafioso colombien vers les Etats-Unis.
- (8) L'expédition du Commandant Cousteau en Amazonie. Robert Laffont, Paris. 1985, p.119.
- (9) Etude de l'Université de Saint Gallen, Zurich Suisse qui fut reprise le 16 février 1986 par le quotidien national colombien *El Espectador*
- (10) *Amérique Latine*, n°23 juillet septembre 1985, la drogue encore. De la marie-juana à la cocaïne d'Alvaro Camacho Guizado.

Alain Delpirou : Tempête de "neige" en Amazonie colombienne.

La progression foudroyante de la consommation mondiale de cocaïne à partir des années soixante-dix a fait de l'Amazonie colombienne à mi-chemin entre les États-Unis et les pays producteurs de cocaïne une zone-refuge pour l'élaboration et le transit de chlorhydrate de cocaïne ; exemple même de la prospérité d'une économie informelle cette région fait l'objet de convoitise de la part des détenteurs de capitaux qui espèrent profiter du boom financier provoqué par le commerce de la poudre blanche.

Alain Delpirou : Tempestade de "nieve" en Amazonia colombiana.

La progresión fulminante del consumo mundial de la cocaína a partir de los años setenta ha hecho de Amazonia colombiana a medio camino de los Estados Unidos y de los países productores de coca una zona-refugio para la elaboración y el tránsito del clorhidrato de cocaína. Ejemplo de la prosperidad de una economía informal esa región suscita codicia por parte de los tenientes del capital que quieren aprovecharse del boom financiero provocado por el comercio del polvo blanco.

Alain Delpirou : "Snow" storm in Colombian Amazonia.

The stormy progression of cocaine since the beginning of the 1970s has made Colombian Amazonia, the midpoint between the United States and the countries of the cocaine producers, a zone of refuge for the refining and transit of hypochlorate of cocaine ; a clear example of the prosperity of an informal economy, this region has become the coveted object of the capital holders who hope to profit from the financial boom established by the trade in the white powder.

Alain Delpirou : Tempestade de "neve" na Amazônia colombiana.

A progressão espetacular do consumo mundial de cocaína a partir dos anos setenta fez da Amazônia colombiana, a meio caminho entre os Estados Unidos e os países produtores de coca, uma zona-refugio para a elaboração e o trânsito do cloridrato de cocaína. Exemplo da prosperidade de uma economia informal, esta região é alvo da cobiça dos detentores de capitais, que esperam lucrar com o boom financeiro provocado pelo comércio do pó branco.

Information scientifique et coopération

LES INSTITUTIONS DE RECHERCHE
ET L'AMERIQUE LATINE
MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES
DIALOGUES
LECTURES

LES INSTITUTIONS
DE RECHERCHE
ET L'AMERIQUE LATINE

AMERIQUE LATINE : bilan 1988

Alain Vanneph*

* Université de Paris X ; CREDAL.

1988 aura été l'année du sur-place. Elle n'a pas confirmé les grandes espérances de paix et de démocratie de 1987. Elle ne les a pas non plus anéanties. Le plébiscite chilien d'octobre en fournit la meilleure illustration, associant à la fois le triomphe du *Non* à la dictature, et le maintien réputé temporaire de Pinochet.

La même ambiguïté caractérise Haïti, où la fragilité de la jeune démocratie s'est exprimée dans les coups d'Etat successifs faisant sortir de l'ombre les ex(?)Duvalléristes, jusqu'au moment où le massacre des fidèles de l'Eglise Saint Jean Bosco a provoqué en octobre la réaction de la base de la troupe, avec la « révolution des sergents » qui porte au pouvoir, avec Prosper Avril, un officier apparemment moins compromis.

Au Nicaragua, l'évolution s'embrouille tout autant. Un nouveau chef Contra plus dur est élu, tandis qu'Ortega répudie ses vellétés de démocratisation. Mais sur le plan militaire son offensive de mars, calculée pour profiter de l'immobilisme forcé des USA en année électorale, échoue : tirant prétexte d'incidents frontaliers, Reagan, avec pour une fois le soutien de son opinion publique court-circuitant l'opposition démocrate, dépêche au secours du Honduras un corps expéditionnaire dont l'inattendue puissance suffit, sans combat, à entraîner le recul sandiniste, tout en ayant puissamment renforcé au passage, tant du point de vue moral que du point de vue matériel, Contras et Honduriens.

A Panama, le bras de fer entre les Etats-Unis et le général Noriega, accusé de collusion avec la mafia de la drogue, se solde par un compromis sans vainqueurs, mais avec un grand vaincu : le pays lui-même sorti exsangue des grèves et des émeutes, et menacé d'un départ massif des sièges bancaires qui assuraient 70% de son PIB.

La même précarité affecte la survie politique d'Alfonsín en Argentine, face aux péronistes, d'A. Garcia au Pérou où l'engagement politique de l'écrivain Vargas Llosa se confirme, ou de N. Duarte au Salvador qui doit faire face, malgré la maladie, à la guérilla et à la Droite. Seul J. Sarney, au Brésil semble conforter sa position en obtenant la prorogation de son mandat.

Mais c'est probablement au Mexique que culmine l'incertitude politique, avec en juillet, les élections présidentielles les plus disputées que le pays ait jamais connues, et la remise en cause de soixante-dix années d'hégémonie du Parti Révolutionnaire Institutionnel. Le candidat officiel, Salinas de Gortari, désigné traditionnellement par le président sortant, l'a certes emporté, avec 9,5 millions de suffrages, contre 6 millions à Cuauthemoc Cardenas, candidat aux plébiscites précédents. Il est surtout, pour l'opposition, entaché de fraude : la Droite et la Gauche contestent la légitimité du pouvoir, appuyées par de vastes manifestations populaires. Vainqueur moral, le courant populiste dirigé par le fils du héros des nationalisations de 1938, et assuré du soutien des villes, compte bien, après avoir empoché les élections intermédiaires, ouvrir une ère nouvelle, au bout d'un sexennat de transition, par un triomphe sans appel.

Quelle sera la réaction du PRI ? Saura-t-il éviter le recours à la violence ? Cardenas pourra-t-il fédérer et contrôler durablement un Front du refus, qu'il a plus représenté que dirigé ?

L'incertitude politique se surimpose à la crise économique qui frappe le Mexique comme toute l'Amérique latine : le PIB par habitant de 1988 y regresse au niveau de 1975.

L'austérité règne partout, associée à l'inflation et aux dévaluations. Au Mexique, elle s'aggrave encore en Octobre, puisque la baisse des prix pétroliers impose un programme supplémentaire de restrictions budgétaires, et la privatisation accélérée de cinquante entreprises d'Etat. Elle s'impose au Pérou, malgré la longue résistance d'A. Garcia. Partout le besoin d'argent frais incite à l'orthodoxie, et repousse les tentations de moratoire de la dette extérieure, au profit de négociations sur les taux d'intérêts et les échéances, et de conversions en obligations ou en participations au capital industriel, en acceptant, en moyenne, l'amputation d'un tiers des revenus d'exportation pour le service de la dette.

Les mesures de pardon, prises par la France notamment, ne concernent en effet que les plus pauvres, parmi lesquels les grands débiteurs d'Amérique latine ne figurent pas.

Face à l'apparent démenti, imposé par des résultats plus que médiocres des premiers puits, aux affirmations triomphalistes de J. Sarney, comparant les nouvelles découvertes pétrolières des bouches de l'Amazone à celles de la mer du Nord, les seules avancées économiques effectivement prometteuses semblent se réduire à la création en Juin à Lima du FLAR, un FMI régional regroupant les sociétaires du Pacte Andin et de l'ALADI, et aux progrès des zones franches et des industries *maquiladoras* aux Caraïbes et surtout au Mexique.

Il en résulte un bilan social fort sombre, aggravé par une série de catastrophes naturelles : inondations catastrophiques du Brésil, à Rio, Petropolis et dans le Nordeste ; ouragan Gilbert dévastant la Jamaïque et une partie du Mexique, puis Joan ravageant le littoral colombien, et accablant le Nicaragua, après avoir semé sur les Petites Antilles la menace des criquets pèlerins qu'il venait d'arracher aux côtes africaines.

Alors que les issues traditionnelles de la migration des hommes se referment, avec la loi Simpson Mazzoli aux USA (où l'immigration mexicaine subit la concurrence des flux du reste de l'Amérique latine et ne représente plus que 50% du courant hispanique) et la raréfaction de l'embauche industrielle, les victimes de la crise n'ont plus comme ressource que le resserrement des solidarités familiales et religieuses, ou le dérapage dans l'aventure, les trafics ou la violence.

La ruée vers l'or au Brésil, à Serra Pelada, profite bien à quelques uns et à l'Etat ; mais au prix de la misère physique ou morale, voire du massacre pour les orpailleurs et les mineurs.

La drogue surtout permet la survie de régions entières. Elle développe, malgré la pression des USA, une mafia toute puissante en Bolivie et en Colombie particulièrement : assassinats de juges, enlèvements, chantages, aboutissant à la libération des trafiquants (L. Ochoa), succession en deux semaines de juin de trois ministres de la Justice...

« Jamais plus la faim et la violence ! » : l'exhortation de Jean-Paul II lors de son 9ème voyage sur le continent, illustre bien le sentiment d'inquiétude pesant sur l'Amérique latine de 1988, où la paix et la démocratie demeurent trop précaires, et où le progrès économique et social stagne ou recule.

Le programme de relations “ politiques et de coopération au développement ” entre l'Europe et l'Amérique Latine - PREAL

*Serge de Ryck**

** Centre d'études
sur l'Amérique latine,
Bruxelles.*

Le PREAL (Programme des Relations • politiques et de coopération au développement • entre l'Europe et l'Amérique latine) a été créé en 1986, l'année où l'Espagne et le Portugal sont entrés dans la Communauté européenne.

Il s'agit d'un • programme • en ce sens qu'il est lié à un calendrier et qu'il est limité dans le temps. Son budget prend fin cette année.

Le • consortium • des organisations qui l'ont lancé comprend la Fondation Pablo Iglesias (mise sur pied en 1977 par le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol), Solidarité Internationale (organisation non gouvernementale espagnole de la même mouvance), l'Institut des Etudes pour le Développement (centre de recherche ayant son siège à Lisbonne), le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (organisation non gouvernementale française) et, enfin, pour représenter l'Amérique latine, l'Institut Latino-Américain des Etudes Transnationales sis à Santiago du Chili.

A l'inverse d'IRELA (Institut des Relations entre l'Europe et l'Amérique latine, dont le siège se trouve à Madrid et qui est subventionné par la Commission des Communautés Européennes), qui promeut des rencontres et des séminaires à l'intention de personnalités politiques de haut niveau, le PREAL défend l'idée d'une • diplomatie des peuples •. Cette démarche ne se veut pas contraire, mais

complémentaire aux relations plus formalisées entre les deux continents. Fidèle à cette optique et compte tenu du fait que les organisations non gouvernementales sont porteuses d'une dynamique de rapprochement entre les sociétés européenne et latino-américaine, le PREAL a choisi les ONG pour servir d'interlocuteurs privilégiés. L'objectif est une connaissance mutuelle approfondie.

Dans une première phase, le PREAL a financé des études sur l'action des ONG latino-américaines. Ces rapports, diffusés en cercle restreint dans le courant de 1987, contiennent une mine d'informations sur ce que signifient, dans la pratique, les concepts de « coopération » et de « développement ». Ils retracent l'évolution de ces concepts au cours des décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. Ils situent la création des ONG dans la dynamique d'une société entière. Les ONG apparaissent en effet, en raison de leurs liens multiples avec les églises, les syndicats, les universités et les associations en tous genres, comme des carrefours de mouvements sociaux avec des objectifs spécifiques.

Dans une seconde phase, après une réunion en 1986 à Buenos-Aires et en 1987 à Lisbonne, des études similaires ont été réalisées dans les pays de l'Europe communautaire (Benelux, Allemagne fédérale, Royaume-Uni, Espagne, Italie, Irlande et France). Une étude complémentaire concernait l'Europe communautaire au niveau institutionnel. La Communauté européenne agit dans le domaine du cofinancement plus comme « treizième Etat » que comme « Etat supranational » (dont on ne sait pas encore s'il verra le jour un jour). Le profil moyen des ONG qui travaillent avec un budget de cofinancement de la CEE est plus bas que celui de l'ensemble des ONG qui œuvrent dans leur pays respectifs. La plus grosse partie de la « coopération au développement » reste le fait des Etats membres. Mais au niveau européen, la concertation s'organise de plus en plus. Le Comité de Liaison des ONG face à la CEE ne cesse, dans ce contexte, de prendre de l'ampleur.

Les conclusions de ces différents rapports furent confrontées les 30 et 31 mai 1988 à Madrid, au siège de l'Institut de Coopération Ibéro-Américaine, aux expériences des Organisations non gouvernementales, inégalement représentées.

Les actions des ONG sur les thèmes du dialogue Nord-Sud, de la dette extérieure, de la crise centraméricaine et de la démocratisation pourront être rendues plus efficaces à mesure que les ONG européennes se connaîtront mieux et pourront resserrer leurs liens avec les ONG latino-américaines.

Le PREAL, malgré sa limitation budgétaire dans le temps, pourra avoir joué dans ce domaine le rôle de catalyseur.

**MANIFESTATIONS
SCIENTIFIQUES**

**La Révolution française,
les Pays Iberiques
et l'Amérique latine**

La Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) et le Réseau Amérique latine (Groupement de recherche 26 du Centre national de la recherche scientifique) co-produisent, sous le haut patronage de Monsieur François Mitterrand, Président de la République, une exposition intitulée : La Révolution française, les Pays Ibériques et L'Amérique latine. Cette exposition, qui a reçu le label de la Mission du Bicentenaire de la Révolution française, sera montée, en juin, à Paris et à Madrid, suite à un accord de coopération avec les Commissions espagnole et portugaise pour les célébrations du cinq-centième anniversaire de la Découverte de l'Amérique.

L'objectif de cette exposition est de montrer, à travers la présentation de textes et de documents iconographiques, provenant de France, d'Espagne, du Portugal et des différents pays d'Amérique latine, la diffusion et la resignification des idéologies et des symboles révolutionnaires de 1789 ayant contribué à la formation de l'imaginaire politique tant dans les Pays ibériques qu'en Amérique latine ainsi que les répercussions des faits révolutionnaires français sur les révoltes et luttes politiques et militaires qui mirent fin à l'esclavage et à la domination coloniale dans ce continent.

Cette exposition développe quatre grands volets.

1. Les idées et les symboles révolutionnaires

Dans un premier temps les symboles révolutionnaires circulèrent clandestinement dans les colonies ibériques d'Amérique avec les premières rumeurs sur les faits révolutionnaires français. Ils furent repris ensuite autant que les concepts et les principes de la Révolution française par les acteurs et les mouvements de l'Indépendance jusqu'à se convertir aussi durablement en Amérique latine qu'en France en allégories, en emblèmes et en légendes. Ce volet met donc en évidence la pregnance d'un imaginaire nourri des idéaux de 1789 à travers tous les moyens d'expression ordinaires, de la peinture et la gravure à la musique, sans oublier la statuaire, mais aussi les objets les plus prosaïques de la vie quotidienne.

2. Les médiateurs, les acteurs et les propagandistes de la Révolution.

Sont réunis ici textes et documents iconographiques sur la Révolution française et les principaux médiateurs, acteurs et propagandistes de la Révolution latino-américaine qui dès la fin du XVIII^e siècle, furent à l'origine de tous les Etats-Nations de l'Amérique latine actuelle. Ces documents permettent de constater que les doctrines révolutionnaires de 1789 furent un des facteurs principaux de ce mouvement d'insurrection qui se propagea à travers tout un continent et donna naissance à des Etats de droit indépendants. C'est à travers les médiateurs, les acteurs et les propagandistes de l'Indépendance de l'Amérique latine que l'on peut comprendre quel rôle de premier ordre joua celle-ci dans le duel colossal qui mit aux prises l'Angleterre et le Premier Empire français

3. La constitution des Etats-Nations

Si l'influence des idées et des symboles de la Révolution française fut si profonde au cours de la Révolution hispano-américaine, elle ne cessa point lorsque commença l'ère de l'indépendance, car elle continua d'agir sur les hommes qui se donnèrent la tâche de bâtir les jeunes Républiques latino-américaines. Cette influence se manifesta à travers la constitution des nouveaux imaginaires (la Nation, le Peuple, la Liberté, l'Egalité) et à travers l'expansion de la symbolique nationale (emblèmes, hymnes, rituels, cérémonies, hagiographie, etc.)

Dans ce volet sont naturellement présentés textes et documents illustrant cette influence de même qu'est soulignée de ce point de vue l'importance tant de la statuaire que du mouvement de rénovation intellectuelle inspiré par de nombreux auteurs français.

4. La perception de la France et de la Révolution française de l'Indépendance à nos jours.

Ce quatrième volet montre comment la lutte engagée par les Créoles contre l'Espagne, au lendemain de la Révolution française, et poursuivie avec un acharnement de part et d'autre égal pendant un quart de siècle, fut le prolongement sur un nouveau théâtre de l'histoire du conflit séculaire entre les idées de Liberté et le Traditionalisme, et comment après avoir évolué vers l'idéal républicain l'Amérique latine ne cessa de témoigner intérêt et reconnaissance envers la France révolutionnaire et républicaine qui donna au monde les "Droits de l'Homme". Ce volet montre donc non seulement cette évolution politique et culturelle consciente d'elle-même, mais aussi comment la modernité française a été perçue jusqu'à nos jours. Tant pour l'imitation comme pour l'outrance, et à travers un cheminement historique qui n'a cessé d'être conflictif, paradoxal et contradictoire. Est montré également dans ce volet comment les Droits de l'Homme, les principes de Liberté, d'Égalité et de Fraternité n'ont cessé d'encourager de nouveaux mouvements de révolte chaque fois qu'en cette Amérique ces principes ont été bafoués par des tyrans ou des régimes non démocratiques.

La Bibliothèque de documentation internationale contemporaine et le Réseau Amérique latine du CNRS souhaitent que cette exposition, fruit d'un travail collectif et d'une coopération internationale exemplaires, soit largement diffusée tant en France qu'à l'Étranger. Présentée à Madrid en juin 1989, puis dans diverses villes espagnoles, elle devrait être montée à Lisbonne en 1990 et dans différentes villes latino-américaines.

Cette exposition est mise à la disposition de municipalités ou d'organismes français ou étrangers qui souhaiteraient la présenter. Seuls les coûts de reproduction et de transport sont à la charge des divers organisateurs. Trois versions de cette exposition (préparée sur panneaux prêts à accrocher), sont proposées en fonction de l'espace de présentation disponible dans les différents lieux :

- 200 documents (coût 50 000 F. plus frais de transport)
- 300 documents (coût 75 000 F. plus frais de transport)
- 400 documents (coût 100 000 F. plus frais de transport)

Un calendrier de circulation doit être mis en place, dès maintenant. Nous demandons aux organismes intéressés de bien vouloir faire connaître au plus vite les dates qu'ils souhaiteraient réserver pour participer à cette opération.

**Mona Huerta. Réseau Amérique latine du CNRS.
28 rue Saint Guillaume, 75007 Paris.
Tél: (1) 42 22 35 93**

DIALOGUES

TIERS-MONDES : CONTROVERSES ET RÉALITÉS
Bernard Bret *

* *Géographe. Université
de Paris XII et CREDAL.*

Sous le titre « Tiers-Mondes, Controverses et Réalités », Sylvie Brunel a dirigé un travail appelé certainement à servir de référence durable sur bien des questions relatives aux inégalités de développement dans le monde. La diversité des disciplines représentées — pas moins de vingt cinq auteurs ont contribué à la rédaction de l'ouvrage — permet d'embrasser le sujet sous les angles complémentaires de l'économie comme de la sociologie, de la géographie comme de la science politique, de l'histoire comme de la démographie. Cela ne signifie pas dispersion : la netteté du plan général intègre les approches complémentaires dans une réflexion d'ensemble. Il s'agit d'abord de s'interroger sur la notion de Tiers-Monde et sur les racines de l'inégalité (première partie), puis de faire le bilan de la démographie et des modèles de développement (seconde partie), d'examiner les formes et les conséquences de l'insertion des pays pauvres dans l'économie mondiale, que ce soit par le commerce ou par l'endettement (troisième partie), et, enfin, de réfléchir sur les perspectives de la coopération internationale et de la démocratie dans le Tiers-Monde pour enfin plaider en faveur du réalisme dans le choix des stratégies de développement (quatrième partie). Illustrant les explications générales, des encadrés très utiles fournissent de précieux compléments d'information sur des exemples significatifs.

Il faut donc dire le profit que l'on tirera de cette lecture. On signalera notamment, mais il est d'autres points qui mériteraient de l'être, l'analyse de Moïses Ikonikoff sur les difficultés de l'industrialisation, la présentation que François Jean fait de l'endettement et la réflexion de Guy Hermet sur les relations entre la démocratie et le développement.

Etre vivement intéressé par un ouvrage, c'est réagir à sa lecture, ce n'est pas adhérer forcément à toutes ses propositions ni à sa démarche implicite. Le sous-titre invite à controverse : il faudrait en effet débattre, et longuement. Il ne s'agit

pas tellement de noter ici ou là une formulation discutable ou erronée. Dire qu'il y a en Afrique noire « de moins en moins d'actifs agricoles » (p.164), n'est-ce pas confondre leur valeur relative dans la population active totale et leur nombre absolu, bien plus significatif pour apprécier la charge humaine des terroirs ? Peut-on affirmer qu'il n'y avait « pas d'Etat organisé en Afrique au XVI^e siècle » (p.38) et ajouter que dans ce continent « ne s'est pas produite la transformation de la propriété du sol du fait de la colonisation » (p.41) ? Quant à fixer à 500 millimètres le minimum pluviométrique autorisant la culture sans irrigation dans les milieux tropicaux (p.74), c'est à coup sûr une erreur. Il s'agit plutôt de discuter les idées.

Certaines des démonstrations proposées, importantes, valent pour elles-mêmes et ne renvoient pas nécessairement à une interprétation générale de l'inégalité économique dans le monde. Ainsi en est-il de ce que Jean-Claude Chesnais dit de la démographie dans le Tiers-Monde. Comme il le fait dans d'autres travaux, à la thèse qui fait de la croissance rapide de la population un obstacle au développement, il oppose les chiffres de la croissance économique, supérieurs à ceux de la croissance démographique et il voit donc dans cette dernière un stimulant à produire. Mais, ce constat vaut-il démonstration que la pression démographique ne serait pas aussi un handicap ? Il faudrait alors tenir les politiques de contrôle des naissances pour une erreur de base dans les stratégies de développement, position extrême qui n'est pas défendue alors qu'elle serait la conséquence logique de ce qui précède ! En respectant strictement les faits, on peut proposer une autre interprétation : croissance de la population et croissance économique ont été toutes deux soutenues, mais le niveau de vie de chacun aurait progressé plus vite si la pression démographique avait été moindre et si, par tant, les dépenses sociales avaient moins limité les investissements productifs.

D'autres propositions renvoient, sans toujours le dire, à une interprétation globale de l'inégalité. A parler franchement, la première phrase de l'ouvrage, due à Sylvie Brunel, laisse le lecteur passablement inquiet : « Le Tiers-Monde a toujours existé dans l'histoire de l'humanité ». S'il en était ainsi, quel serait au juste l'objet du livre ? A lire la suite, on a vite compris qu'il s'agit en fait de vider de son sens l'expression « Tiers-Monde » pour combattre les idées « tiers-mondistes » et la thèse de la dépendance qui les alimente. Il est intéressant de lire, sous la plume de Jacques Marseille, la discutable rentabilité de l'aventure coloniale pour la France. Mais, que les « contraintes de souveraineté » aient dispersé les capitaux sur de vastes territoires alors qu'il eût mieux valu peut-être maximiser l'impact des investissements en les concentrant sur la métropole, cela ne prouve pas ipso facto que les peuples colonisés n'aient pas subi une

domination qui allait orienter leur histoire vers le « sous-développement » en déstructurant leur système social et en imposant à leur système économique une logique extérieure. Sans doute, doit-on donner acte à Sylvie Brunel qu'elle n'entend pas « nier les responsabilités de la colonisation, mais... les évaluer à leur juste importance ». On ne la suivra pas pour autant lorsqu'elle écrit : « Le bon fonctionnement économique, indéniable, des colonies qui a permis de les mettre en valeur rationnellement, de les aménager, d'en « développer » certaines parties, s'est accompagné d'humiliations raciales liées au double système juridique, au travail forcé, à l'attitude condescendante, voire méprisante, du Blanc à l'égard des populations indigènes (dont les salaires étaient inférieurs à ceux des métropolitains) ». Doit-on comprendre que la colonisation aurait été totalement positive s'il n'y avait eu ces excès? Mais c'est passer à côté de la réalité. Les faits sociaux et politiques ne sont pas justiciables d'une comptabilité à partie double qui pèserait à l'actif ce qui va bien et au passif ce qui ne va pas bien! Et, au demeurant, qu'est-ce que ce « bon fonctionnement économique indéniable des colonies »? Qu'est-ce que les « mettre en valeur rationnellement »? Ne pas voir pour qui ce fonctionnement est bon dans une société reposant sur l'opposition entre le colon et le colonisé, parler de rationalité de la mise en valeur sans référence à qui définit les règles du jeu de cette prétendue rationalité, c'est se refuser à comprendre les faits. S'imaginer que la colonisation aurait pu être sans excès ni violence, c'est ne pas voir que la colonisation EST violence. Déplorer que les salaires des colonisés aient été inférieurs à ceux des métropolitains, c'est ne pas voir que la colonisation est par nature exploitation de la force de travail des populations conquises.

En d'autres termes, si l'on retient que le développement est un processus social, il ne tient pas de chercher les causes des inégalités hors des logiques sociales des processus économiques et politiques. Cela amènerait aussi à plus de prudence au sujet des cultures d'exportation (l'évolution des années récentes ne renseigne guère sur les conséquences de l'héritage parfois pluri-séculaire des cultures de vente) et des firmes multinationales (l'examen de leurs avantages et de leurs inconvénients épuise-t-il la question?).

Au total, si le livre est d'une grande richesse d'informations et fournit un instrument de travail que les présentes lignes n'entendent en rien diminuer sa démarche (il y a démarche, et c'est en quoi il s'agit bien d'un livre et non d'un recueil) cherche à réfuter les interprétations qui expliquent les inégalités par les relations entre les classes sociales et les rapports de force entre les formations sociales globales. Il est d'une réelle utilité de comprendre une telle façon de voir les choses... comme il est nécessaire aux tenants de ces idées de bien savoir que nombreux sont ceux qui pensent tout autrement.

Sylvie Brunel

TIERS-MONDES, CONTROVERSES ET RÉALITÉS

ECONOMICA-LIBERTÉS SANS FRONTIÈRES

519 p., Paris 1987.

Révolte et révolution dans le Pérou colonial du XVIII^e siècle

Bruno Revesz *

* Directeur du programme de
recherche du Centro de investigación y
promoción del Campesinado (CIPCA),
Piaura, Pérou.

Le 4 novembre 1780, jour où l'on célébrait l'anniversaire de Carlos III, le curaca José gabriel Condorcanqui Túpac Amaru, commerçant-muletier et descendant de l'aristocratie Inca, faisait emprisonner un fonctionnaire espagnol de province : Don Antonio Arriaga, Corregidor de Tinta; ce dernier sera pendu quelques jours plus tard sur la place de Tungasuca, un bourg indien du Cuzco. Eclatait alors la *grande rébellion* (1780-1784). Eclatait alors la grande rébellion, soulèvement insurrectionnel le plus important de l'époque coloniale dirigé contre la couronne de Castille et les agents des appareils mis en place par la métropole. Rapidement la rébellion s'étendit à la Bolivie (par deux fois La Paz sera assiégée par l'Aymara Túpac Catari) et au nord de l'Argentine et du Chili. Les combats et les représailles furent terribles, on a parlé de 10.000 morts chez les Espagnols et de 100.000 chez les Indiens, chiffre sans doute excessif, mais réalité impressionnante si l'on songe que la population conjointe de la Bolivie et du Pérou n'atteignait pas 2 millions d'habitants(1). On comprend que ce mouvement de masse sans précédent, qui au départ intégrait dans une symbolique de « révolution nationale » Créoles, Métis et Indiens et qui revira en *pachacuti* ait depuis longtemps attiré l'attention des historiens(2). Depuis une quinzaine d'années l'utopie et l'échec de la grande rébellion sont au cœur du débat politique péruvien et de l'interrogation sur l'identité nationale. En effet, la destruction par l'armée et les tribunaux espagnols du mouvement populaire anti-colonial eut d'énormes conséquences sur les conditions dans lesquelles advint l'Indépendance et se restructura politiquement la société : si Túpac Amaru eut triomphé, déclare ainsi Flores Galindo, Cuzco serait aujourd'hui la capitale du Pérou, la *sierra* dominerait la côte et l'Indien et sa culture ne seraient pas autant méprisés, peut-être! En fait, les Créoles, menacés par l'émergence politique de la masse indienne, renoncèrent à affronter l'administration coloniale et appuyèrent la métropole. Par ailleurs, la suppression des privilèges

et des fonctions de médiation des Curacas désarticula l'identité indienne, dissolvant les mécanismes d'autorité patrimoniale qui lui donnaient forme. En même temps la grande rébellion incarne le paradigme de la violence andine où se mêlent conflits ethniques et de classe (3). C'est à contre courant de ces interrogations centrées plutôt sur l'histoire des mentalités que se situe le travail de Scarlett O'Phelan, professeur à l'Université catholique de Lima, élève d'Eric Hobsbawm et actuellement pensionnaire de l'Institut Français d'Etudes Andines.

Dans son ouvrage magistral, fruit de quelques dix années de recherche dans les archives de Séville, Londres et Lima (4), Túpac Amaru n'occupe qu'un des cinq chapitres, le dernier. La grande rébellion n'est certes pas relativisée, son envergure exceptionnelle est au contraire bien mise en valeur, mais elle est doublement restituée. Dans la dynamique tout d'abord ; le cycle des insurrections tupacamaristes culmine un mouvement de lutte sociale qui se déroule et se recrée dans des conjonctures contrastées tout au long du XVIII^e siècle. Luites sociales et pas seulement indigènes comme on les a trop vite qualifiées, puisqu'aux temps les plus forts s'associaient Créoles, Méris, Indiens de *casta* et *forasteros*. De plus, c'est tout l'espace qui est concerné et pas seulement l'épicentre cusquenien. Le contexte du mécontentement social s'inscrit dans la longue durée mais aussi dans l'unité sociale et économique du Haut et du Bas Pérou que viendra disjoindre les réformes bourboniques qui créeront, en 1776, le Vice-Royaume de la Plata mais qu'articule le circuit commercial tissé durant trois siècles autour de Potosí ; territoire commun dans lequel, en dépit des différenciations inter-ethniques, c'est une même paysannerie indigène qui supporte de plus en plus mal le poids du tribut, le règne de la *mita* minière et la pression des *diezmos*. L'échantillon exhumé des archives est plus que symptomatique, il est significatif de l'amplitude de la rupture en cours : plus de cent quarante mutineries, révoltes et conflits armés sont recensés et examinés. Encore ne sont pas comptabilisées, comme trop latérales par rapport au mouvement principal, les nombreuses révoltes de la main-d'œuvre noire, esclaves des *haciendas* sucrières de la côte, ni prise ne compte la saisissante rébellion de Juan Santos Atahualpa (1742-1745) dans la *selva* centrale d'Amazonie. Le modèle analytique proposé met l'accent à la fois sur le protagonisme des acteurs à partir du recours aux documents judiciaires et sur la reconstruction des conditions matérielles, économique et sociales dans lesquelles naît le conflit et se nourrit le mécontentement ; le point de départ méthodologique est la distinction entre la révolte, qui est de l'ordre du quotidien et du local et qui se dirige plutôt contre des autorités concrètes, le *corregidor*,

le curé, le *cacique*, le *diezmero* ; impulsifs plus que programmatiques ces soulèvements sont en général de courte durée et facilement réprimés. Au contraire, la rébellion se dirige contre des institutions (*cabildo*, Église, *Real hacienda*) et l'autorité en général, elle peut se propager à plusieurs doctrines, *corregimientos* ou provinces, elle est donc plutôt d'assise régionale, s'inscrit dans la durée, suppose organisation et coordination et s'exprime souvent par des manifestes. Trois grandes conjonctures sont ainsi établies. Tout d'abord en 1726-1737, une première vague de mécontentement social lié à l'accroissement des charges économiques qu'impose le vice-roi Castelfuerte afin d'incrémenter les rentrées fiscales de la couronne. Ensuite autour de 1751-1756 les effets indirects de la légalisation de la répartition (*reparto*), c'est-à-dire l'instrument compulsif pour lequel les grands commerçants liméniens cherchent à élargir le marché interne : la distribution forcée de marchandises aux Indiens contraints de les acheter à prix fort, permet à la fois de bénéficier de paiement en main-d'œuvre (*haciendas y obrages*) et en espèces (fournitures aux mines). Le système du *reparto* a fait l'objet d'une étude de Jurgen Golte (5), mais Scarlett O'Phelan critique fortement (p.139) certaines de ses informations et conclusions qui surestiment la corrélation entre *repartos* et révoltes et surtout biaisent et simplifient ces dernières en les liant trop unilatéralement à la personne du *corregidor*, intermédiaire obligé.

La dernière conjoncture correspond à cette sorte de « reconquête » que furent les réformes bourboniques. La politique de réajustement (déjà!) des charges fiscales qu'impose à partir de 1777 le visiteur Jose Antonio de Areche en fut le détonateur principal.

La complexité de ces différentes crises et leurs variables respectives sont présentées avec une grande précision et une grande clarté, bien servie par l'architecture solide de l'ouvrage qui comporte aussi cartes, graphiques, schémas, chronologies et un copieux index. La très riche moisson de matériaux produits par cette recherche éclaire d'un jour nouveau les ressorts sociaux et économiques du dernier siècle colonial ; elle est évidemment une référence indispensable pour l'historiographie andine et celle de l'Amérique espagnole, mais aussi par son effet de distance et d'inachèvement, un bon apport à la réflexion en cette année de bicentenaire.

Scarlett O'Phelan Godoy

Un siglo de rebeliones anticoloniales, Perú y Bolivia, 1700-1783.

Cuzco : CERA Bartolomé de Las Casas, 1988, 351 p.

Notes

1. Alberto Flores Galindo in V. Gomez, B. Revesz, E. Grillo et R. Montoya - *Perù et problema agrario en debate. SEPLA I*, Lima - Fonciencias, CIPCA, Concytec, 1986, p.409.

2. Carlos Daniel Valcarcel *La rebelion de Túpac Amaru*, México 1947. Lillian Estelle Fisher : *The last Inca revolt. 1730-1783*, Oklahoma 1966. Boleslao Lewin - *La rebelion de Túpac Amaru y las origenes de la independencia hispanoamericana* : Buenos Aires 1967.

3. Jan Szeminski . *La utopia tupamarista*. Lima, Universidad Catolica, 1984. Alberto Flores Galindo - *Buscando un Inca* : Lima, Editorial Horizonte, troisième édition augmentée et corrigée, 1988, 439 p.

4. Une première édition fut publiée en anglais en Allemagne fédérale en 1985

5. Jurgen Golte *Repartos y rebeliones*, Lima : IEP, 1980.

LECTURES

*Amérique latine***Alain Touraine*****La parole et le sang, politique et société en Amérique latine****Editions Odile Jacob, 1988.*

Alain Touraine nous donne une somme sur l'Amérique latine ; voici plus d'un quart de siècle qu'il est en rapport constant avec l'intelligentsia de plusieurs de ces pays et qu'il y conduit des travaux, qu'il y anime des recherches. La liste de ceux dont il atteste l'aide pour cet ouvrage est édifiante et couvre un large champs de sociologues, politologues et politiques, économistes et anthropologues.

C'est donc le fruit d'une connaissance de l'intérieur, sur une longue durée. L'ouvrage, de grosse dimension (près de 550 pages), peut se consulter facilement pour y chercher un thème, un pays, une tendance (tableaux et documents, index et bibliographies). Sans vouloir (avec quelle compétence ?) y chercher des « lacunes », notons, à titre d'interrogation, l'absence de L. Mercier Vega (par exemple, *La révolution par l'Etat*, Payot, 1978).

La thèse principale tourne autour du *national populisme*, dans un continent caractérisé par trois modèles, ou trois tentations : la modernité, prédominante, à l'image de l'Europe et des Etats Unis ; la puissance de l'Etat, avec de notables influences du modèle soviétique — mais les partis communistes locaux restent très faibles ; la recherche d'identité culturelle, mais somme toute sans racines très assurées, et sans penchant massif à des

formes d'intégrisme. Aussi bien l'auteur répugne aux définitions de l'Amérique latine par les folklores, aussi bien ceux des Tropiques que ceux de la Révolution.

Toute la construction tourne autour de l'Etat national — populiste et des forces qui le constituent, de ses acteurs et de ses faiblesses. C'est pourquoi il n'en sépare pas l'analyse des Etats *antipopulaires* et particulièrement des grandes dictatures militaires centrées sur les années soixante-dix. Il introduit par contre une coupure majeure en 1981, quand le modèle de développement fondé sur les classes moyennes, industrie et endettement s'effondre - il montre que le modèle national populiste ne peut en aucun cas se reconstituer et en appelle à un autre développement, possible selon lui, qui tiendrait compte des mouvements sociaux d'un monde à majorité urbaine, répudiant aussi bien les visions révolutionnaires que les visions strictement juridico-institutionnelles de la vie publique. Il s'attaque ainsi aux tenants d'un ultralibéralisme, autre face d'une conception désincarnée des droits de l'homme.

Nous ne saurions ici relever tous les « tableaux » inclus dans l'exposé (groupes sociaux, institutions, forces politiques, personnages...). Un seul exemple, parmi d'autres, de vues éclairantes : l'analyse de la religion (p.101-122) et son rôle dans la lutte contre la mort (et non pas contre « l'ennemi de classe ») chez les pauvres de la ville (*pobladores*, p.241).

Laissons au géographe le droit de dire de quels lieux de l'Amérique latine Touraine construit son ouvrage : bien évidemment depuis le trio Brésil-Argentine-Chili ; c'est là que le modèle national-populiste « marche », alors qu'il se dégrade déjà en des figures très variées dans les pays andins, et plus encore dans une Amérique centrale, dans des Caraïbes et dans un Mexique en situation de dépendance infiniment plus accentuée vis à vis des États-Unis : ici, dit-il, pas de « classe nationale » en Amérique centrale, sauf au Costa Rica : en opposition avec la pensée latino-américaine qui est dominée par « la séparation et la complémentarité [...] de la *nation* [espace des citoyens] et de la masse [des exclus] ». Au contraire, aux portes des États-Unis, c'est l'existence nationale qui est le principal enjeu politique, et non la modernisation (les sociétés sont ici très fortement pénétrées par la modernité, plus vite que dans le cône sud, mais *de l'extérieur*).

Aussi bien Touraine nous parle-t-il moins de ces pays « coloniaux » que de l'Amérique du Sud, même si, à partir de ce fil directeur de l'existence nationale comme impératif principal, il nous donne de la Cuba castriste un tableau clair et synthétique.

Notons un aspect de la morphologie sociale qui n'est pas évoqué, au moins dans ses implications sur le développement : les trois décennies de très forte croissance démographique à partir des années cinquante, il est vrai plus spectaculaires encore à la frange des États-Unis que dans le sud du continent.

Le style de l'ouvrage accompagne cette vision large où s'entrecroisent thèmes et gens : le flux du texte ne s'interdit pas des redites sur les thèmes auxquels l'auteur s'attache le plus ; les jugements — et à la limite les conseils — s'adressent aux interlocuteurs latino-américains qu'il connaît personnellement.

Claude Bataillon

Mexique

Hamnett, Brian R.
Roots of Insurgency. Mexican Regions, 1750-1824.

Cambridge, University Press, 1986,
276 pp.,
Cambridge Latin American Studies
n° 59.

Rares sont les travaux consacrés à l'histoire de l'Amérique espagnole qui établissent des liens de cause à effet entre la structure économique et politique de la *Colonia* et la genèse des mouvements d'indépendance. Encore plus sporadiques

sont ceux qui, à l'instar de ce livre, se placent par ailleurs dans la longue durée de l'histoire sociale.

D'entrée se trouve affirmée l'intention novatrice de considérer la « dimension régionale du processus d'indépendance ». Cependant, la réalité « nationale » — telle qu'on a pu la définir dans les premières décennies du XIX^e siècle — ne procède pas exclusivement de composantes régionales, elle n'en est pas la somme pure et simple, pas plus que ne l'avait été le XVIII^e siècle, inscrit dans une dynamique économique (celle de la reprise de la production d'argent) et intégré

dans le projet administratif et politique que constituent les réformes des Bourbons.

Dans cette perspective, l'auteur étudie la guerre d'Indépendance du Mexique (1810-1821) non comme un fait isolé, abstrait de son contexte économique et social, mais comme l'expression de revendications populaires qui s'étaient manifestées bien avant le déclenchement de l'insurrection, selon des modalités propres aux différents ensembles régionaux. Partant de cette constatation, Hamnett insiste donc sur les *permanences*, sur la *continuité* de phénomènes qui font des années d'insurrection un moment de la longue période qui comprend les années 1650-1850, jusqu'au mouvement de la Réforme et aux débuts de la modernisation du pays.

Aux yeux de l'auteur, la révolution d'Indépendance combine des facteurs à court et long termes ; la crise du gouvernement central fut dans une certaine mesure le catalyseur de la rébellion, il l'actualisa - comme l'indique B. Hamnett. L'économique et le social ne sont donc pas ici les seules clefs d'interprétation de l'ensemble du processus. Pas plus qu'ils ne suffisent à expliquer la nature du mouvement dirigé par Hi-

dalgo, qui fut peut-être l'une des premières manifestations du caudillisme et, en tout état de cause l'un des symboles par excellence pour ne pas dire exclusif de la révolution d'Indépendance, mais seulement celle-ci obtenue ; tel n'était pas le cas en effet au moment des faits si l'on considère les écrits contemporains.

Nous nous trouvons par conséquent devant une création *a posteriori*, œuvre des historiens, chroniqueurs et politiciens, selon l'auteur qui s'attache à démystifier le contenu du mot Indépendance, mettant en évidence les tensions locales non résolues, en particulier entre les grands propriétaires terriens et les communautés villageoises ou *pueblos*, conflits qui culminent avec la violence de la décennie 1840-1850. Parallèlement à cette salutaire remise en question de l'un des mythes fondateurs de la nation mexicaine, la permanence des facteurs économiques et sociaux est à nouveau affirmée, ainsi que les similitudes relevées entre les soulèvements du XVIII^e siècle et ceux de la période « nationale ». Une interprétation qui s'appuie par ailleurs et avec succès sur l'histoire comparée des sociétés européennes.

Frédérique Langue

Brésil

H. Rivière d'Arc (coordination) *Portraits de Bahia (travail et modernisation dans quatre régions agricoles d'un Etat de Brésil)*

Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, coll. Brasilia, Paris, 1987, 196 p.

Une géographie sociale du Brésil rural, à partir du choix d'étudier quatre échantillons « écologiques » dans l'Etat de Bahia. Le choix est de cibler les études sur des zones rurales et leurs problèmes de *travail* (ce qui veut dire bien plus que *emploi*), en analysant le cadre socio-économique des transformations régio-

nales récentes, la dynamique agricole (tout ceci en amont du travail rural), puis enfin le travail urbain et son articulation avec le travail de l'agriculture lui-même.

Les nuances sont ciselées pour une société où, à l'abri d'un moteur étatique puissant, la tradition et le capital s'articulent et s'interpénètrent sans frontières tranchées. Beaucoup de tableaux statistiques mais peu de croquis ou cartes : n'aurait-on pas pu faire parler ici ou là l'espace social des travailleurs, des *fazendeiros* ?

Chaque monographie, bien que traitée par plus d'un auteur, a sa personnalité bien marquée. La foule d'informations sur la mosaïque complexe autour du maraîchage sur le Rio São Francisco rebute un peu le lecteur par une théorisation qui tente d'user de catégories rigides, voire manichéennes. On aimerait en savoir plus sur la commercialisation des produits et sur l'articulation entre le rural et l'urbain.

Au contraire (et des mêmes auteurs), le « front pionnier » du far-west bahianais et ses diverses spéculations rappelle le bon René Dumont monographique, souple et concret ; nous voyons vite les mécanismes et les mobilités des marchés d'emploi.

La zone caféière de Vitoria da Conquista apparaît comme une épure simple de la modernisation caféière, avec son travail précaire pour presque tous, temporaire pour la plupart, avec un rôle fondamental des femmes et des enfants. Le jeu se joue entre les importés (de la *caatinga* proche plus que du nord-est lointain...) et les *boias frias* des villes voisines.

Enfin l'édifice du cacao (Ilheus et Itabuna) est celui de la « technification sans mécanisation ». Il donne un exemple remarquablement maîtrisé : un marché

mondial particulièrement contrasté, une très forte importance du travail à la tâche pris en famille complète et, surtout, une description remarquable du milieu urbain dans les deux villes moyennes, avec en particulier les deux visages du travail informel, celui de la petite entreprise intra-urbaine, et celui des activités de survie en banlieue, mi-agricoles, mi-urbaines : un exposé d'intérêt général par sa clarté.

Les conclusions de l'ouvrage montrent que s'édifient des marchés de travail, mais sans effacer des franges d'auto-subsistance « paysanne » pour la main d'œuvre : « proto-marché » très segmenté, où la tendance est aux *boias frias* urbains alors que la tradition paternaliste du *fazendeiro* s'estompe. Les relations ville-campagne sont aux niveaux sociaux élevés du commandement, mais aussi à ceux des bricolages de la survie au sein de bassins de main d'œuvre emboîtés.

Claude Bataillon

Frederick C. Luebke
Germans in Brazil,
A Comparative history
of cultural conflict during
world war I

Louisiana State University Press, Baton Rouge, 1987, 248 p.

Après avoir estimé à un million les Allemands du Brésil (800 000 nés au Brésil et 200 000 en Allemagne), un diplomate américain notait en 1940 : « Ayant la colonie allemande la plus importante de tous les pays au Sud du Rio Grande, le Brésil constitue notre problè-

me n°1 en ce qui concerne l'activité et la pénétration nazie. La colonie allemande la plus nombreuse se trouve dans l'Etat de Rio Grande do Sul et dans celui, plus petit, de Santa Catharina (...). Comme d'habitude, l'organisation est bonne. Dans la seule ville de Porto Alegre, (...) les Allemands ont l'étonnant nombre de 400 organisations sportives, culturelles ou autres... - Seconde Guerre mondiale, donc.

C'est ce cas particulier des Allemands dans une société brésilienne complexe et hétérogène qu'étudie pendant la Première Guerre mondiale, le Professeur F. C. Luebke, dans un nouvel ouvrage consacré à l'immigration allemande sur le continent américain. D'emblée, l'auteur, qui a mené ses recherches en Amérique du Nord, en Allemagne fédérale et au Brésil, se démarque par modestie des Annales et précise que la comparaison entre les cas du Brésil et des Etats-Unis n'est que partiellement aboutie.

Les trois premiers chapitres édifient le bâti général de l'étude, Allemands et société allemande au Brésil de 1818 à 1920. F. C. Luebke expose et analyse en particulier les institutions, les éléments de cohésion et la question de l'assimilation — ou du défaut d'assimilation — des Allemands dans l'extraordinaire « amalgame » brésilien.

Les quatre suivants 4, 5, 6, 7 constituent un examen de la situation des Allemands au Brésil pendant la durée de la guerre mondiale, de la « guerre éloignée » à la déclaration — unique en Amérique du Sud — de guerre du Brésil à l'Allemagne et aux violentes émeutes germanophobes.

Les deux derniers (8 et 9), s'attachent à « l'impact de la guerre sur la société ethnique allemande et ses institutions » et à l'évolution ultérieure du problème.

Trente ans après l'édifiant travail de Jean Roche, *la colonisation allemande et le Rio Grande do Sul*, publié par l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine en 1959, l'historiographie anglo-saxonne produit un livre d'histoire culturelle, socio-culturelle, qui, au travers de l'examen de l'affrontement des cultures luso-brésilienne et « teuto-brésilienne » présente l'intérêt, essentiel, de montrer les modes de fonctionnement, d'évolution et d'affrontement de cultures, dominante et minoritaire, latine et germanique, avec, au cœur, la délicate question du nationalisme en devenir. L'auteur montre par exemple, avec acuité que le lien culturel avec le pays d'origine peut perdurer et, parallèlement, le lien politique devenir marginal : dans les sursauts xénophobes de la culture d'accueil s'exprime alors une image erronée de la population minoritaire et actuellement mal intégrée. Ouvrage précis, méthodique, agréablement illustré de quelques clichés probants, le livre de Luebke aborde clairement, et ce n'est pas la son moindre mérite, le cas d'une minorité ethno-linguistique alors largement non assimilée dans les domaines culturel et linguistique comme dans le domaine politique. Il reste effectivement qu'aliéné par le sous-titre annonçant une histoire comparative, le lecteur pourra être déçu que cet éminent spécialiste de l'histoire des Allemands en Amérique du Nord ne pousse pas plus avant ses comparaisons entre le cas du Brésil et celui des Etats-Unis et que, pour cette raison, certaines comparaisons apparaissent un peu trop adjointes à une remarquable monographie sur le Brésil.

Denis Rolland

Bolivie

**André Franqueville
et Gloria Aguilar**

**EL ALTO DE LA PAZ :
MIGRATIONS ET STRATEGIES
ALIMENTAIRES EN BOLIVIE**

*MPC-INAN ; ORSTOM UR MSA, 158 p.
croquis, Biblio. photos, 1988*

André Franqueville et Gloria Aguilar proposent un bilan de leurs recherches dans l'ouvrage intitulé - El Alto de la Paz. migrations et stratégies alimentaires en Bolivie - et publié par l'Institut National d'Alimentation et de Nutrition de Bolivie et l'ORSTOM. Il constitue, selon les auteurs - le volet urbain d'une recherche plus vaste que les stratégies alimentaires en Bolivie dont le volet rural réalisé par Joseph Laure est paru sous le titre "les paysans et la crise" en 1987 -.

Après une présentation de la ville d'El Alto, qui abrite 400 000 habitants sur l'altiplano surplombant le bassin de La Paz, les auteurs décrivent les stratégies de ravitaillement alimentaire des immigrés récents et leur efficacité. Si la précarité des conditions de vie des habitants d'El Alto est connue, des données nouvelles permettent d'apprécier des réalités éloignées des schémas classiques rencontrées dans les villes andines. El Alto reçoit la plus grande partie des migrations (81% du département de La Paz) dirigées vers la capitale en raison de la saturation de la ville elle-même, y compris les versants raides qui l'entourent.

La part d'origine rurale de l'alimentation reste minime évaluée à 13%. De façon paradoxale, il apparaît que ce sont les migrants dont la situation est meilleure en ville qui recourent à ce mode de ravitaillement. L'appauvrissement nu-

tritionnel est constaté dans les changements alimentaires dès l'arrivée en ville. Malgré tout, les enquêtes ont montré que les ruraux récemment arrivés à El Alto adoptent vite l'habitude d'un quatrième voire même un cinquième repas (- thé -) au lieu des trois dans les campagnes. Egalement, les pommes de terre si elles tiennent encore une large place, elles sont pratiquement à égalité avec le pain, le riz et pâtes, aliments étrangers à la région ou à base de produits importés.

Les habitants d'El Alto consacrent en moyenne 70% de leurs revenus à des achats alimentaires. On comprend bien l'inquiétude quotidienne des familles récemment installées (-10 ans) dont les deux tiers disposent de moins de 50 dollars mensuels. A cette quête journalière de la nourriture correspond aussi la recherche d'un travail forcément informel pour la plus grande partie d'entre eux. Aux longs trajets à pied pour descendre à La Paz, aux heures d'attente pour le bus, il faut ajouter la grande pauvreté du site et des logements de la majorité des habitants d'El Alto. Les trois quarts des familles enquêtées vivent dans une pièce unique généralement une construction aux murs d'adobe et au sol en terre battue. Il fait froid, très froid sur El Alto. Il gèle souvent la nuit et le vent est fort. Seulement 16% des logements sont reliés au réseau d'eau potable, les deux tiers sont sans électricité et 88% sans WC.

Et pourtant El Alto est une ville d'espoir pour tous ceux qui y sont venus souvent contraints par la sécheresse les inondations ou la fermeture de mines. Les auteurs proposent des niveaux d'action concernant les équipements dont une partie pourrait être assurée par les habitants eux-mêmes déjà habitués à la soli-

darité dans le cadre de diverses formes associatives et à recevoir une aide alimentaire. Diverses mesures pourraient améliorer la situation, que ce soit d'abaisser le prix du sel iodé au même niveau que le sel resoudrait le tragique problème du goitre. Laisser les gens vendre de la nourriture dans la rue, c'est leur permettre de vivre, par contre donner de l'eau potable dans des fontaines sur les marchés, c'est améliorer l'état général des ventes. Développer les jardins et basses-cours intra-urbains améliorent également les ressources. Revaloriser la *quinoa* dans la consommation quotidienne au lieu de la promouvoir à l'exportation. Bien sûr, ces mesures et beaucoup d'autres proposées dans le livre ne touchent pas que l'amélioration de la situation présente, les auteurs en sont conscients. C'est la revalorisation de l'espace rural qui éviterait la concentration des pauvres dans les périphéries urbaines.

Ce livre pose avec clarté les problèmes essentiels en s'appuyant sur une enquête menée avec une grande rigueur.

Anne Collin Delavaud

Allyn MacLean Stearman

***No Longer Nomads,
The Siriono revisited***

*New York, Hamilton Press, 1987,
166 p., ill., fig., carte, photos, bibli.,
glossaire.*

Ayant alimenté de nombreux débats théoriques au cours des années cinquante et soixante, les Siriono sont un des peuples les plus souvent cités et discutés dans l'ethnologie sud-américaine. Paradoxalement, ils ne sont pourtant principale-

ment connus qu'à travers les travaux de Holmberg (1946, 1950), et semblent figés dans un « présent » ethnographique remontant au début de la dernière guerre mondiale !

Une étude consacrée au sort de ces Tupis boliviens ailleurs que dans les débats universitaires ne peut donc susciter que de la sympathie.

Il ne faut toutefois pas compter sur le livre de Stearman pour répondre aux nombreuses questions ethnographiques qui se posent depuis la parution de *Nomads of the Long Bow*. L'ouvrage se présente en effet autant — sinon plus — comme le récit d'une anthropologue sur les traces d'un illustre collègue que comme une véritable monographie.

Le livre commence d'ailleurs comme une enquête policière, la première partie (ch. 1-5) décrivant une mission préliminaire au cours de laquelle l'auteur recherche certes les Siriono contemporains, mais surtout les anciens informateurs, guides, hôtes et adversaires de Holmberg. S'il est fascinant de constater que la plupart de ces personnages ont pu être contactés, on regrette toutefois que Stearman les ait si peu interrogés sur les Siriono. Il est dommage, en particulier, qu'après d'énormes efforts pour rencontrer le laïc qui a sans doute le mieux connu ces Indiens, celui-ci soit amené à parler de son enfance et des soins qu'il a apportés à l'ethnologue américain plutôt que de son expérience indigéniste (ch. 4).

La seconde partie (ch. 6-11) décrit une autre enquête de terrain (4 mois) au cours de laquelle l'auteur s'est établie dans la communauté protestante d'Ibiato, qu'elle considère comme le dernier refuge Siriono (lesquels font donc enfin leur apparition). Cette partie est très riche en infor-

mations sur l'impact missionnaire et les stratégies économiques, politiques et culturelles utilisées par les Siriono contemporains pour préserver une certaine identité - ethnique -.

L'importance accordée aux mésaventures triviales (routes inondées, autobus bondés, invasions de fourmis ou de chauve-souris, etc.) survenant à l'auteur est parfois irritante, mais si l'intérêt d'un large public envers le sort des Siriono peut être suscité par ce biais, on peut s'en accommoder. Ce qui est plus gênant, en revanche, est le manque d'expérience de Stearman en matière d'ethnologie amérindienne, évident lorsqu'elle fait passer une technique d'origine évidemment chamanique pour un acte de charlatanisme (p.72) ou lorsqu'elle attribue une raison empirique simpliste au rejet des jumeaux (p.123). Malgré l'énorme expérience acquise par l'auteur auprès des populations rurales des basses-terres boliviennes, on sent bien qu'elle ne peut comprendre que par défaut le - substrat - indigène dont elle ne fait qu'affirmer la persistance, l'évoquant en termes extrêmement sommaires (pp.106 ou 118 par exemple).

Une troisième partie (ch.12), fait le point de façon claire et synthétique sur les perspectives d'avenir du groupe.

Enfin, en guise de conclusion, la figure 7 présente un recensement exhaustif de la population d'Ibiato, assorti du commentaire suivant (p.149) : « *At the time of Holmberg's research, he estimated that there were 2000 Siriono. These are the*

people of Ibiato, the last Siriono, as counted in 1984 ». Ce mélange d'optimisme — la population présentée est jeune et dynamique — et de légitime amertume reflète bien la tonalité générale de l'ouvrage. Mais cet extrait reflète également la tendance de l'auteur à tout ramener à sa seule expérience vécue puisque cette présentation dramatique des « derniers des Siriono » est en contradiction flagrante avec l'affirmation préalable (p.77) selon laquelle : « *recently, economic hardship in Bolivia has encouraged Siriono located along the Rio Blanco and in the Guarayo to seek refuge in Ibiato...* ».

En fin de compte, un livre sérieux et agréable à lire, mais peu apte à satisfaire le fameux « hunger drive » caractéristique des *Nomads*... et de ceux qui s'y intéressent.

Philippe Erikson
Université de Paris X-Nanterre

* Holmberg, Allan, *The Siriono. A Study of the Effect of Hunger Frustration on the Culture of a Semi-Nomadic Bolivian Indian Society*, Yale University, thèse de Ph. D., 1946.

Holmberg, Allan, *Nomads of the Long Bow: The Siriono of Eastern Bolivia*, Washington, Smithsonian Institution, Institute of Social Anthropology, Publication n°10, 1950.